

# **LE(S) POPULISME(S)**

Cahier publié le 30 mai 2014 sur base  
de la Journée d'étude du CIEP du 8 novembre 2013

# Table des matières

<b>1 – Introduction</b>	<b>3</b>
<b>2 – Qui parle au nom de quel peuple ?</b>	
<b>Par Louis CARRÉ</b> – chargé de recherches du FRS-FNRS et attaché au Centre de théorie politique (ULB)	<b>6</b>
<b>3 – Le populisme : de l’origine à la péjoration</b>	
<b>Par Richard LORENT</b> – sociologue et auteur	<b>12</b>
<b>4 – Populisme et national-populisme : objets politiques à identifier</b>	
<b>Par Henri DELEERSNIJDER</b> – professeur d’Histoire et collaborateur scientifique à l’ULg	<b>20</b>
<b>5 – Populisme(s) et médias : Les indices formels d’une connivence fonctionnelle</b>	
<b>Par Marc SINNAEVE</b> – professeur en journalisme et information à l’IHECS	<b>30</b>
<b>6 – Populismes et mouvements sociaux</b>	
<b>Par Marc MAESSCHALCK</b> – philosophe (UCL-CPDR, ISCO)	<b>44</b>



# 1 Introduction

Par Pierre Georis, secrétaire général du Mouvement ouvrier chrétien

## AU NOM DU PEUPLE

Les pages qui suivent constituent les actes d'une journée d'études organisée autour d'une notion aussi en vogue qu'elle n'est confuse : « populisme ».

Le mot n'est pas vraiment neuf. Pour ma part, je l'ai entendu la première fois vers la fin de mon parcours de formation en sciences sociales, et pour caractériser certains régimes politiques latino-américains, dont les prototypes étaient celui de Vargas au Brésil, et plus encore celui de Peron en Argentine. La « trajectoire » de ces régimes commence vers le milieu des années 30 pour se terminer dans le début des années 50, autrement dit elle démarre dans le climat des années 30 et passe sans encombre la Seconde guerre mondiale, vraisemblablement pour cause d'éloignement des fronts. Je répercute de mémoire mon apprentissage de l'époque, en m'appuyant principalement sur ce que Peron illustre<sup>1</sup> :

- Il y avait réponse locale (nationale) à la crise économique internationale : il s'agissait d'opérer une substitution aux importations par une production industrielle nationale. La politique économique était dirigiste. Elle n'hésitait pas à passer par des nationalisations ; sous certains aspects, l'inspiration

semblait venir de la politique économique de l'U.R.S.S. ;

- Ce faisant cependant, c'est partiellement paradoxal, le régime contribuait au développement d'une bourgeoisie industrielle nationale ;
- Une prospérité relative en a été résulté qui a permis certaines redistributions vers les classes populaires ;
- Les dites classes populaires étaient encadrées par un système corporatiste, clairement inspiré de l'Italie mussolinienne, à l'égard de laquelle Juan Peron témoignait de sympathies avérées. Son parti « justicialiste » résultait, quant à lui, de la fusion de diverses forces politiques et syndicales en un mouvement unique ;
- Un pouvoir politique autoritaire « enrobait » le tout d'appels soutenus à l'unité du peuple, tout en ayant compris, avant bien d'autres, le grand avantage qu'il y avait à tirer du profil « people » de l'épouse du Président, icône sociale du régime.

J'avais tiré de cela la conclusion que « populisme » n'était pas que le simple synonyme de « démagogie » ou « rhétorique démagogique » : il y avait aussi un vrai programme politique, difficile à qualifier sur l'axe gauche/droite. De droite dans certains de ses effets (développement d'une bourgeoisie), mais de gauche dans certaines de ses désignations d'adversaire (c'était « contre l'impérialisme américain »), sans que l'on puisse, à proprement parler, qualifier « l'in-

<sup>1</sup> Ma mémoire se réfère au cours « Analyse sociologique de l'Amérique latine », tel que dispensé à l'UCL (Dvlp) par le professeur Freddy Debuyst durant l'année académique 1977-1978. Pardon au Professeur pour les approximations et inexactitudes : le temps est passé par là.

dépendance nationale » comme de gauche ou de droite.

Sorti des études, il me semble avoir réussi à vivre durant deux décennies sans plus jamais utiliser le mot, ni même l'entendre.

Puis : « populisme », le retour ! En tout cas, dans nos milieux de gauche, en même temps qu'on constatait, navrés, tout à la fois la montée du Front National en France, du Vlaams Blok en Flandre, de Berlusconi en Italie (certes, dans un autre registre), etc... Caractéristique commune à ces phénomènes (pas pour autant absolument comparables les uns avec les autres) : nous remplir de désarroi et d'incompréhension, parfois même d'effroi. A la limite, s'agissant du Vlaams Blok, l'affaire est intellectuellement « confortable » puisqu'on dispose de la catégorie « extrême-droite » comme facteur explicatif (et disqualifiant). Mais Berlusconi ? Comment expliquer la popularité et le succès politique d'un tel personnage durant une aussi longue période ? Et Bart De Wever ? Et la NV-A ?

Avec le mot « populisme », on pensait rencontrer deux objectifs :

- Avoir une bonne catégorie explicative ;
- Pouvoir dénoncer.

La vérité :

- Pour l'explication, c'est un échec ; on n'explique rien du tout ; dans l'usage actuel, le mot n'est guère plus que le synonyme de « démagogie ».
- Par contre, la vertu dénonciatrice fonctionne bien.

Elle fonctionne tellement bien que, désormais, tout le monde l'utilise contre tout le monde !

- Limiter les rémunérations des hauts dirigeants des entreprises publiques ? Populisme !
- Critiquer les indemnités de sortie du Président du Parlement wallon<sup>2</sup> ? Populisme !
- Marine Le Pen ? Populiste !
- Jean-Luc Mélançon ? Populiste !

<sup>2</sup> Référence à la polémique qui a surgi à l'occasion de la sortie de charge de José Happart en 2009. L'intéressé visé par la critique n'a cependant rien fait d'autre qu'user des avantages liés à son statut, tels que déterminés et confirmés par des majorités politiques successives.

- Les politiques d'immigration de Nicolas Sarkozy ? Populistes !
- Les politiques d'immigration de Manuel Valls ? Populistes !
- « De toute façon, les politiques de Valls et de Sarkozy, c'est la même chose » : comment, vous osez mettre les deux dans le même sac ? Populisme !

Bref, ce qui a, peut-être, pu être un concept pour désigner certaines réalités latino-américaines, est, aujourd'hui, ramené à une insulte qu'on s'envoie allègrement à la figure.

Pouvons-nous nous contenter d'un tel constat ? Non. Il doit être possible de faire mieux, c'est-à-dire de redonner une valeur explicative au mot, de lui (re)donner la dimension d'un concept.

Dans nos milieux de gauche, on fait assez spontanément du lien entre la montée du populisme et la crise de la démocratie représentative : le populisme est alors lu comme un appel direct au peuple contre l'élite de ses représentants qui confisque la décision, contre l'élite technocratique qui instruit (manipule) la décision, ou encore contre l'élite des corps intermédiaires en mesure de faire pression sur la décision. Ce lien est-il suffisant ? La démocratie représentative n'est-elle pas en état de « crise perpétuelle » ? Auquel cas, la crise ne suffit pas, à elle seule, à expliquer la montée des populismes.

Je lisais, il est vrai sur un site d'extrême gauche, un commentaire : « Le populisme, c'est comme le cholestérol : il y a le bon et le mauvais »<sup>3</sup>. Façon d'indiquer que seul le populisme de droite serait à condamner. A supposer qu'il s'agisse d'un schéma mental utilisé en pleine connaissance de cause par l'extrême gauche, force est de constater que faire dans le populisme n'entraîne pas systématiquement la popularité, au moins électorale. Autrement dit, le populisme n'est pas systématiquement populaire. En tout état de cause, entre Mélançon et Le Pen, il y a une solide différence : pas la moindre trace

<sup>3</sup> Sur le site « Le grand soir » : Christian Delarue : « Populisme de droite et de gauche : une distinction obsolète ? », 19 mars 2013. Référence : <http://www.legrandsoir.info/populiste-de-droite-et-de-gauche-une-distinction-obsolete.html>

de haine ethnique chez Mélanchon ! Ne serait-ce que pour cela, on ne peut s'autoriser à caractériser les deux démarches à l'identique<sup>4</sup>. Ce serait, pour le moins, une raison de traiter le sujet au pluriel : les populismes, plutôt que le populisme.

Le brouillard s'épaissit...

Il n'est pourtant pas dit qu'il faille beaucoup de choses pour y voir plus clair. J'ai été très frappé, il y a deux grosses semaines : j'écoutais une conférence de Christian Maurel, en sachant déjà qu'il me serait demandé d'introduire une journée d'études sur le populisme. C'est dire que mon cerveau était particulièrement à l'affût et disponible à capter une chose ou l'autre qui puisse servir de matériel. Christian Maurel n'a pas parlé du populisme. Mais il a fait un développement sur le mot « peuple », qui en est un sous-jacent évident. Ainsi rappelait-il que le mot véhicule trois acceptions différentes<sup>5</sup> :

- Le peuple « universel », celui du « contrat social » de Rousseau, par lequel la norme que l'on respecte vise l'intérêt de tous les membres de la société et est le résultat de la volonté générale ;
- Le peuple « ethnique » ;
- Le peuple « souffrant », qui, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, se regroupe en organisations pour mener combat et proposer des alternatives.

Intuitivement, je me suis dit que l'articulation de ces différentes acceptions pouvait être utile à, par exemple, qualifier et distinguer le populisme de droite de celui de gauche.

- En tout cas, pour le « populisme de droite », j'ai l'impression que l'hypothèse fonctionne bien : ne serait-il pas celui qui limite drastiquement l'étendue du « peuple universel » au seul « peuple ethnique » (quitte d'ailleurs à associer le « peuple ethnique » au « peuple souffrant », manœuvre dont il serait escompté qu'elle donne un surcroît de légitimité au programme) ?
- Pour le « populisme de gauche », c'est cependant plus compliqué. C'est peut-être « peuple souffrant » qui doit être mis en avant, dans un imaginaire d'unité : « nous sommes les 99% » sert à la fois à qualifier un immense peuple souffrant et à faire croire à une unité qui n'existe tout simplement pas<sup>6</sup>. La rhétorique serait populiste en ceci qu'elle disqualifierait une « élite », ferait la promotion de programmes irréalisables « au profit de tous », alors que l'enjeu ne résiderait que dans la prise de contrôle ou de pouvoir d'une petite fraction.

Je suis d'avis, à ce stade, de laisser des points d'interrogation autour de ceci qui n'est qu'hypothèse très rapide. Elle n'a pas d'autre ambition que d'exprimer d'entrée de jeu : oui, il doit être possible de ramasser un matériel qui permette de transformer ce qui, aujourd'hui et dans le meilleur des cas, n'est qu'une notion en un concept, au sens plein du terme, c'est-à-dire, de donner à « populisme » un contenu tel qu'il puisse avoir une réelle valeur explicative. C'est à cela que s'attachent les différents contributeurs.



4 Vincent de Coorebyter est catégorique sur le sujet : en Europe occidentale tout au moins, et pour la période contemporaine, le populisme est de droite. Article paru dans « Le Soir », le 11 avril 2012.

5 Le contenu du paragraphe est une réappropriation de certains des propos tenus par Christian Maurel, à l'occasion d'une conférence publique des Equipes Populaires, à Namur, le 22 octobre 2013. Christian Maurel est, par ailleurs, l'auteur d'un ouvrage remarqué : « Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation », L'Harmattan, Paris, 2010.

6 Voir le blog d'Henri Goldman, le 28 octobre 2013, via la revue « Politique », ou encore <http://blogs.politique.eu/org>

# 2 Qui parle au nom de quel peuple ?

6

Par Louis CARRÉ – chargé de recherches du FRS-FNRS et attaché au Centre de théorie politique (ULB)

## *Une précaution méthodologique de départ : questionner les usages du « peuple »*

Dans un article déjà ancien, Pierre Bourdieu formulait une précaution méthodologique à propos des notions de « peuple » et de « populaire » : « *Pour jeter une certaine clarté sur les discussions à propos du 'peuple' et du 'populaire', il suffit d'avoir à l'esprit que le 'peuple' ou le 'populaire' est d'abord un des enjeux de lutte entre intellectuels.* »<sup>1</sup> Ce n'est jamais (ou alors très rarement) le peuple en personne qui est amené à poser un discours sur lui-même, mais le peuple fait presque toujours l'objet d'une série de discours de la part de ceux qui parlent en son nom. En suivant la recommandation de Bourdieu, peut-être devrions-nous prioritairement nous intéresser aux discours intellectuels (politiques, savants, médiatiques, artistiques ...) sur le « peuple », le « populaire », le « populisme », au lieu de vainement nous demander en quoi consisterait le 'vrai peuple' (ou le 'vrai populisme') caché derrière cet ensemble de discours ... Dans ce cas, la question serait moins « Qui est véritablement le peuple ? » que « Qui parle au nom de quel peuple ? ». L'enjeu serait alors idéologique au sens où les usages des termes « peuple », « populaire », « populisme » sont toujours, d'une manière ou d'une autre, politiquement chargés. Autrement dit, s'affronter sur

le terrain de ces mots-là et de leurs usages, c'est immédiatement aussi croiser le fer sur le terrain de la politique.

On sait que le terme de « populisme » est d'usage assez récent puisqu'il apparaît dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle pour désigner des courants politiques en Russie (les narodniki) et aux Etats-Unis (le People's Party).<sup>2</sup> Le mot « peuple » paraît quant à lui beaucoup plus ancien. Il suffit, par exemple, de penser au démos de la Grèce ancienne ou encore au populus de la Rome antique. L'antériorité du terme « peuple » sur celui de « populisme » explique comment le second ait pu dériver du premier. Mais outre leurs racines communes, ce qui doit retenir notre attention, c'est que, autant il paraît difficile d'évoquer le populisme au singulier (de sorte qu'on parlera des populismes au pluriel), autant il est compliqué de ne pas entendre, derrière le mot « peuple », la pluralité des usages qui en sont faits. Il n'y a jamais un seul et unique « peuple » mais toujours des « peuples » en fonction des divers usages éminemment politiques dont le mot a pu faire l'objet.<sup>3</sup> Un simple regard sur l'ac-

1 P. Bourdieu, « *Les usages du 'peuple'* », in *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p. 178.

2 Voir à ce sujet G. Hermet, « *Permanence et mutations* », Critique n° 776-7, 2012, p.62-74.

3 C'est la thèse sous-jacente au numéro spécial de la revue *Tumultes* que j'ai codirigé avec Thomas Berns et auquel je me permets de renvoyer : *Noms du peuple*, Paris, Kimé, juin 2013.

tualité plus ou moins récente devrait nous en convaincre. Que peuvent avoir en commun les « peuples » arabes en révolte, le « peuple » grec qu'on se proposa de consulter par référendum à propos de son éventuelle sortie de la zone euro, ou encore le « peuple » réputé « de souche » que certains souhaitent barricader contre l'immigration supposée « massive » ? S'agit-il, à chaque fois, du même « peuple » ou avons-nous affaire, à travers ces multiples usages, à la foncière polysémie du terme « peuple » ?

Face aux usages divers du terme « peuple », deux approches au moins sont possibles. La première est représentée par le sociologue et historien des idées Pierre Rosanvallon : « *Il y a aujourd'hui en Europe deux mots qui se regardent en chien de faïence : ceux de peuple et de populisme. Avec le paradoxe d'un terme négatif et péjoratif qui dérive de ce qui fonde positivement la vie démocratique. On exècre le populisme alors que l'on exalte le principe de la souveraineté du peuple. Que recèle ce paradoxe ? Comment le comprendre ? Y aurait-il une bonne et une mauvaise façon d'être démocrate ? Une bonne et une mauvaise façon d'être près du peuple ? Il faut lever ces ambiguïtés.* »<sup>4</sup>

Rosanvallon préconise de trancher une fois pour toutes les ambiguïtés qui pèsent autour de l'usage des termes « peuple » et « populisme » en vue de définir « une bonne façon d'être près du peuple ». La seconde approche est celle proposée par le philosophe Jacques Rancière lorsqu'il déclare de but en blanc que « *le peuple n'existe pas. Ce qui existe, ce sont des figures diverses, voire antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités.* »<sup>5</sup>

Rosanvallon et Rancière s'opposent sur la question de savoir s'il serait possible et souhaitable d'ultimement aboutir à une définition de ce qu'est le 'vrai' (ou le 'bon') peuple. Là où le premier semble admettre qu'une telle possibilité existe (et qu'elle est même nécessaire si nous voulons un jour « trancher les ambiguïtés »), le second paraît, pour sa part, supposer

que le 'vrai' (et a fortiori aussi le 'faux') peuple « n'existe pas ». Mais ce qui, en revanche, existe, ce sont des usages multiples du terme 'peuple' qui rentrent en conflit les uns avec les autres. Nous avons, me semble-t-il, tout intérêt à privilégier l'approche de Rancière sur celle de Rosanvallon dans la mesure où partir du principe selon lequel il existerait, par opposition à une « mauvaise façon », une « bonne façon d'être près du peuple », c'est d'emblée, 'moraliser' les débats de nature politique qui font, aujourd'hui, rage autour du « peuple » et du « populisme ». Au lieu de nous rassurer de l'existence ultime d'un « bon » peuple par opposition à un « mauvais » peuple, peut-être devrions-nous surtout apprendre à entendre les sens multiples que prend le terme de « peuple » en vue de souligner, et non pas de minorer, leur dimension politique. C'est du moins ce que je voudrais défendre dans ce qui suit.

## Une (non)-définition du « peuple »

Tout en évitant de partager d'emblée de jeu entre un « bon » et un « mauvais » peuple, rien n'empêche cependant de définir ou de marquer le terme de peuple au travers d'une série de caractéristiques. J'en nommerai quatre : le peuple est une notion polysémique, politique, imaginaire et historique. « Peuple » est une notion **polysémique** parce qu'il ne règne pas d'accord, d'unanimité, de consensus absolu, sur ce qu'il convient d'entendre derrière ce terme. A nouveau, il n'y a pas un sens univoque du terme mais des sens et des usages.<sup>6</sup> Le caractère polysémique du terme implique déjà, d'une certaine façon, son caractère **politique** : puisque nous ne sommes jamais tout à fait d'accord sur le sens du mot « peuple », le terme lui-même se prête à une série de débats, de conflits, de désaccords, dont on peut estimer qu'ils sont au cœur de la politique. S'il suffisait une fois pour toutes de définir en

4 P. Rosanvallon, « Penser le populisme », La Vie des idées, 27 septembre 2011, article accessible en ligne à l'adresse <http://www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html>

5 J. Rancière, « L'introuvable populisme », in A. Badiou et al. *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013, p. 139.

6 A l'entrée « peuple » de *l'Encyclopédie* de Diderot, on retrouve : « PEUPLE, LE, f.m. (*Gouvern. politiq.*) nom collectif difficile à définir, parce qu'on s'en forme des idées différentes dans les divers lieux, dans les divers temps, et selon la nature des gouvernements ».

quoi consiste exactement le « bon » peuple, sans doute n'aurions-nous même plus besoin de politique. Ensuite, le « peuple » renvoie à une dimension **imaginaire**. S'il est vrai, pour reprendre les propos de Rancière, que « 'le peuple' n'existe pas », cela ne signifie pas pour autant qu'il soit une pure illusion, un mirage, une simple fiction. C'est que l'imaginaire (et tout particulièrement l'imaginaire politique) demeure quelque chose qui, bien que non réel au sens strict du terme, nous travaille, quelque chose dont les impacts se font ressentir dans nos manières de penser et d'agir. En cela, le terme « peuple » est un exemple du pouvoir « idéologique » des mots, en ce qu'il n'est pas sans produire une série d'effets sur nos manières de penser et donc aussi d'agir. Enfin, le « peuple » relève d'une variable **historique**. Cela semble une banalité que de le rappeler mais elle a son importance : le « peuple » tel que nous l'entendons, ne correspond pas à ce que les Grecs de la cité antique entendaient par *demos* ou à ce que les citoyens de la République romaine entendaient par *populus*. Le terme « peuple » est sujet à des variations historiques qui dépendent des transformations économiques, sociales et politiques qu'ont connues et que connaissent les sociétés modernes depuis la Révolution française. Il s'ensuit que, de la même façon que l'imaginaire politique associé au terme « peuple » n'est pas sans avoir un impact sur la réalité politique, celle-ci n'est pas sans modifier à son tour les différentes représentations que nous pouvons avoir du « peuple ».

## Peuple souverain, nation, classe, masse, population

Cette caractérisation du terme « peuple » - autour de sa polysémie, de sa politicit , de son imaginari  et de son historicité - reste, en soi, assez vague. Il est cependant possible de lui donner un peu plus de chair en évoquant rapidement quelques-unes des manières de nommer le « peuple » qui ont eu cours depuis l'époque moderne. Ce sera également l'occasion de tisser des rapports, sous forme d'hypothèses, entre

ces différents noms du peuple et le phénomène du « populisme » aujourd'hui. On verra ainsi au passage pourquoi le « populisme », tout comme le « peuple », doit nécessairement être décliné au pluriel : autant les causes que les formes du populisme sont multiples.

Le premier nom de peuple qui vient à l'esprit, est celui que nous associons quasi automatiquement à nos régimes démocratiques : l'idée de « **peuple souverain** » ou de « souveraineté populaire ». Il est vrai qu'au moins depuis la Révolution française, le peuple appar t comme le principe sur la base duquel se fonde la légitimité d'un régime politique. Selon ce principe inscrit dans la constitution de nos démocraties modernes, toute décision politique doit reposer sur la volonté générale ou le consentement du peuple. Le principe démocratique selon lequel c'est le peuple qui, en dernière instance, décide souverainement (de sorte que même un roi doit, à présent, prêter allégeance à la Constitution du peuple), pour aussi évident qu'il nous paraisse, n'est pas sans charrier une série de difficultés. Qui est, en effet, le peuple qui, souverainement, décide ? La question s'est posée dès le lendemain de la Révolution française lorsque, après l'abolition du système des ordres et des corporations, le peuple était soudainement devenu « introuvable », alors qu'auparavant le peuple pouvait encore être identifié comme le « bas peuple » ou le « menu peuple » par opposition à la noblesse ou au clergé.<sup>7</sup> Si, après la chute de l'Ancien régime, le peuple, en tant que principe de légitimité, en vient à désigner tout le monde, qui est-il en particulier ? Une solution institutionnelle face au caractère « introuvable » du peuple a consisté à prévoir un système de représentation du peuple, d'abord au moyen du vote censitaire, puis par le suffrage universel.<sup>8</sup> Cette solution de la démocratie « représentative », qui est encore celle de la majorité de nos systèmes politiques aujourd'hui, ne résout, cela dit, pas entièrement le délicat problème de donner corps à ce peuple de papier inscrit dans

7 Cf. P. Rosanvallon, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998.

8 Cf. B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2012.



la Constitution. Or, la question de la représentation légitime du peuple est au cœur des débats autour du populisme lorsque, par exemple, on oppose aux élites gouvernantes le 'vrai' peuple d'en bas qu'elles sont censées représenter.

Le nom de « **nation** » a, pour un temps du moins, semblé apporter une solution de rechange au peuple devenu « introuvable ». Appartiennent prétendument à une même nation celles et ceux qui partagent, sur un territoire géographique donné, une identité culturelle en termes de langue, d'histoire, de religion. Les historiens ont, depuis lors, largement montré que l'idée de « nation » relève d'une illusion rétrospective qui correspondait à la nécessité pour l'Etat moderne de forger, auprès de ses administrés, une identité commune. Le grand récit national selon lequel, par exemple, l'identité française remonterait à « nos ancêtres les Gaulois », ne tient pas la route sur le plan strict des faits historiques. Mais il n'en a pas moins été efficace à une époque où il s'agissait précisément de donner un sentiment de commune appartenance aux ressortissants d'un même Etat. La « communauté imaginaire » ou encore « l'éthnicité fictive »<sup>9</sup> de la nation a, de ce point de vue, joué un rôle central dans la formation de l'Etat moderne (qu'on appelle justement « l'Etat-nation »). Même si, par définition, il contient l'idée d'une exclusion ou d'une exclusive par rapport à tout ce qui lui serait « étranger », le principe de nationalité a, à côté des phénomènes bien connus de racisme d'Etat et de repli sur soi identitaire, également participé à un mouvement d'émancipation et de transformation politique, comme en témoignent le « printemps des peuples » qui secoua l'Europe lors des années 1830-1840 ou les luttes pour l'indépendance nationale menées dans les anciennes colonies. Toujours est-il que l'imaginaire national a pu servir et, dans une certaine mesure, sert encore aujourd'hui à « produire le peuple »<sup>10</sup> dont l'Etat

9 Les expressions sont empruntées aux travaux de B. Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, et d'E. Balibar, « La forme nation : histoire et idéologie », in E. Balibar, I. Wallerstein, *Race, nation, classe*, Paris, La Découverte, 1998, p. 117-143.

10 E. Balibar, « La forme nation : histoire et idéologie », art. cit., p. 127.

a besoin pour asseoir sa légitimité. L'inflation actuelle des discours nationalistes constitue, d'ailleurs, un signe de la perte de légitimité des Etats dans le contexte de la mondialisation capitaliste : au plus l'Etat-nation semble désarmé face aux tendances les plus agressives du capitalisme transnational, au plus il pousse loin la surenchère du discours nationaliste en vue de rassurer ses administrés. On qualifie, sans doute à bon droit, cette surenchère de « populiste », tout en oubliant trop souvent de mentionner les causes profondes qui la provoquent.

Le terme de « **classe** », autre manière de nommer le peuple (cf. les « classes populaires »), s'oppose à la fois au caractère abstrait du principe de souveraineté populaire et à la supposée homogénéité culturelle de la nation. Par rapport au « peuple souverain » et à la « nation », la « classe » est le symbole de ce qui divise plutôt que de ce qui rassemble. Ou plutôt : à l'image de la « lutte des classes » qui oppose la « classe ouvrière » au « patronat », elle est le nom derrière lequel se regroupent une série d'individus partageant les mêmes intérêts socio-économiques face à d'autres groupes aux intérêts divergents, voire contradictoires. En tant que facteur de division et de polarisation du social, la particularité de la classe est qu'il y en a toujours plusieurs, la plupart du temps en conflit les unes avec les autres, même si, de fait, des accords et des compromis peuvent être conclus entre elles. L'histoire est, d'ailleurs, bien connue de l'émergence de la classe ouvrière vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui, à travers une série de luttes sociales et politiques, parvint à faire entendre ses intérêts au niveau de l'Etat face aux classes « bourgeoises » dominantes. On connaît aussi l'histoire récente de sa déliquescence face à la désindustrialisation de l'économie ainsi que du démantèlement concomitant de l'Etat social qu'elle avait contribué à mettre en place au lendemain de la Seconde guerre. Le passage du « prolétariat » au « précaire » et, dans sa foulée, la lente fin de la « société salariale »<sup>11</sup> campent

11 Cf. les analyses de R. Castel, *La montée des incertitudes. Travail, protection, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.

la scène historique où se jouent aujourd'hui certains des enjeux soulevés par le « populisme ».

Une autre façon de nommer le peuple est le terme de « **masse** ». Il est remarquable qu'à la différence du « peuple souverain », de la « nation » ou encore de la « classe », aucune masse ne s'est, elle-même, appelée « masse ». Cette catégorie est, en cela ; un bon exemple de la manière dont le peuple n'est, le plus souvent, pas le sujet de son propre discours mais fait l'objet d'une série de discours.<sup>12</sup> La catégorie de « masse » fut notamment employée pour décrire les phénomènes de « fascisation » des foules lors des années 30 en Europe. Elle désigne un rassemblement informe d'individus que rien, a priori, ne lie les uns aux autres, sinon leur fascination commune pour un leader charismatique. La « masse » est une notion problématique, y compris lorsqu'on l'emploie pour décrire les phénomènes de montée du fascisme ou du nazisme dans les années 20 et 30. L'image d'une foule déraisonnable suivant aveuglément son chef<sup>3</sup> résiste, en effet, mal à une analyse historique et politique un peu sérieuse. Elle reste pourtant, au titre d'épouvantail qu'on agite, au premier plan des discours qui, aujourd'hui, dénoncent le populisme, comme si la mutation pathologique en une masse irrationnelle était inscrite dans le code génétique du « peuple ».

Enfin, dernière appellation du peuple qu'il est possible de mentionner (même si la liste n'est en rien exhaustive) : la « **population** ». Elle désigne l'objet d'une série de politiques visant à réguler les flux et les mouvements démographiques au sein d'un même territoire en termes de santé, de sécurité, d'emploi, de migration. La population, c'est le peuple relégué au rang d'objet de gouvernance, avec la particularité que les formes de pouvoir qui s'exercent sur la population, sont anonymes, impersonnelles. Le pouvoir passe ici non pas tellement par des représentants politiques plus ou moins identifiables (le

« gouvernement »), mais par des dispositifs, des règlements, des statistiques, des prévisions, des normes de comportement (la « gouvernance »).<sup>14</sup> On peut, d'ailleurs estimer que, lorsqu'il est question de « peuple » aujourd'hui, c'est le plus souvent non pas au sens d'un principe de légitimité politique (le « peuple souverain ») ni d'une identité culturelle (la « nation ») et encore moins d'un facteur de division interne (la « classe »), mais au sens d'un objet qu'il faut gérer et réguler (la « population »). On pourrait, là aussi, émettre l'hypothèse que le phénomène populiste occupe ce vide immense qui s'est créé entre ces deux extrêmes de notre imaginaire politique que représentent, d'une part, le peuple pris comme objet passif de gestion (la population) et, de l'autre, le peuple comme sujet actif de la politique (le peuple national-souverain). Il est surtout question de populisme lorsque se fait cruellement sentir l'écart entre une « population » par définition réduite à l'impuissance et l'idée d'une puissance absolue du « peuple » maître de son destin.

## Conclusion

Le tableau des différents noms du peuple que je viens rapidement de brosser, avait pour but de montrer une série de choses : 1) que « le » peuple peut s'entendre de façons très différentes ; 2) que les sens et les usages du terme « peuple » rentrent très souvent en conflit les uns avec les autres ; 3) que ces conflits autour du sens à donner au terme « peuple » sont de nature politique ; et 4) que le phénomène dit « populiste » a partie liée avec le nœud formé par les différents sens et usages du terme « peuple ». On comprend mieux alors pourquoi une approche comme celle de Rosanvallon, qui semble présupposer, dès le départ, l'existence d'un « bon » peuple, tend à 'moraliser' et à évacuer le conflit politique autour des peuples. Il paraît, au contraire, plus intéressant de se demander à quel « peuple » se réfère tel ou tel discours intellectuel (politique,

<sup>12</sup> On pense ici tout particulièrement à une vaste littérature en vogue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, au début du XX<sup>e</sup> siècle, sur la « psychologie des foules » (Taine, Lebon, Freud, Tarde). Voir la déconstruction qu'en propose E. Laclau, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

<sup>13</sup> Le sociologue Gabriel Tarde évoquait au début du XX<sup>e</sup> siècle « des fous guidant des somnambules ».

<sup>14</sup> Cf. M. Foucault, *Sécurité, territoire, population*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004.

savant, médiatique, artistique) que de chercher à identifier une fois pour toutes le « bon » peuple parmi les usages multiples qui en sont faits.

La précaution méthodologique formulée par Bourdieu peut nous être d'une aide précieuse s'agissant de clarifier les enjeux soulevés par le phénomène populiste (ou plutôt par les phénomènes populistes). Il convient de l'appliquer aussi bien aux discours des populistes qu'aux discours sur les populismes. On pourrait tenter la définition générale suivante du discours populiste : ce genre de discours part du principe selon lequel le peuple parlerait - par l'intermédiaire évidemment de ses leaders autoproclamés - toujours d'une seule et unique voix en faisant prévaloir le « bon sens populaire ». Si cette définition générale est tenable, l'enjeu d'une politique antipopuliste serait, à chaque fois, de démonter l'idée d'une unanimité du peuple. « Le » peuple ne parle que rarement (pour ne pas dire jamais) d'une seule voix, mais est toujours pluriel, fluctuant selon les différents sens qu'on lui prête (en termes de principe de légitimité, d'identité culturelle, d'intérêts socio-économiques, d'objet de gouvernance, etc.).

Face, par contre, aux discours dénonçant le populisme, l'enjeu d'une politique anti-populiste serait de se demander systématiquement quel peuple est visé derrière le populisme incriminé. Il serait ainsi facile de montrer que, derrière les discours antipopulistes dominants, se cache, la plupart du temps, une stratégie à peine voilée de discréditer les « classes

populaires » en raison de leurs penchants prétendument démagogiques, voire fascistes.<sup>15</sup> C'est ainsi que, périodiquement, le spectre du peuple comme « masse » déraisonnable resurgit. Comme l'indique avec ironie Rancière, à travers l'anathème du populisme, « il s'agit de montrer à des démocrates, toujours suspects d'angélisme, ce qu'est en vérité le peuple profond : une meute habitée par une pulsion primaire de rejet qui vise en même temps les gouvernants qu'elle déclare traîtres, faute de comprendre la complexité des mécanismes politiques, et les étrangers qu'elle redoute par attachement atavique à un cadre de vie menacé par l'évolution démographique, économique et sociale ».<sup>16</sup> Là encore, la question à se poser est de savoir quel(s) peuple(s) vise-t-on exactement lorsqu'on dénonce le populisme, ou encore quel(s) peuple(s) tente-t-on de refouler de l'arène politique lorsqu'on lui accole l'étiquette « populiste ».

En somme, répondre aux populismes et à certaines formes d'antipopulisme suppose de pratiquer une double vigilance critique qui porte sur les sens et les usages des termes « peuple », « populaire », « populisme ». Dans la mesure où ces termes témoignent toujours d'un conflit politique en cours, c'est tout sauf se chamailler sur des mots ; c'est, au contraire, prendre la mesure du fait que les mots et les idées constituent, en politique plus qu'ailleurs, des armes. Le tout est de savoir correctement s'en servir, tant contre ceux qui prétendent incarner à eux seuls « le » peuple que contre ceux qui prétendent le protéger de ses propres démons.



15 Pour une analyse sociologique du « mépris savant » à l'égard des « classes populaires » que connote souvent les discours anti-populistes, voir E. Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », *Actuel Marx* n° 54, 2013, p. 56-70.

16 J. Rancière, « L'introuvable populisme », art. cit., p. 139.

# 3 Le populisme : de l'origine à la péjoration

Par Richard LORENT – sociologue et auteur

1. Préalable
2. Le paradoxe
3. Les trois âges du concept
4. La naissance du mot
5. La péjoration

## 1. Préalable

L'interrogation modale contemporaine sur la nature de l'objet habillé par la polysémie du mot «populisme» ne permet guère de saisir les voies de passage entre son sémantisme originel et sa fragmentation actuelle. Elle fait obstacle au repérage diachronique des bricolages sémiotiques dans le champ des luttes collectives. Elle empêche, dès lors, de saisir, dans le présent, l'emprise toujours là des déterminations lointaines. Elle transforme alors en impensé et donc en usage machinal des significations portant la trace des affrontements les ayant fait émerger, vouant de la sorte les dominés à regarder le monde à travers les yeux de ceux qui le dominent pour persister à le dire selon le lexique de ses dominants et de leur domination.

Aujourd'hui, la question « Qu'est-ce que le populisme ? » débouche donc sur une trompeuse dichotomie : le dédoublement sémiotique d'un même objet en deux réalités opposables où peut alors se liquider la mémoire d'un passé faisant toujours lien et sens avec notre temps.

Donc, d'un côté, une acception initialement historicisée, liée à deux tentatives avortées de transformation sociale, russe et américaine, connotées par leurs conditions de possibilité sociologique. De l'autre, une assiette de contingentes constructions et de postures politiques désormais arbitrairement définissables par leur écart honni à l'improbabilité d'une norme démocratique à prétention d'invariance.

En quelque cent trente ans, le bricolage sémiotique a, de la sorte, engendré deux objets prétendument différents arrimés à deux réalités arbitrairement dites étrangères l'une à l'autre, avec pour seul repère un signifiant unique : le vocable «populisme». Or, c'est de l'obstinée présence de ce signifiant dans le lexique politique dont devrait se soutenir la question étonnée : non pas tant «qu'est-ce que le populisme» mais qu'y a-t-il décidément au cœur de ce mot et dans son objet comme dans son imaginaire pour en constituer la constante capable de résister à l'usure du temps et aux avatars des luttes collectives visant à la transformation sociale?

Deux constats devraient éclairer les pas d'une telle réflexion.

Le premier est celui d'une polysémie à l'imprécision irréductible, sauf à chaque fois préciser, en l'usage du concept de «populisme», la nature de l'objet mis en scène hic et nunc par le locuteur ou l'écrivain. Précaution jamais prise, bien entendu, dans le contexte le plus souvent polémique où se trouve sollicité le mot. La meil-

leure preuve de l'irréductibilité de cette imprécision due à une polysémie débridée s'observant dans les colloques ou conférences consacrés à la question : y surgissent, en effet, autant de définitions différentes du «populisme» que les organisateurs ont convié de conférenciers à leur événement.

Le second constat est celui, en sa valence lexicale, de son orientation toujours la même : la péjoration, le renvoi à une abjection, c'est-à-dire à une réalité à rejeter pour préserver un mode d'existence valorisé. En ses variations, le terme «populisme» affirme ainsi résolument son paysage de prédilection : il se tient du côté obscur de l'être politique.

## 2. Le paradoxe

Depuis quelques années, le terme «populisme» émaille, avec insistance, la production du journalisme politique et de la politologie médiatiquement valorisée. Or, quelque chose devrait, là, tenir en haleine. Quoi? Un paradoxe. Celui de l'usage péremptoire d'un vocable dans la méconnaissance avouée de son sémantisme. C'est un usage sans complexe. Se faisant, pour ainsi dire, gloire de détacher le signifié de son originel signifiant. Dédaigneux de ses lointains fondements sémantiques pour l'accommoder à la sauce contingente des opportunités circonstancielles. L'important n'est plus alors de dire «juste» mais de dire tout court en s'arrangeant pour que cela fasse «vrai».

L'analyse de la presse le montre : le recours médiatique au mot «populisme» se donne chaque fois de signaler un objet évident. Or, périodiquement, manifestant par-là ne se soutenir d'aucune certitude à l'endroit de la signification de ce substantif, avec ostentation, des journalistes consultent des spécialistes pour obtenir la réponse à cette question obsédante : qu'est-ce que le populisme? Comme si la mise en scène de l'expertise sollicitée à propos du sens d'un vocable maintes fois désémanisé pouvait absoudre de son utilisation approximative.

Cette oscillation pendulaire entre l'usage du mot «populisme» et la recherche théâtralisée

de sa signification n'appartient toutefois pas au seul monde de la presse. Le secteur associatif centré sur la double question sociale et politique, lui aussi, utilise ce substantif tout en montrant s'interroger sur sa portée.

Articulé à l'exploration de son sémantisme, l'usage péremptoire du mot «populisme» montre alors, en cette contradiction non dissimulée, la première caractéristique d'un concept remis au goût du jour et désarrimé de son objet inaugural : sa grande instabilité sémantique. Avoir recours à un nom historicisé tout en confessant d'en vérifier sans cesse le sens signale, en effet, une incertitude problématique quant à la validité d'un discours se supportant d'un tel substantif à vocation catégorique et péjorative mais néanmoins toujours soumis à l'interrogation ostensible sur son véritable contenu.

Il est donc légitime de s'étonner en se demandant ceci : de quoi est-il question, dans ce mot, aujourd'hui et d'où cela vient-il? Quelle confiance aussi accorder à ce petit vocable manifestement confus? Que faire devant l'usage souvent polémique d'un terme dont les utilisateurs n'ont pas la certitude de signifier la même chose quand ils signifient par lui? Comment alors, sans arbitraire et sans erreur, répertorier, sous la houlette de ce nom problématique, des manifestations diverses dont il n'est pas avéré qu'elles relèvent du même phénomène, dans la mesure où ce substantif ne brille pas par sa clarté?

Une telle interrogation peut se rencontrer de diverses manières. Celle retenue ici consiste à remonter à la source du mot et au baptême de son objet initial, pris comme point fixe à partir duquel apprécier les fluctuations du signifiant. En d'autres termes, il s'agit de repérer ce qui, en quelque cent cinquante ans, s'est passé pour conduire ce vocable désormais contemporain à recouvrir des phénomènes divers arbitrairement affiliés et surtout à désigner le plus souvent le contraire de ce qu'il désignait à l'origine dans l'intention de ses créateurs.

Cela implique deux voyages. Le premier constitue une exploration de la trajectoire du mot, de son point d'origine à son point actuel. Le second replante le décor d'un théâtre disparu

pour y retrouver dans la complexité de sa naissance le «populisme» des origines, le premier et seul objet à avoir entretenu un rapport direct avec l'univocité de son nom.

### 3. Les trois âges du concept

Selon une approche schématique donc forcément réductrice mais éclairante, il est possible de distinguer trois âges du populisme comme signifiant.

**Le premier âge du concept** est celui du signifiant dur, c'est-à-dire non malléable, univoque, étroitement arrimé à son signifié. En son surgissement, un tel signe linguistique n'appartient pas à la langue française. Il a deux points de translation : le russe et l'anglais.

Le signe linguistique russe est daté. C'est le *narodnitchestvo* de 1878, traduit plus tard, en français, par populisme. Ceux qui se réclament du *narodnitchestvo* se font appeler les *narodniki*, littéralement ceux allant au peuple. Le *narodnitchestvo* se construit à partir de deux substantifs : *narod*, qui signifie à la fois le peuple et les gens, et *narodnost*, qui signifie l'identité nationale. Le mot d'ordre des *narodniki* est d'aller au peuple pour le doter d'une conscience politique et réveiller en lui ce que ces intellectuels croient y voir déposé : l'âme d'une nation capable de se réveiller pour se dresser contre ce qui l'accable.

Pour les populistes russes de la fin du dix-neuvième siècle, la question de l'identité nationale est ainsi étroitement corrélée à l'histoire des révoltes paysannes avortées, principalement celle de Razine et de Pougatchev. Ils s'inscrivent donc dans cette continuité pour contester le tsarisme. Ils en font leur héritage spirituel et regardent dans la paysannerie russe l'acteur historique décisif à même de porter une transformation sociale, économique et politique radicale de type socialiste, permettant d'éviter le passage par le capitalisme industriel des pays de l'Europe occidentale. Mais c'est un acteur à réveiller, à sortir de sa torpeur, à éduquer politiquement et c'est un acteur privilégié en ce qu'il expérimente la part la plus éprouvante et la plus abrasive du régime politique en place.

Le signe linguistique anglais est, lui aussi, daté. Il s'agit du populisme américain. Il renvoie directement au parti populiste américain, fondé en 1876, le *Populist Party*. Ce courant politique est né de la colère des paysans américains, confrontés à la multiplication des fermes et à l'appauvrissement par la chute des prix. Il s'oppose principalement aux compagnies de chemin de fer et aux grandes banques américaines. En 1892, le *Populist Party* parvient à envoyer un candidat à l'élection présidentielle, James Baird Weaver, qui remportera 8,51 % des votes populaires.

Donc, deux objets historiques et deux sources linguistiques possibles. D'où vient alors le populisme de la langue française? Quelle est son affiliation? La réponse se trouve dans une encyclopédie réputée *Le Trésor de la langue française*. Cette encyclopédie définit ainsi le populiste comme «le membre d'un parti prônant des thèses de type socialiste, en Russie» et le populisme comme «un socialisme de type agraire en Russie». Le référent du terme «populisme» dans la langue française est donc le *narodnitchestvo*.<sup>(1)</sup>

Le mot populiste apparaît le premier dans la langue française, en 1907. Le mot populisme apparaît en 1912. Le premier âge du concept s'achève ainsi avec sa traduction.<sup>(2)</sup>

**Le deuxième âge du concept** est celui du signifiant ductile, autrement dit offert à la plasticité, à l'étirement sans risque de rupture, au confort de l'extension et de l'annexion sémantiques. C'est en quelque sorte ce qu'il advient au mot à la suite de sa translation. A partir de 1969, avec l'ouvrage co-dirigé par Ghita Ionescu et Ernest Gellner, «*Le populisme. Ses significations et ses caractéristiques nationales*», le populisme polarise de nouveau l'attention de la science politique. Les livres sur la question se multiplient mais sans parvenir à ramener le mot à l'univocité. Le terme populisme y fonctionne, en effet, plutôt comme un radical offert à de multiples déclinaisons où chaque auteur peut apporter à un fonds commun sa part personnelle.

<sup>1</sup> Le TLF ou «*Trésor de la Langue française*», dictionnaire de la langue française des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, en 16 volumes et un supplément, publiés entre 1971 et 1994.

<sup>2</sup> «Le roman populiste» : enjeux d'une étiquette littéraire, Marie-Anne Paveau, dans la revue «Mots», juin 1998.

Ainsi, au sein de la terminologie scientifique, le mot «populisme» se voit, en quelque sorte, gratifié d'une promotion. Il reçoit un nouveau grade. Il ne se rapporte plus à un objet concret et historicisé. Il devient le substantif d'un genre dont il s'agit d'identifier les variations. On n'est sans doute pas encore dans la confusion mais déjà certainement dans une polysémie encadrée.

Une parenthèse est ici nécessaire. En 1929, Léon Lemmonier et André Thérive veulent consacrer un nouveau courant littéraire. Ils créent alors le prix du roman populiste. Il s'agit, selon leurs propres termes de récompenser une oeuvre romanesque qui «*préfère les gens du peuple comme personnages et les milieux populaires comme décor à condition qu'il s'en dégage une authentique humanité*». Mais Lemmonier présente son populisme comme un néologisme, expliquant avoir préféré ce terme à celui d'*humilisme*. Sans le vouloir sans doute, il offre de la sorte aux générations futures l'alibi d'une coupure entre l'objet originel du signifiant initial et les bricolages sémiotiques caractéristiques de la période suivante.

**Le troisième âge du concept** est celui du signifiant flottant, pour ainsi dire évanescent. Il commence au milieu des années quatre-vingt. A l'époque, le mot «populisme» s'introduit dans les rédactions parisiennes. La fonction du terme est alors implicitement synonymique. Il s'agit de substituer ce vocable à celui de fascisme, passablement usé. L'apparition du terme «populisme» sous la plume de ces journalistes coïncide avec le constat, par ailleurs ; d'une recomposition sociologique de l'électorat du Front national de Jean-Marie Le Pen. Ceci pouvant éclairer cela.

Mais très vite, le sémantisme du terme va partir dans toutes les directions et devenir un véritable disqualificatif aussi péjoratif que nébuleux. A telle enseigne que, quelque quinze ans plus tard, il est possible de repérer une bonne dizaine de significations dépréciatives dans l'usage de sens commun et médiatique du mot «populisme» : *cryptofascisme, démagogie, antiparlementarisme, critique globale de la classe politique, haine des élites, racolage électoral, exploitation des passions négatives de la foule, révélateur d'un malaise civil dans*

*le champ politique, appel direct à l'abstention de masse pour court-circuiter le processus institutionnel de décision politique, journalisme de bas étage pour augmenter l'audience ou le tirage et, last but not least, extrême droite.*

Ce qui pose problème n'est alors pas tant cette polysémie extensive mais le fait qu'il est rarement possible de distinguer, dans l'assiette de cette polysémie, la signification précise portée par le mot «populisme» en son usage médiatique et de sens commun. De telle sorte qu'à demeurer dans son flou sémantique, le vocable agit comme une véritable censure. C'est un fourre-tout, un inhibiteur sans visage. On ne sait en effet pas de quoi il s'agit exactement dans la bouche ou sous la plume de l'interlocuteur mais on ressent que cette stigmatisation renvoie à une réalité poisseuse à la limite de l'abject et chacun a beau jeu, alors, de revendiquer, pour sa propre définition du populisme, explicite ou implicite, la légitimité de l'idonéité afin d'en mieux jeter le contenu énigmatique à la tête d'autrui en pleine controverse.

D'où cette question : la connotation péjorative du mot «populisme» est-elle de création récente où signale-t-elle quelque chose de déjà lisible dans la première apparition du mot et dans sa connotation dans la langue russe à la fin du dix-neuvième siècle? Pour répondre, il faut remonter le temps.

## 4. La naissance du mot

Dans la Russie des tsars, le courant populiste apparaît dès le début du dix-neuvième siècle. Il ne recevra cependant son nom de baptême que quelque soixante ans après ses premiers balbutiements. Le vocable vient alors couronner une maturation de plus d'un demi-siècle d'activité littéraire, intellectuelle et finalement politique.

Le populisme russe n'est donc pas né du néant. Son nom de baptême ne résulte pas d'un coup de force lexical. Ce courant prérévolutionnaire est le fruit d'une longue germination et son appellation contrôlée, l'aboutissement d'un lent processus politique et intellectuel à préten-tion identitaire. Il est apparu et s'est développé

sur un terreau favorable. La Russie tsariste est, en effet, une autocratie en voie de détestation auprès des élites que son fonctionnement exclut, lente à évoluer mais prompte à réprimer. Le pouvoir impérial se soutient de la grande aristocratie foncière, principalement moscovite, il n'a que mépris pour le reste de la société russe. Sur une population de quelque 120 millions d'habitants, neuf dixièmes vivent en Russie d'Europe. La plus grande partie de cette population est paysanne, environ 97 millions dont 45 millions sont soumis au servage. Cette immense entité est une économie agraire.

En ce grand pays sous autocratie de droit divin, la masse paysanne connaît des conditions d'existence très éprouvantes. Elle est donc sans cesse agitée par des révoltes locales. Celles-ci ont abouti à deux grandes insurrections qui font date. La première, conduite par le chef cosaque Stepan Razine, en 1670, la seconde conduite par le chef cosaque Iemeljan Pougatchev, en 1773. Toutes deux réprimées dans le sang. Leur souvenir entretenu fait alors partie du fond culturel de la bourgeoisie russe. Bourgeoisie tenue à l'écart des affaires de l'Etat. N'aimant, dès lors, pas le régime impérial mais manquant d'un mobile pour accéder au désir de révolte et à la croyance dans sa possibilité d'aboutir.

Ce mobile va lui être donné loin de la terre russe. Le 18 juin 1815, Napoléon est pour de bon défait à Waterloo. L'armée russe occupe alors la France. De novembre 1815 à novembre 1818. Trente mille hommes. Des cosaques, des dragons, des fantassins, des artilleurs. Sous le commandement du comte Mikhaïl Vorontsov.

Les jeunes officiers russes découvrent, alors, les idées de la Révolution française et la condition des paysans français, plus enviable que celle des moujiks. C'est le choc. De retour au pays, ils en parlent. La fermentation a commencé. Ils veulent des réformes radicales. Ils se constituent, alors, en sociétés secrètes pour mûrir leur projet en le protégeant. S'y retrouve la fine fleur de l'aristocratie provinciale montante, différente en son ethos de classe de la noblesse moscovite. Mais ils sont impatients. Pour accélérer le cours de l'histoire et contraindre le tsar à une grande réforme, le 14 décembre 1825,

ils tentent de soulever la garnison de Saint-Petersbourg. Ils échouent. Dans une débandade pathétique et sanglante.

Ils se font appeler les «décabristes», du russe *decabr* qui signifie décembre. Cinq de leurs chefs seront pendus. Une centaine de décabristes seront déportés en Sibérie avec leur famille. La grande majorité de ces déportés sont des aristocrates, adversaires du régime impérial.

La répression de la révolte décabriste n'est assurément pas la plus sanglante de l'histoire de la Russie impériale mais elle va rester dans les mémoires et nourrir durablement une contestation qui prend forme au sein de l'intelligentsia russe et amorce le courant populiste avant la lettre.

L'intelligentsia n'est pas une organisation. C'est une mouvance. Consciente de son unité. Inégalement nourrie par trois sources. La première : la noblesse de province. La deuxième : les universitaires employés par l'Etat. La troisième : les *raznocinec*, la rotture cultivée. L'intelligentsia est le chaudron des idées révolutionnaires. Le courant populiste s'y développe mais sans encore porter son nom de baptême.

Il faudra près de quarante ans pour connaître l'élément décisif qui va faire décoller le mouvement populiste. En 1861, le servage est aboli mais ne supprime en rien la dépendance des affranchis à l'égard de leurs anciens maîtres. En 1865, la censure à l'égard de la presse est allégée. Une nouvelle génération d'intellectuels bourgeois mène alors la contestation. D'abord, contre la réalité du servage qui ne supprime en rien la misère paysanne. Ensuite, contre le fondement du pouvoir et le garant d'un tel fondement. Pour ces jeunes intellectuels, le pouvoir ne peut plus être de droit divin, il doit se fonder en raison sur la volonté du peuple. Pour le tsarisme, cette menace est létale. Le pouvoir impérial ne s'y trompe pas : il mène la vie dure à cette élite culturelle émergente.

Ces jeunes intellectuels croient à la contagion des idées. Ils veulent gagner les paysans à la conviction d'une révolution possible. Ils veulent pousser à la pointe du combat pour une transformation sociale les plus consciencieux des *moujiks*. En 1874, ils organisent donc la



croisade vers le peuple. Se font paysans. Pour se fondre dans la masse et y répandre un point de vue nouveau, y ouvrir l'espace des possibles. Ils échouent. Les paysans les livrent, en effet, à la police secrète du Tsar. Ces jeunes universitaires, pétris d'un idéal sublime, ont ainsi gravement sous-estimé l'emprise de la dominance sur les dominés, l'attachement compulsif de la paysannerie russe à la figure transcendante du Tsar. Ils ont cru que la population réelle des campagnes pouvait se fondre dans la figure du peuple telle qu'ils l'avaient imaginée.

En 1876, ils créent l'organisation *Zemlya i volya*, «Terre et Liberté». Ils veulent continuer la lutte politique par la propagande. Mais la problématique des moyens a évolué. Elle est devenue plus pragmatique. Plus question, cette fois, de se contenter d'une improbable conscience de classe chez les paysans. Il faut susciter leur colère et se lover dans l'inclination protestataire du monde rural. Mais, là aussi, cette stratégie échoue.

De cet échec et de sa frustration se trouve alors posé un geste symbolique. Le courant populiste choisit d'habiter explicitement le signe de sa pensée. Apparaît alors, en 1878, pour la première fois, ce substantif sans équivoque, le *narodnitchestvo*. D'où découlera l'appellation *narodniki*.

L'ironie du sort veut ainsi que ce nom de baptême annonce la défaite du *narodnitchestvo* et sa mort brutale. Car le populisme russe est rongé par une controverse. Elle est celle-ci : les paysans russes sont-ils partie du changement social ou ne peuvent-ils en être que les bénéficiaires impuissants? Cette controverse fait alors le lit d'une question qui ne cessera de hanter l'univers des socialismes européens durant des décennies et elle est celle-ci : qu'est l'intellectuel dans l'action politique de transformation d'une société? Un opérateur discret épousant les lenteurs de la poussée populaire ou le membre d'une avant-garde éclairée, luttant pour le peuple, en son nom, mais sans lui voire contre lui à cause de son inertie?

En 1879, au Congrès de Voronej, cette question fait éclater le populisme organique. *Zemlia i Volya* se scinde en deux organisations. La pre-

mière, *Tcherny Peredel*, le «Partage noir», continue l'action par la propagande. La seconde, *Narodniaia Volya*, «la Volonté du Peuple» choisit la violence physique. Le 13 mars 1881, ils assassinent le Tsar Alexandre II. La répression s'abat, dès lors, sur le populisme qui se trouve désintégré en quelques années. Les derniers lambeaux de ce courant rejoignent ensuite la mouvance marxiste pour s'y perdre.

## 5. La péjoration

Le champ des luttes collectives ne met pas seulement en scène la tension entre groupes concurrents pour l'appropriation et la conservation de pouvoirs ou d'avantages positionnels. Il montre aussi à l'oeuvre des processus rivaux de sémiotisation pour légitimer ou délégitimer, à travers les appellations contrôlées dont se parent les protagonistes, la posture qu'adoptent, dans le champ, les divers acteurs en concurrence.

Rituel guerrier par excellence, la désémantisation du nom collectif des adversaires et, a fortiori, des vaincus, pour transformer ce nom positif en signe lexical d'abjection ou de mépris, fait partie des pratiques ordinaires. Les vainqueurs ou les dominants d'une époque donnée visent ainsi et aussi à léguer à la postérité la stigmatisation d'une référence abhorrée en leur temps car menaçante alors pour eux. Du nom qu'ils ont ainsi frappé d'infamie, ils ne transmettent donc plus que la péjoration. Tel est le sort réservé au *narodnitchestvo* à la fin du dix-neuvième siècle, devenu à la faveur de sa translation le «populisme» de la langue française.

Car le populisme russe, déjà en son époque, se trouve exposé au procès en péjoration. Il le doit d'abord à son principal adversaire : le pouvoir impérial. Pour le Tsar et son entourage, les populistes sont, en effet, des terroristes, des forbans, les germes dangereux d'une subversion à éradiquer. Ce point de vue découle d'un postulat qui lui est largement antérieur. Pour le tsarisme, en effet, la paysannerie est une classe dangereuse. L'empereur et ses conseillers dramatisent ainsi, dans la question du peuple, non pas l'état de sa condition mais la menace potentielle des

réactions potentielles ou avérées engendrées par cette condition. C'est ce point de vue qui fait des *narodniki* de dangereux agitateurs regardés depuis Moscou.

La péjoration de la posture populiste, avant et après le baptême de son appellation revendiquée, est donc une sémiotisation socialement située, manifestant la place qu'occupe celui qui l'organise dans la structure de la société russe. Cette péjoration est donc surdéterminée. Elle est surtout classante. Elle classe, en effet, celui qui classe en montrant la position qu'il occupe dans le rapport de force où la dépréciation de l'adversaire appartient à l'arsenal des armes de déstabilisation politique par le discrédit nominatif.

Plus tard, mais pour des raisons différentes, le point de vue des marxistes sur le populisme rejoindra celui du tsarisme. Pour les héritiers de Marx, la paysannerie idéalisée par les *narodniki* est une chimère conceptuelle. Ils reprochent ainsi aux populistes de se tromper d'acteur décisif dans une stratégie de changement social en évitant de s'interroger eux-mêmes sur la constitution imaginaire du concept de prolétariat et oublient que la révolution russe n'aurait sans doute pas pu exister et, en tout cas, exister de la sorte sans le contexte subversif d'une guerre où la violence générale d'un conflit mondialisé autorisait et rendait possible le recours à la violence pour transformer un processus de changement social en guerre civile.

Il reste alors à se demander ceci : pourquoi la péjoration du terme a-t-elle été restaurée plus d'un siècle plus tard? Qu'y a-t-il dans ce signifiant qui suscite la péjoration de ceux qui l'organisent sémiotiquement et en imposent la figure machinale à travers le mot? Il y a une peur. Mais elle se trouve dissimulée, défigurée, en quelque sorte, en sa véritable nature voire scotomisée et le plus souvent à l'insu de ceux qui utilisent le concept de populisme comme repoussoir.

On en trouve sans doute la racine dans la stratification étymologique du terme «populisme». Il y a, dans le mot, quelque chose qui hante les pouvoirs et ceux qui s'y identifient.

A quoi correspond, en effet, aujourd'hui, à l'insu de ses promoteurs postmodernes, le dévoilement péjoratif du mot populisme? A la

jointure évidente avec le point de vue des adversaires du *narodnichestvo*. Qui y regardait la tanière d'un péril : celui des colères paysannes, polarisées par un principe unificateur dont les *narodniki* se rêvaient les organisateurs.

Le fil rouge d'une telle continuité se donne ainsi à voir dans une étymologie de premier rang. Le populisme russe du XIX<sup>e</sup> siècle comme le populisme péjoratif de la postmodernité ont, en effet, le même référent : le peuple, ce fameux *populus* latin. Cet horizon du nom au-delà duquel le sens commun se garde bien d'aller voir. Content à peu de frais de découvrir l'apparente stabilité d'un vieux rempart lexical et de pouvoir s'y adosser. De telle sorte que le populisme peut ainsi se résumer à un appel au peuple. Un peuple qu'il faut auparavant agiter avant de s'en servir. Que ce mode d'emploi approximatif paraît aussi bien convenir aux *narodniki* qu'aux démagogues et autres *cryptofascistes* postmodernes. Que cette floue superposition dispense alors de s'interroger plus loin sur ce radical changement de signification d'un même signifiant, à plus de cent ans de distance.

Tout cela serait ainsi de bon aloi. A ceci près que le *populus* latin résiste. Ne donne pas ce qu'on lui demande. Refuse d'être le point de butée de la chaîne lexicale. Qu'en sa rassurante garantie d'étymologie scolaire, il se dérobe. Montrant autre chose. Quoi? Une clé de lecture cachée. Laquelle? On va le voir tout de suite.

Le *populus* du latin classique vient du *populus* du latin archaïque. Lequel provient, par reduplication, de l'adverbe grec *polus* qui signifie beaucoup de, c'est-à-dire le grand nombre, la foule, la multitude. Au cours de l'histoire du mot, sa signification ne cessera d'évoluer. Tantôt, corps politique. Tantôt, population territorialement définie. Tantôt, contraire de l'aristocratie. Tantôt, masse des plus pauvres, prompts à la révolte car n'ayant rien à perdre.

Ce que le populisme cherche à disqualifier en son impensé actuel et sans oser l'avouer, c'est ce que tous les pouvoirs ont toujours tenté de discréditer symboliquement pour l'affaiblir politiquement. Quoi? La fraction sans doute la plus redoutée de toutes les puissances temporelles. Celle qui, issue de la popu-

lation, se trouve la plus exposée aux affres de toutes les dominations, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales. C'est cette part du «peuple», rétive aux accommodements consensuels avec les sommets de la société, parce qu'elle n'attend plus rien de ces sommets. C'est cette armée de réserve potentiellement subversive dont la colère sans doute offerte à la manipulation de leaders contin-

gents n'en reste pas moins une colère fondée en l'époque où elle gronde.

La vénéneuse perle péjorative qu'abrite ainsi en sa coque lexicale le mot «populisme», en son acception diachronique et le plus souvent à l'insu des usagers du vocable, montre de quoi elle tire son inspiration éternisée : l'angoisse face au ressentiment des éprouvés dans la tradition héritée et « insue » en cet héritage d'une censure de dominant.



# 4 Populisme et national-populisme : objets politiques à identifier

Par Henri DELEERSNIJDER, professeur d'Histoire et collaborateur scientifique à l'ULg

Depuis quelque temps maintenant, et la montée du Front national en France n'a fait que confirmer ce phénomène, un vent mauvais se lève sur l'Europe. Sur la scène politique de ses pays, tant de l'Est que de l'Ouest, on assiste au retour de mouvements ou partis qualifiés tantôt d'**extrême droite**, tantôt de **nationalistes** et tantôt de **populistes**. Voilà des termes qui, dans les médias, sont le plus souvent utilisés l'un pour l'autre. Et, de fait, les thématiques que ces formations mettent en évidence, peuvent être qualifiées de ces trois termes. Si la signification du premier (extrême droite) et du deuxième (nationalisme) ne pose pas de problème majeur, il n'en va certainement pas de même du troisième : populisme. C'est pourquoi cet article va tenter de le décrypter car on est là en présence d'un objet politique qu'il est urgent d'identifier.

En février 1848, Marx et Engels écrivaient au début de leur *célèbre Manifeste* : « *Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme.* » Et si aujourd'hui, depuis la chute du Mur de Berlin, l'effondrement des régimes communistes et le triomphe d'un ultralibéralisme sans états d'âme, c'était plutôt le populisme qui, comme une onde de choc, était en train de gagner tour à tour les Etats du Vieux Continent ? Un populisme se nourrissant sans vergogne des peurs collectives quant à un avenir incertain et faisant son fond

de commerce d'un cocktail explosif où l'on reconnaît démagogie, antiparlementarisme et anti-étatisme. Des ingrédients, à coup sûr, périlleux pour la démocratie. Surtout quand s'y adjoint un nationalisme pur jus, facteur des pires dérives.

En guise d'introduction, il est indispensable de voir ce que ce vocable de « populisme » - sur-employé de nos jours - recouvre réellement, de le faire dégorger en quelque sorte. Apparue sous sa forme substantive en français en 1929 - avec l'écrivain Léon Lemonnier - et s'appliquant avant tout à un courant littéraire voulant mettre le roman au service de la description des conditions d'existence des couches sociales populaires, loin des avatars de la psychologie bourgeoise, ce terme reste rétif à la moindre définition digne de ce nom. Depuis qu'il a refait surface au cours des années 1980 dans les médias et chez les commentateurs politiques, il paraît prendre un malin plaisir à s'esquiver dès qu'on essaye d'éclairer sa signification ou de l'enfermer dans un moule théorique, tant sont diverses les manifestations du phénomène qu'il désigne et les causes qui sont à leur origine. Objet équivoque par excellence, tiré à hue et à dia au gré des positionnements des partis et des stratégies électorales, souvent utilisé comme arme de combat pour disqualifier un adversaire, le populisme est cependant un puissant révélateur de l'état d'une société. Il est devenu banal d'observer que nos

régimes démocratiques ne se portent pas bien et qu'une crise lancinante serait même en train de les tarauder. De ce constat m'est venue la nécessité d'isoler et d'interpréter les symptômes d'un mal-être qui, à terme, pourrait devenir dangereusement liberticide. D'autant que, comme, les récentes consultations électorales qui se sont tenues dans de nombreux Etats d'Europe, ont révélé un réel enracinement de ces mouvements populistes, le plus souvent proches de l'extrême droite, sur la scène politique européenne.

A ce sujet, commençons par une anecdote. Un étudiant invité à compléter, par un seul mot, l'article III de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 - « *Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la...* » - répondit, emporté par un élan d'une touchante spontanéité: «...popularité». Dans son esprit, celle-ci - la popularité donc - avait remplacé la « *nation* », dont on a tout de même quelque honte à devoir rappeler qu'elle est le fondement même de toute démocratie. Ainsi donc, donnant a posteriori raison au poète René Char pour qui « *les mots qui vont surgir, savent de nous ce que nous ignorons d'eux* », le jeune homme laissait entendre par sa réponse que la visibilité d'un leader, connu et admiré du plus grand nombre, devait automatiquement légitimer son pouvoir. Cette tentation d'abandonner à la consigne son autonomie politique au profit d'un sauveur providentiel est au cœur même de ce qu'il est convenu d'appeler le populisme. Quand un malaise s'installe et dure, que la peur d'un avenir incertain bride les volontés, que les frustrations de toutes sortes s'accumulent et que les aspirations des masses ne rencontrent plus d'écho en haut lieu, la recherche d'un père se fait insistante. Il ne peut être question de sous-estimer l'impact de ce genre de représentations inscrites dans l'inconscient collectif. N'est-ce pas de ces soutes, où se construisent les archétypes, qu'émergent le plus souvent les vocabulaires?

## Du populisme au «national-populisme»

Indépendamment de la polysémie du terme et de ses usages polémiques, on peut déceler,

dans le populisme ; plusieurs éléments reconnaissables entre tous et qui lui sont propres. En premier lieu et avant tout, il y a **l'exaltation du peuple et l'appel direct à ce peuple**. Mais quel peuple? Et c'est le deuxième trait, marquant au plus haut point : **un peuple monolithique, mythique**, sacralisé, sans différences de classes, d'opinions, d'intérêts, etc., se confondant, en fait, à la majorité qualifiée de « silencieuse ». Un peuple, troisième caractère, **qu'un leader estime incarner** parce que, lui, - dit-il le plus souvent - en est issu et, lui - prétend-il - sent ce que ce peuple magnifié veut. D'où, quatrième composante, **l'antiélitisme** : les élites, surtout intellectuelles et politiques ou syndicales, sont suspectées de manipuler le bon peuple considéré comme intrinsèquement pur, innocent, sans tache, élites suspectées aussi de s'en nourrir honteusement (mais attention, sont notamment exclus de ce réquisitoire les dirigeants d'entreprises et les forces de l'ordre, police et armée donc). Ensuite, et on aborde là un cinquième élément fondamental, il y a la **rhétorique populiste, empreinte de démagogie**, faite de propos à l'emporte-pièce, rhétorique qui fait la part belle aux émotions et qui est maniée avec maîtrise par un meneur charismatique, flamboyant et télégénique incarnant littéralement un parti hyperpersonnalisé. Enfin, conséquence de cette dernière dimension - et nous arrivons là au sixième et ultime ingrédient - **les médiations, donc le Parlement, sont diabolisées**, voire rejetées puisque jugées inutiles ou superflues, pour ne pas dire nuisibles. Par ce gain de temps qu'il propose dans la gestion de l'espace public, course niant par le fait même la complexité du réel, le populisme constitue une menace pour la représentation démocratique, sinon une avenue toute tracée vers une forme de régime autoritaire.

Sommes-nous, dès lors, en présence d'une résurgence de l'extrême droite ? La question fait débat, du fait même qu'à l'autre extrémité de l'échiquier politique, il peut exister aussi - avec d'importantes nuances certes - un populisme de gauche. Quoi qu'il en soit, les formations populistes existant aujourd'hui dans la plupart des pays européens participent aux élections (mais Hitler a joué le jeu aussi...) et paraissent donc,

jusqu'à nouvel ordre, offrir des garanties démocratiques suffisantes. Elles sont anti-système ou anti-establishment, comme l'étaient le fascisme et le nazisme et le restent leurs épigones mais, n'ayant pas de programme révolutionnaire à proprement parler, elles le sont moins qu'eux. On ne peut cependant nier que les thématiques développées de part et d'autre sont proches, parfois très proches: repli identitaire, nationalisme, xénophobie ou racisme, islamophobie, antiparlementarisme, véhémence du verbe, lutte contre le multiculturalisme, rejet de l'ouverture qu'accompagne l'édification de l'Union européenne, etc. Ce sont là des thématiques qui se focalisent, en réalité, **sur trois points de fixation : l'Islam, l'immigration, l'insécurité**. Il suffit de penser, à cet égard, à deux initiatives prises au début de l'année 2012 par Geert Wilders aux Pays-Bas et, quelque temps après, par Filip Dewinter en Belgique, initiatives qui remettent la délation au goût du jour : le premier (Wilders) a ouvert un site Internet où chacun est invité à dénoncer les nuisances provoquées par des immigrants originaires de l'Europe de l'Est ; le second (Dewinter), a créé un site de même acabit où les « braves gens » (entre guillemets) sont conviés à dénoncer les étrangers en situation illégale.

Inquiétant, bien sûr, et qui ne fait que renforcer le climat délétère où les pays européens semblent s'enfoncer. D'autant que, tant la Commission européenne que les autorités politiques des deux Etats concernés avaient réagi mollement à ces provocations prises respectivement par le Parti pour la liberté hollandais et le Vlaams Belang (ou « Intérêt flamand ») de Belgique. Il faut dire évidemment que ce dernier, par suite de l'érosion de son électorat au profit de la N-VA (ou « Nouvelle Alliance flamande »), essaye de ramener coûte que coûte ses ouailles nationalistes au bercail.

C'est une des raisons pour lesquelles il convient d'adopter l'appellation « national-populisme » pour désigner ce type de formations politiques maintenant bien implantées en Scandinavie, en France, en Belgique, en Autriche, en Italie, en Suisse et aux Pays-Bas, pour me limiter à celles qui ont acquis - en Europe de l'Ouest - une réelle visibilité médiatique, sinon un poids

électoral considérable. Comme c'est le cas, entre autres, chez nos voisins bataves où le parti de Geert Wilders soutenait, jusqu' il y a peu, la majorité gouvernementale et où, le 12 septembre 2012, il a perdu les élections, vraisemblablement par suite de son europhobie débridée.

## Les figures originelles du populisme

Dans l'article précédent, Richard Lorent relate la naissance du populisme. Soulignons qu'historiquement parlant, ce terme n'a pas toujours été connoté à droite; dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, **en Russie** et, au tournant du XX<sup>e</sup> **aux Etats-Unis**, il l'était à gauche. L'auteur précédent nous a montré que les mots ne sont pas à l'abri de détournements sémantiques et peuvent connaître des destinées inattendues.

Poursuivons avec les scènes politiques française et belge. Avec le boulangisme, vocable le plus souvent utilisé en français, avant la fin des années 1920, pour désigner le populisme, on change tout à fait de décor. Depuis l'effondrement du Second Empire, en septembre 1870, **la France** a renoué avec le régime républicain mais cette III<sup>e</sup> République est encore fragile à ses débuts. Elle est menacée par les royalistes qui souhaitent la restauration de la monarchie. Les bonapartistes, par ailleurs, n'ont pas dit leur dernier mot, tandis qu'à gauche, les radicaux réclament des réformes politiques plus hardies et les socialistes des mesures favorables aux ouvriers. Le souvenir de la « semaine sanglante », qui a mis fin à la Commune de Paris en mai 1871, est toujours vivace dans le peuple des travailleurs que le pouvoir exercé par les républicains modérés, depuis les élections de 1881, n'enchantent pas. Enfin, la perte de l'Alsace-Lorraine, à la suite de la récente guerre franco-prussienne, a nourri, dans le corps social de l'Hexagone, un esprit de revanche qui alimentera, surtout à droite, les flambées nationalistes. Contexte auquel il n'est pas inutile d'ajouter l'effet déplorable produit par certaines collusions entre le monde des affaires et la classe politique dominante.

C'est dans ce contexte-là qu'apparaît la figure de Georges Boulanger. Avant qu'il n'émerge avec

éclat sur la scène politique française dans la seconde moitié des années 1880, ce militaire sorti de Saint-Cyr peut faire valoir des états de service appréciables, notamment en Algérie et Cochinchine. Porteur de la Légion d'honneur dès l'âge de 34 ans, promu général à 47, il devient ministre de la Guerre en 1886. Insistons sur le fait que Boulanger s'est trouvé au centre d'intérêts divergents et soutenu, potentiellement, par une clientèle électorale allant des bourgeois les plus conservateurs aux prolétaires les plus soucieux de réformes. Et sa popularité sera encore avivée par des airs de matamore qui en firent la nouvelle coqueluche des foules.

Bref, de larges secteurs de la population française le considéraient comme un sauveur. Opinion résumée par Maurice Barrès en ces termes : *« Qu'importe son programme, c'est en sa personne qu'on a foi (...). On veut lui remettre le pouvoir, parce qu'en toute circonstance, il sentira comme la nation. »* Mais c'était ne pas tenir compte du sursaut des mandataires acquis aux principes républicains où s'illustrait déjà un certain

Clémenceau, condisciple de lycée à Nantes de celui qu'on commençait à nommer « le général Revanche » (contre l'Allemagne, bien sûr). C'était ne pas tenir compte non plus de sa maîtresse, Marguerite de Bonnemains, qui le dissuada de marcher sur l'Élysée comme l'y poussaient, entre autres, Henri Rochefort, ancien partisan de la Commune gagné par le nationalisme, et Paul Déroulède, écrivain nationaliste à la fibre lyrique qui avait fondé la Ligue des patriotes en 1882.

En fait, la III<sup>e</sup> République sentit passer le boulet et se ressaisit sans tarder. Avant l'échéance électorale de l'automne 1889, diverses mesures destinées à étouffer le boulangisme sont prises : la Ligue des patriotes est dissoute ; Boulanger est accusé de détourner des fonds, de comploter contre l'État et même d'organiser des attentats. Il se réfugia en Belgique en compagnie de sa maîtresse et cette fuite le rendit « coupable » aux yeux d'une opinion publique envahie par le doute. C'est là que, privé de ses droits civiques, il apprendra sa condamnation par contumace à la détention perpétuelle. Et c'est à Ixelles que celui qui avait été regardé comme un homme

providentiel par tant de ses contemporains, se tira une balle dans la tête, le 30 septembre 1891.

Une quarantaine d'années plus tard, **sur la scène politique belge** cette fois, apparaît un jeune et beau parleur de l'Action catholique qui deviendra, à l'âge mûr, l'homme lige du Führer, allant jusqu'à prétendre qu'Hitler aurait voulu un fils comme lui... Il s'agit de Léon Degrelle, né en 1906 dans les Ardennes et mort à Malaga, en Espagne, en 1994.

Avant de se jeter dans les bras du maître du III<sup>e</sup> Reich et de se retrouver sur le front de l'Est avec les volontaires de la Légion Wallonie, cet homme, doué d'un charisme et d'une façon hors du commun, avait été, dans toute sa sinistre splendeur, un populiste selon l'acception actuelle du mot. Prenons un exemple significatif de sa rhétorique. Le dimanche 24 mai 1936, jour des élections législatives où le parti rexiste obtiendra 16% des voix en Wallonie et 18% à Bruxelles et permettra ainsi à 21 représentants de cette nouvelle formation d'entrer dans une Chambre comptant alors 202 sièges, Degrelle sonnait le tocsin : *« Belges, aujourd'hui, vous allez jouer tout : vos foyers, vos enfants, l'avenir du pays. Tous les partis, corrompus, se valent. Ils vous ont tous volés, ruinés, trahis. Tous, dégoulinant de leurs infamies, voudraient, une fois de plus, vous bourrer le crâne. Ouvrez l'œil ! Ne vous laissez plus faire ! Si vous voulez voir des scandales nouveaux empester le pays, si vous voulez être écrasés par la dictature des banksters, si vous voulez voir renaître ces luttes hystériques des partis qui ont mis le pays à l'agonie, suivez alors, comme des moutons, les politiciens profiteurs ! Vous aurez, vous-mêmes, signé votre condamnation à mort. »* Et la veille de ce rendez-vous électoral, le journal Le Pays Réel dont Degrelle était le rédacteur en chef, annonçait, triomphant : *« Dans deux jours, on balaye les pourris. »* Cette image du balai, resservira plus tard...

La charge contre la démocratie représentative était sans appel. Le monde intellectuel était, lui aussi, voué aux gémonies tandis que le peuple se trouvait mythifié, doué d'une intelligence instinctive et auréolé de toutes les qualités : *« C'est bien pour avoir renoncé à leur réelle mission que les intellectuels ont vu, de jour en jour, se creuser l'abîme qui les sépareit des hommes de chantier, des champs, du petit commerce. L'on a vu la masse des*

24

*cultivateurs, des ouvriers, des commerçants, se réveiller spontanément aux accents des conquêtes rexistes ; on a vu les intellectuels patauger, hésiter et, finalement, rester en place. Car ils sont morts à tout enthousiasme et ils n'ont plus les intuitions simples des foules. (...) Il faut avouer que le peuple les avait devancés. (...) Le peuple a compris que le rexisme, c'était d'abord un cri immense parti d'un homme jeune, au cœur ardent et pur, puis repris en clameur unanime par toute une jeunesse qui, elle aussi, voulait apporter sa contribution au travail splendide de l'histoire.»*

La rhétorique de Degrelle, l'homme du «parti du balai» et des invectives outrancières de 1936, on la retrouvera, la mégalo en moins, dans le verbe haut de Pierre Poujade, vingt ans plus tard. Au cours de la campagne des élections législatives françaises de janvier 1956, celui qui sera surnommé le «papetier de Saint-Céré» (dans le département du Lot) va, en effet, fustiger la classe politique au pouvoir avec un slogan appelé à une certaine postérité : «Sortez les sortants !» Et des formules du même tonneau, mais plus explicites : «Quand on pense qu'il y a, à la Chambre, des pourris de cet acabit (inutile de préciser lesquels...!), il faut prendre la grande trique, le grand balai et nettoyer ça d'un bon coup !». Et le jeune Jean-Marie Le Pen qui sera élu sur la liste de l'Union de défense des commerçants et des artisans (UDCA) créée par son aîné, se distinguait, déjà à l'époque, par ses tirades d'une rare indécatesse

L'aventure poujadiste commence, en réalité, le soir du 22 juillet 1953 dans une petite ville du Sud-Ouest. Les agents du fisc avaient alors décidé de venir inspecter - le lendemain - la comptabilité de ceux qui y vivent de l'artisanat et du commerce de détail. Une «Union sacrée» s'amorce dès le 23 au matin : barrage fut fait aux envoyés de l'«Inquisition» fiscale, ces Torquemada du Trésor public, réincarnation des sinistres gabelous de l'Ancien Régime, plus portés à fouiller dans les comptes des petits que dans ceux des gros. «Pas touche aux cahiers des comptes» devient le mot d'ordre d'une révolte qui, de loin en loin, gagne la plus grande partie de la France méridionale, au Sud de la Loire donc. Ce qu'à Paris, l'on considère volontiers, avec une certaine condescendance, comme une «agitation

de la boutique» commence donc à s'étendre au milieu des années '50.

Alors qu'il bénéficiait d'une certaine sympathie à gauche - de la part des communistes surtout -, ce mouvement de protestation de la «France d'en bas» va bientôt se «droitiser» à la suite d'un voyage de son porte-parole en Algérie. C'est dans ce «territoire français» d'outremer que se tiendra le premier

Congrès national de l'UDCA, à la suite duquel Poujade va progressivement être phagocyté par les partisans de l'Algérie française, farouchement opposés au soulèvement du FLN amorcé à la Toussaint 1954. Ses discours s'en ressentent, qui charrieront bientôt, en plus de l'antiparlementarisme du début, de l'antisémitisme et du nationalisme forcené. Le président du Conseil, Pierre Mendès France, en fait les frais, lui qui est d'abord «coupable» (entre guillemets) de lutter contre l'alcoolisme de ses concitoyens et d'avoir notamment levé le privilège des bouilleurs de cru. Parfois, celui qui reste un des honneurs de la gauche d'après-guerre en France, fait l'objet d'attaques encore plus perfides. Celle-ci, par exemple : «Nous devons donner à la France un gouvernement de gens qui aient des gueules de Français !» Rejet donc de ceux que «Pierrot», né dans la glaise de l'Hexagone, considère comme des «apatrides» : «Non! Mendès, sous-Mendès ou apprentis Mendès, quand on est fils d'une vieille terre comme la France, on n'est pas fait pour l'esclavage, quel qu'il soit. Peut-être cela fait-il le bonheur de certains, à l'Ouest ou à l'Est ! Tant mieux pour eux, et si vous êtes si enthousiastes pour ce genre de vie, faites donc votre valise et fichez le camp ! Le peuple de France ne vous a pas demandé de venir... Il ne vous retient pas.» Mais une fois les intrus délogés, à qui, parmi les «vrais Français», confier des responsabilités politiques ? La réponse fuse, qui se veut empreinte de bon sens : «Il vaudrait mieux pour nous gouverner un bon commerçant, un bon métallo, un bon charcutier. Ils ne seraient pas polytechniciens, mais sains de corps et d'esprit.»

Le mouvement poujadiste atteint son apogée au milieu des années '50 mais le verbalisme de son baroudeur ne pouvait tenir lieu de programme politique. Aussi le pouvoir républicain ne tarde-t-il pas à reprendre le contrôle de la



situation, aidé en cela notamment par le Parti communiste qui n'hésita pas à agiter, en guise d'épouvantail pour ses électeurs, « l'hitlérien Poujade » tandis que l'hebdomadaire L'Express s'en prit, dans un de ses numéros resté célèbre, à « Poujadolf »... Et puis, avec le retour au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958, le ressort était bien cassé.

Alors, Poujade suppôt du fascisme? On ne peut aller jusque-là, nonobstant la dimension nationaliste -devenue plus marquante au fil du temps - de la rébellion catégorielle qu'il a lancée et à laquelle manquait, de toute évidence, un projet révolutionnaire. Roland Barthes, dans son livre Mythologies, paru en 1957, a cependant décelé dans l'équipée poujadiste un « symptôme spécifique des fascismes » (les mots sont de lui) dans la manière qu'elle a eue d'avoir « posé la culture comme une maladie » (ce diagnostic est également de lui). Au nom d'un bon sens élevé au rang de mythe, voire de potion magique universelle, elle n'a pas ménagé ses cibles de prédilection : les inspecteurs du fisc en premier lieu, mais aussi les fonctionnaires, les intellectuels, les politiques et autres membres d'une certaine élite. Elle l'a fait dans un langage étranger à toute modération, peu amène à l'égard de ceux qu'elle apostrophait. Fin juillet 2003 encore, un mois avant sa mort, au cours d'une fête organisée à son intention à Saint-Céré, l'ancien enfant du pays épinglait, en un style portant sa marque, les agents des services publics : « Une meute de nantis, tous des rats qui s'empiffrent depuis des dizaines d'années ! » Preuve que, malgré son statut de vestige d'un passé à jamais révolu, il n'avait rien perdu de sa verve.

Du reste, quel homme politique peut se vanter, en un pays comme la France si friand de créations de mots en -isme, de partager avec le gaullisme un néologisme aussi fortement entré dans l'usage courant que celui formé sur son patronyme? Au point que « poujadisme » est devenu, après le terme « boulangisme » qui eut son heure de gloire auparavant, synonyme de « populisme ».

Evoquons encore rapidement des figures emblématiques telles que Vargas au Brésil et Peron en Argentine, dans cette Amérique latine où, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, des chefs locaux connus sous

le nom de caudillos allaient souvent incarner aux yeux des plus humbles le désir de justice doublé d'un espoir de vie moins pénible, particulièrement face à l'emprise des puissants propriétaires terriens. Des leaders tels que Vargas et encore plus Peron, lequel est porté au pouvoir en octobre 1945 par une vague populaire qui préparera son élection à la présidence en 1946, ont posé pas mal d'embarras aux politologues et historiens, un peu comme Chavez il y a peu au Venezuela. Etaient-ils de gauche ou de droite? Plutôt socialistes ou résolument fascistes? Ni l'un ni l'autre totalement, peut-on dire aujourd'hui. Car les politiques qu'ils ont menées, certes de façon autoritaire, ont été, en général, bien accueillies par les couches les plus pauvres de la société. Politiques hybrides dès lors, proches au final d'un socialisme fortement teinté de nationalisme, avec une opposition bravache à l'égard de l'Oncle Sam, les Etats-Unis bien sûr.

## Des héritiers de boulangier, Degrelle et Poujade sont-ils possibles dans les démocraties d'aujourd'hui ?

Deux réponses à envisager à ce propos. L'une se veut optimiste : le souvenir des horreurs de la Seconde Guerre mondiale est loin de s'être estompé, ce qui devrait constituer un fameux barrage pour les projets politiques personnels de leaders ambitieux; à quoi il convient d'ajouter les garde-fous institués par une Union européenne fondée, justement après 1945, sur des valeurs démocratiques et universalistes. Et puis, on sait que l'Histoire ne se répète pas ou qu'elle ne sert jamais les mêmes plats, sauf pour les pauvres, et ils sont en général vides ceux-là...

L'autre réponse est marquée du sceau du pessimisme. On sait qu'en matière d'horreur, l'Histoire se plaît à surprendre; « elle est tragique », disait le philosophe Hegel. Les mêmes causes, bien que dans des contextes différents, peuvent reproduire les mêmes effets, sinon des effets similaires. Degrelle, par exemple, parlait de la « dictature des banksters » en son temps : voilà un langage qui sonne drôlement actuel et qui pour-

rait plaire de nos jours, et certainement trouver preneurs, dans la mesure où un porte-parole talentueux le diffuserait avec brio. Cette expression a d'ailleurs été reprise par Marine Le Pen dont le score, le 22 avril 2012, au premier tour des élections présidentielles françaises, a frappé les esprits : près de 18 % des votes exprimés.

D'où la vigilance dont il convient de ne pas se départir, surtout en ces moments de crise que nous traversons, avec les conséquences dramatiques bien connues pour les plus démunis. Et c'est vrai que voilà au moins deux décennies, la peur de l'avenir a tendance à tétaniser les citoyens et les citoyennes, sentiment prégnant qui constitue le terreau principal pour la floraison des populismes : peur engendrée par l'ouverture économique, liée à la mondialisation et à son sinistre cortège de délocalisations ; peur produite par l'ouverture politique, par suite de la construction d'une Union européenne dont on est loin de percevoir les avantages, s'il y en a, et qui semble désormais régner dans une Olympe technocratique insensible aux soucis ordinaires du commun des mortels ; peur de nature socio-culturelle enfin, avec l'accentuation des flux migratoires et la prétendue islamisation de la société, sans parler des angoisses lancinantes entretenues par les violences urbaines et autres incivilités, elles-mêmes goulûment répercutées par la presse écrite et audiovisuelle. Vision un tantinet apocalyptique ? Sans doute. Et de quoi noircir encore un peu plus le tableau, - ajoutons-y la crainte de l'abandon ou du déclassement et de « tout ce qui menace les acquis » sociaux que ressentent quantité de personnes, en majorité plus âgées. Preuve qu'il peut exister, comme c'est notamment le cas en Scandinavie, un populisme de la prospérité, Dominique Reynié - auteur du livre *Populismes : la pente fatale* - parlant à ce propos de « *populisme patrimonial* ».

En présence de ce sombre diagnostic, que proposent les divers leaders populistes ? Ils instrumentalisent la panoplie de ces peurs à leur avantage - afin d'arriver au pouvoir, cela va sans dire - pour mieux avancer des recettes le plus fréquemment simplificatrices et outrageusement démagogiques. En fait, cela se résume quasi toujours à l'incantation « y a qu'à... » (faire

ceci ou cela), slogan des idéologies du café du commerce, voire de l'un ou l'autre facho de bistrot.

S'il existe un style reconnaissable entre tous et des points communs évidents dans les messages émis par Jean-Marie Dedecker, Jörg Haider, Christoph Blocher, Silvio Berlusconi, Jean-Marie et Marine Le Pen, Filip Dewinter, Pia Kjaersgaard, Pim Fortuyn, Geert Wilders, Umberto Bossi et, depuis peu, Bart De Wever, pour se limiter à la seule Europe de l'Ouest, que de différences néanmoins entre eux ! Même l'ultra-libéralisme, qui a pourtant largement leur préférence, ne fait pas toujours l'unanimité chez eux : « *Nous sommes désormais la seule et véritable opposition à la gauche ultralibérale, laxiste et libertaire* », déclarait Marine Le Pen à ses partisans, le soir du 22 avril 2012. Le communisme s'étant effondré, le FN ne se sent plus obligé de soutenir le néo-libéralisme qui a de quoi rebuter l'électorat populaire.

Il est difficile, par conséquent, de dresser une typologie d'un tel patchwork, surtout que les chefs de file de ces mouvements s'entendent à brouiller les repères traditionnels. Souvenons-nous, à ce propos, du slogan de Jean-Marie Le Pen : « *socialement de gauche, économiquement de droite* ». Et d'une des déclarations de sa fille appelant à « *un vaste rassemblement des partisans de gauche comme de droite* ». Sans parler de sa posture de vaillante championne de l'héritage républicain et, last but not least, de la « laïcité », mais oui... Pour ce dernier mot, qui était absent dans le programme des débuts du FN, les guillemets s'imposent tout particulièrement : à l'occasion d'un entretien musclé accordé au journal *Le Monde* daté du 22 septembre dernier, elle réclame l'interdiction du voile et de la kippa dans les rues - mais pas des croix au cou - et déclare sans ambages : « *Je mets à la porte tous les intégristes étrangers* ». Et hop, par ici les charters... A moins que l'expulsion ne se fasse par la mer. A croire que celle que l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné* appelle maintenant *Jeanmarine* en soit revenue, après une période où son vocabulaire avait été volontairement lissé (conquête du pouvoir oblige), aux fondamentaux, les saillies verbales en moins, de son père quand il créa le Front

national, il y a tout juste 40 ans, avec d'anciens collaborationnistes et de jeunes néo-fascistes du mouvement activiste Ordre nouveau. Avec des nuances de taille tout de même : d'une part, s'en prendre à l'islamisme permet de dénoncer l'immigration d'une façon qui se veut plus acceptable; d'autre part, défendre haut et fort l'Etat d'Israël, et donc gommer l'antisémitisme, est une façon de dire : « *Les Israéliens, eux au moins, savent tenir tête aux Arabes.* »

Quoi qu'il en soit des permanences et de l'évolution récente du FN - troisième parti de France aux législatives de 2012 avec 13,6 % des voix, - on peut établir une distinction entre le « **populisme protestataire** » et le « **populisme identitaire** ». Le premier est la caisse de résonance ou l'exutoire d'un mal-être social où prédominent la contestation de la représentation nationale - donc des partis trustant le pouvoir - et l'appel à une démocratie directe faisant l'économie d'intermédiaires ou de médiations : c'est le pays « d'en bas », dit aussi « réel », qui se dresse contre celui « d'en haut », également nommé « légal ».

Les Partis du progrès scandinaves et de la liberté autrichien illustrent ce cas de figure, à leurs débuts en tout cas. Le second, collant plus intimement à la notion de national-populisme, entend maintenir coûte que coûte l'identité nationale menacée, moins par ceux « d'en haut » que par ceux « d'ailleurs » : le peuple tout entier est appelé à se mobiliser pour maintenir son intégrité face au danger représenté par l'immigration, mais aussi par les élites vues comme le « parti de l'étranger ». Pour ce national-populisme identitaire, les immigrés - pauvres, bien sûr, et musulmans au premier rang - sont considérés comme inassimilables, parce que porteurs de cultures différentes ou comme dangereux parce que filous de nature ou profiteurs de la Sécurité sociale. Y sont à peine tolérés, jusqu'à nouvel ordre (mot lourd de significations dans ce contexte), les bénéficiaires de l'Etat-providence, mais à condition d'être des nationaux de souche : immigrés sans emploi, chômeurs bidons, faux réfugiés et brebis galeuses de même tonneau menaçant la paix publique, prenez garde ! Et leurs « alliés » de tout poil n'ont qu'à

bien se tenir aussi, qui ont fait de la solidarité et de l'universalisme leurs valeurs cardinales. Cela fait beaucoup de monde, on en conviendra : vous voilà avertis intellectuels, gauchistes, artistes, syndicalistes et tutti quanti qui vous rendez complices de l'engance déclassée ou marginale, Roms compris. Mais dormez tranquilles, bonnes gens, le Léviathan populiste veille... Le Front national, en France, est le prototype de cette seconde forme de populisme, ainsi que le Vlaams Belang en Belgique. Il va de soi que la frontière entre ces deux pôles, bien mis en lumière par le politologue Pierre-André Taguieff, n'est pas étanche et que la plupart des formations qualifiées de populistes participent, à des degrés divers, à l'un et l'autre.

Enfin, il faudrait faire allusion à une dernière figure du phénomène pluriel qui nous occupe, à savoir celle du « **télépopulisme** ». Dans ce modèle, actuel faut-il le dire, s'est distingué le télécrate Berlusconi, propriétaire de l'outil cathodique comme personne. La télévision, en route vers le plus facile et vers la séduction du spectateur-électeur-consommateur, élimine la distance entre le dirigeant et le peuple, ce qui est bien au cœur du rêve populiste - un rêve d'osmose, en somme -, mais ce rapprochement n'est évidemment que virtuel. C'est l'illusion de la démocratie en direct, le citoyen étant aux abonnés absents. Foin de la réflexion !

Laisser du temps au temps n'est plus de mise, le règne de l'immédiateté a jeté aux oubliettes cette sage prudence. C'est d'ailleurs une des constantes fallacieuses de la démagogie que de promettre beaucoup et de laisser supposer que tout peut se réaliser très rapidement. Puisqu'« il n'y a qu'à... », brève de comptoir du café du commerce déjà évoquée.

## Une pathologie de la démocratie représentative

Pour conclure, insistons sur trois points déterminants pour tenter de bien cerner le concept qui nous a occupés. Le premier, c'est que le mot « populisme », dans son usage courant, appa-

raît souvent comme un concept fourre-tout, véritable auberge espagnole du langage idéologique en mal de précision. Il est associé à une palette abondante et variée de qualificatifs jusqu'à parler de « populisme anti-banques » ! Ce vocable, est fréquemment lesté d'une intention polémique affirmée : soit se débarrasser vite fait d'un problème dont on ne veut pas tenir compte ou qu'on ne veut pas essayer de résoudre, soit mettre au pilori un adversaire et disqualifier sans appel son discours. L'énoncé verbal fonctionne ainsi comme un acte tout en gratifiant son auteur d'un label démocratique obtenu à bon marché. Jean-Luc Mélenchon, lui-même, en a fait les frais : il est volontiers taxé de « populiste » par la droite et la presse qui la soutient. Il faut dire qu'il a eu parfois recours à des formules réductrices (cf. son livre *Qu'ils s'en aillent tous !*) ou à des métaphores peu aimables mais qui ont fait mouche. Et plus récemment, il a repris à son compte l'image du balai.

Le deuxième point, lié à cette dernière propriété, c'est qu'ils ont été nombreux les dirigeants de pays qui, dans des aires géographiques diverses et des environnements historiques déterminés, ont été taxés de « populistes », de leur temps ou après leur disparition. Bon nombre de leaders du Tiers-monde l'ont notamment été durant les luttes menées contre les colonisateurs européens et au lendemain de l'acquisition des indépendances : Nasser le fut en Egypte, Sekou Touré en Guinée, Soukarno en Indonésie, et bien d'autres. Le populisme serait-il donc la chose la mieux partagée sur Terre ? Non, répond Guy Hermet, auteur de l'ouvrage de référence *Les populismes dans le monde*, tout en reconnaissant « l'application extensive donnée (...) à la notion », mais il « représente une tentation offerte à tous les praticiens de la politique, même si tous n'y succombent pas ». En tâchant de le serrer au plus près, on pourrait le définir non comme une idéologie bien circonscrite, mais comme **une attitude et un discours spécifiques**, lesquels peuvent facilement dériver vers un extrémisme autoritaire dès qu'ils s'installent et se développent dans la demeure démocratique en proie à la crainte du futur. Une demeure démocratique en manque aussi d'espoir ou de vision alternative à long

terme, comme c'est le cas dans la nôtre où les programmes politiques des partis sont devenus tellement interchangeable, ce qui ouvre une béance pour l'expression d'un refus, celui de notre système ou de notre régime.

Car, et c'est le troisième point prévu, on aurait tort de sous-estimer les éruptions populistes actuelles sous prétexte qu'elles ne seraient que des symptômes passagers, voire de simples ecchymoses du corps social.

En présence de la forte érosion de la confiance dans les mandataires politiques, d'une technicisation sans fin de la gestion publique - tant au niveau national qu'au niveau européen - qui laisse inmanquablement sur la touche le citoyen lambda, ces éruptions peuvent être considérées, au contraire, comme une pathologie de la démocratie électorale représentative et une forme dégradée de la défiance, plus positivement, par contre, comme une aspiration à une démocratie directe ou participative. Quoi qu'il en soit, des apprentis -sorciers ou sauveurs à la dégaine providentielle, en excitant les passions les plus négatives des populations telles que la peur panique et la construction en corollaire de boucs -émissoires, pourraient surfer avec succès sur cet état d'esprit ambiant pour se hisser personnellement sur le pavois du pouvoir et passer en force. A leur avantage, évidemment, et au détriment du peuple qui serait le dindon de la farce en l'occurrence. Cela s'est déjà vu dans le passé: il suffit de penser aux années '30. Se souvenir, à ce propos, d'une observation particulièrement judicieuse de Vaclav Havel, leader de la Charte 77 dans la Tchécoslovaquie d'après le Printemps écrasé de Prague, qui deviendra, par la suite, président de la République tchèque: *«L'inconvénient de la démocratie est qu'elle lie pratiquement les mains de ceux qui y croient et qu'elle permet de faire à peu près n'importe quoi pour ceux qui n'y croient pas.»*

## Un vœu

Clôturons cet article avec le vœu que le substantif « populisme », travesti au cours du temps et sous l'enveloppe lexicale duquel se love le bel étymon de « peuple », renoue avec sa dimension progres-

siste initiale et récupère petit à petit ses lettres de noblesse. Mais, dans cette reconquête qui suppose de gagner la bataille des mots (combat éminemment politique comme chacun sait), il y a des conditions à remplir. La première consiste à se démarquer de ce national-populisme.

La seconde, qui n'est pas la moindre, est de retrouver le chemin du « peuple », non pas celui appelé à la rescousse par l'extrême droite pour ses projets malfaisants, ni celui victimisé par une extrême gauche orpheline de son utopie prométhéenne, mais celui - bien réel et porteur d'humanité - que l'écrivain Louis Guilloux a évoqué avec tendresse dans son roman appelé La maison du peuple. Sans quoi, on pourrait assister, à moins que ce ne soit déjà en cours, à l'installation d'une démocratie politique sans le peuple, l'oublié, le méprisé, l'intempestif de

notre époque si dure aux travailleurs où l'on assiste au recul des pouvoirs publics devant l'omnipotence des marchés. La préface de ce roman familial, rédigée par Albert Camus, commençait en ces termes: « *Presque tous les écrivains français qui prétendent aujourd'hui parler au nom du prolétariat sont nés de parents aisés ou fortunés. Ce n'est pas une tare, il y a du hasard dans la naissance, et je ne trouve cela ni bien ni mal. Je me borne à signaler au sociologue une anomalie et un objet d'études. On peut d'ailleurs essayer d'expliquer ce paradoxe en soutenant, avec un sage de mes amis, que parler de ce qu'on ignore finit par vous l'apprendre.* » On peut espérer que les politiques et les experts en tous genres en prennent de la graine. Et qu'ils retournent sans tarder à la source de leur pouvoir, de quoi mieux la connaître, mieux la représenter et mieux la servir. La sauvegarde de nos démocraties est à ce prix.



# 5 Populisme(s) et médias :

## Les indices formels d'une connivence fonctionnelle

Par Marc SINNAEVE – professeur en journalisme et information à l'IHECS

### 1. Fonctionnement de l'appareil médiatique

La prise en compte du phénomène du ou des populisme(s) dans ce colloque permet de le repenser au cœur des mutations de nos sociétés. Au cœur des mutations des médias, en particulier. De quoi parle-t-on en la matière ?

De l'accélération technologique objective des processus et des conditions de fabrication de l'information, de sa diffusion, de sa circulation massive en flux continu. Mais aussi de l'évolution du rapport, éminemment subjectif, de chacun (journaliste ou public) à l'information, elle-même en voie d'accélération.

Plus fondamentalement encore, en regard de ces évolutions à l'œuvre, ce qui sous-tend le point de vue exprimé ici, c'est une exigence démocratique et politique, plus qu'éthique, vis-à-vis du journalisme et des médias d'information en regard de leur rôle et de leur responsabilité d'acteur dans la transformation de l'espace public.

En cela, j'inscris résolument mon point de vue dans les préoccupations et les objectifs de l'éducation permanente, en particulier de l'action d'éducation permanente d'un mouvement social comme le MOC (et ce, même si mon emploi et mon terrain d'études se situent davantage dans la formation initiale des futurs journalistes). Qu'est-ce à dire ?

La « vision médiatique »<sup>1</sup>, comprise comme les grilles de lecture de la société et les modèles culturels que diffusent les médias de masse, est contestable et doit être contestée. D'autant plus que l'autorité d'institution dont elle se revendique, masque opportunément ce que j'appelle la « boîte noire » du pilotage quotidien de l'information.

Rien de plus mystérieux, en effet, que les mécanismes sous-jacents du fonctionnement de l'appareil médiatique. Il participe d'une série de routines, de réflexes, de mobilisations spontanées de valeurs ou références professionnelles collectivement agréées, comme critères de sélection et de traitement de ce qui vaut ou pas de « faire une information » parmi l'infinité d'occurrences potentielles d'actualité.

La fabrication de l'information est aussi faite des cadres d'interprétation, en nombre limité, à travers lesquels les événements de l'actualité nous sont donnés à voir ou à lire. Ils sont forgés, ces cadres interprétatifs, par une série de perceptions, de références ou de croyances fortement intériorisées dans l'imaginaire collectif professionnel, enfouies au plus profond de celui-ci, au point d'en être invisibles, imperceptibles, et de former ce que Roland Barthes appelle une mythologie. Une *mythologie profes-*

<sup>1</sup> Patrick Champagne, in BOURDIEU, Pierre, *La misère du monde*, 1993.

sionnelle qu'a explorée Jacques Le Bohec<sup>2</sup> et qui relève aussi d'une doxa sociale, pour le dire avec le sociologue des médias Erik Neveu<sup>3</sup>.

Ces ingrédients discrets de la cuisine des médias ne sont jamais exposés ou formulés en tant que tels, ni même parfois perçus par les journalistes eux-mêmes. Pas davantage qu'ils ne sont enseignés : il n'existe pas de manuel scolaire portant sur la sélection, le cadrage et le traitement journalistique des faits ; c'est supposé relever de l'intuition, de l'expérience ou de la reproduction d'expérience. Bref, les rouages de cette fine mécanique sont recouverts par ce que Béatrice Casanova appelle le « cela-va-de-soi-journalistique »<sup>4</sup> : l'évidence de ce qui fait - ou non - la « bonne info » et le « bon professionnel ». Ils forment le scénario sans script de l'actualité, la musique sans solfège connu ni partition visible du grand orchestre médiatique : lequel joue, sans jamais vraiment se questionner à ce sujet, cette « petite musique », toujours la même, qui nous est si familière dans sa tonalité et si étrangère dans sa composition.

Le rôle, précisément, de l'éducation permanente est de mettre à disposition de tous plus de pensée et plus d'égalité dans la lutte pour « le pouvoir légitime de dire le sens légitime », selon l'expression de Bourdieu<sup>5</sup>. Et de s'opposer ainsi à la « vocation », exprimée par l'ex-PDG de TFi, de rendre le cerveau humain disponible aux annonces publicitaires... ou autres acheteurs intéressés.

Ce que je voudrais tenter de montrer ici, c'est que les médias de masse, la télévision au premier chef, - toujours dominants<sup>6</sup> quoi qu'en disent les prédictions des industries du numé-

rique et de certains analystes - ont une part de responsabilité, bien plus importante qu'on n'ose le dire en général, si pas dans la conjonction actuelle des crises qui affecte nos sociétés, au moins dans l'incapacité à en percevoir la réalité et à initier un débat véritable sur les voies et moyens de leur prise en charge.

Et cette incapacité, justement, participe autant d'un alignement de la production et de la diffusion médiatique sur le paradigme populiste, tel qu'il a été défini, ici, qu'elle n'en alimente la dynamique.

## 2. Médias et populisme : des dispositifs convergents ?

Pour traiter la problématique du rapport des médias au(x) populisme(s), on aurait pu se livrer à une lecture critique de ce que recouvre ce concept dans les énoncés médiatiques. Quels acteurs, individuels ou collectifs, sont disqualifiés comme populistes dans l'information : leaders politiques, mouvements protestataires, formations identitaires ? Quels comportements, politiques, électoraux ou sociaux, par ailleurs, se voient estampillés populistes dans la presse ? Quels discours ou quels commentaires reçoivent ce label ?

On aurait pu s'interroger, aussi, sur le rapport qu'entretient l'information avec les « contours mouvants du peuple » comme objet de discours. Ou sur le rapport très ambivalent du journalisme contemporain à cette notion de « peuple » justement que l'on suspecte, et exclusivement, elle, d'incliner « naturellement » au populisme. Alors même que, par ailleurs, on exalte le principe du « peuple » comme fondation de la souveraineté et de la démocratie.

Dans le même ordre d'idées, il faudrait se demander ce qui, dans l'information, préside aux régimes de visibilité du « peuple social » qui s'exprime à travers des revendications publiques et des manifestations de contestation ; régimes de visibilité différents selon les types de conflictualité, de statuts socioprofessionnels, d'identité politique, d'épreuves vécues en commun...

Mon propos, ici, sera autre. Plutôt qu'une analyse de contenus taxables de « populistes » au

2 *Les mythes professionnels des journalistes*, L'Harmattan, 2000.

3 « Médias, mouvements sociaux, espaces publics » in NEVEU Erik, *Médias et mouvements sociaux*, Hermès, 1999, pp. 17-86.

4 [http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/01/14\\_Casanova.pdf](http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/01/14_Casanova.pdf)

5 « La lutte politique est une lutte cognitive (pratique et théorique) pour le pouvoir d'imposer la vision légitime du monde social, ou, plus précisément, pour la reconnaissance, accumulée sous la forme d'un capital symbolique de notoriété et de respectabilité, qui donne autorité pour imposer la connaissance légitime du SENS du monde social, de la signification actuelle et de la direction dans laquelle il va et doit aller. » in Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997, p. 221.

6 « Le Belge regarde toujours plus la télévision », in *L'Echo*, 13 novembre 2013.

cœur du commentaire journalistique, je voudrais vous soumettre l'hypothèse suivante : celle d'une proximité ou d'une parenté des logiques de fonctionnement et des dispositifs formels des médias d'information générale centraux ou dominants, principalement la télévision, avec certains - pas tous - des ressorts qui définissent le populisme et avec les indices formels qui participent à la mise en scène des discours populistes.

Si, bien entendu, ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs, les ingrédients formels dans lesquels le dispositif médiatique, audiovisuel principalement, puise l'essentiel de son pouvoir de fascination symbolique, relèvent des mêmes catégories que ceux mis en œuvre par les discours populistes : routines langagières de séduction, d'accroche, gestuelle, intonations, tantôt graves, tantôt badines, des présentateurs des programmes d'information télévisés, théâtralisation ou dramatisation des situations, si pas des enjeux...

L'accent mis sur la forme ne veut pas dire qu'il faille ranger le phénomène populiste, lui-même, dans la seule catégorie du « style » politique ou de la démagogie rhétorique, tels que les mettraient en œuvre des « entrepreneurs culturels » de talent, à l'image d'un Pim Fortuyn, d'un Silvio Berlusconi ou d'une Marine Le Pen : ceux-ci ne doivent pas leur succès à leur seule habileté à s'emparer des codes médiatiques pour instrumentaliser les façons de penser et de ressentir de « leur » électorat. Aucune de ces résistibles ascensions n'aurait été possible si le terreau local, préalablement labouré par une série de facteurs, ne s'y était pas prêté, et si les clivages polémiques agis par les populistes n'étaient pas déjà popularisés, par ailleurs, par d'autres instances ou d'autres acteurs, bénéficiant, eux, d'une pleine légitimité.

### 3. Séduire l'audience

Lois de l'audience et du marketing obligent, on le sait, les médias de masse doivent accrocher, capter, captiver, voire capturer, un maximum de « temps de cerveau » disponible de leur public.

Il leur faut séduire. Ou, plus que séduire, il leur faut fasciner, sidérer, « scotcher ». Fasciner,

c'est-à-dire susciter, chez le public, un mouvement de fusion de soi avec un tout imaginaire exaltant, objet de l'admiration. Dans cette opération de fascination, le sujet est amené, malgré lui, à renoncer à son autonomie et à porter ses désirs sur un personnage ou une situation fantasmatique sacralisée : la « vérité » journalistique ou l'effet de réel médiatique, ici, pour notre sujet-public (« C'est vrai, puisqu'ils l'ont dit à la télévision »).

Même s'ils reconnaissent et déplorent les « contraintes » qui tendent à dégrader la qualité de leur travail, les journalistes n'en remettent pas, pour autant, la logique en question. C'est qu'ils agissent, eux-mêmes, sous l'emprise d'une fascination : celle qu'exerce sur beaucoup la détention d'une part, aussi infime et anonyme soit-elle, de l'autorité sociale et symbolique de l'institution médiatique<sup>7</sup>. L'effet d'adrénaline est tel que les professionnels continuent à faire ce qu'ils ont à faire sans qu'on ait à leur dire ou à leur rappeler ce qu'ils doivent faire. Quitte, pour cela, à projeter le sens de leur travail sur le fantasme cardinal de la profession : la « demande du public »... Qu'ils n'aient jamais rencontré ou saisi autrement celle-ci que par l'intermédiaire d'outils de mesure d'audience à finalité exclusivement commerciale ne les empêche pas, quand on les interroge sur le sujet, de prétendre agir en porte-voix des « goûts du public ».

De la même façon, rappelle Umberto Eco, le populiste s'appuie non pas sur le peuple auquel il en appelle, mais sur la projection idéale et fantasmée d'une assemblée entièrement vouée à sa cause, dont la fonction principale est d'approuver son action.

On peut donc établir un premier parallèle, en quelque sorte, entre l'appel au peuple paré de toutes les vertus, nœud gordien du populisme, et l'invocation ou la recherche de la « demande du public » en matière de programmation et d'information médiatique. Dans l'un et l'autre cas, c'est un argument de volonté majoritaire et de logique populaire qui valide la démarche. Le

<sup>7</sup> Alain ACCARDO, *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Le Mascaret, 1995.



nombre vaut vérité et légitimité ; à ce titre « le » public, à l'instar du peuple, n'a jamais tort.

Nulle trace de rejet des élites, certes, dans le propos d'autojustification médiatique, mais tout de même : toute critique de choix éditoriaux au « ras des pâquerettes » se verra vite rembarée d'un cinglant « Tout le monde n'a pas forcément envie de regarder Arte »...

De ce point de vue, l'appareil médiatique est bien à l'image du leader populiste : il se pose, par son offre, en incarnation des aspirations profondes du peuple, ici, en matière d'information, de culture ou de loisirs, que lui seul prétend connaître. « Concrètement » et pas « intellectuellement ».

#### 4. L'information qui vous ressemble

On touche là à une autre caractéristique commune du discours populiste et d'une posture médiatique aujourd'hui dominante : la revendication d'un anti-intellectualisme qui préfère le bon sens, « mille fois plus parlant », du témoignage direct de « l'homme de la rue », aux abstractions des intellectuels<sup>8</sup>. De ce point de vue, il existe une tendance irrésistible dans la profession à considérer légitime ou diffusable tout point de vue qui émane des « gens », comme s'il s'agissait d'un avis étayé valant « preuve ». Loi de la proximité oblige.

Ainsi, on traitera sous forme de témoignages individuels ce qui pourrait, ou devrait, être abordé comme enjeu collectif : l'annonce de la fermeture d'une entreprise, par exemple, donnée à lire par le biais de ce que « ressentent », à chaud, des salariés qui viennent d'apprendre la nouvelle. « Aujourd'hui, constate Régis Debray<sup>9</sup>, pour être cru, il faut être cru, c'est-à-dire de plus en plus direct, vulgaire, sans apprêt... Tout ce qui est un peu trop cuit, trop réfléchi, déferé ou élaboré, passe pour arrogance ».

Le témoin n'est pas là, en général, pour penser ni même donner à penser. C'est-à-dire pour permettre à l'information d'articuler ou de relier

son vécu présent et personnel à ce que celui-ci porte en lui, pour toute la société, d'intérêt et d'implication communs. De manière générale, on constate un refus éditorial ou une incapacité professionnelle de traduire les épreuves personnelles en questions publiques (questions qui concernent la société toute entière). Résultat : le sans-abri dont on raconte, pour la énième fois, la galère, là, maintenant, dans l'immédiateté supposée de son calvaire hivernal, occulte le droit au logement en voie d'érosion, le mal logement ou les inégalités dans l'accès au logement décent.

On peut parler, à ce sujet, d'une forme d'autorité ou de domination, culturelle et sociale, de l'institution médiatique qui impose ses cadrages frontaux. Dans la logique démocratique, ce sont les citoyens qui déterminent quelles paroles ou quels discours sont légitimes alors que, dans la logique médiatique, c'est la parole des médias qui détermine quels citoyens sont légitimes à s'exprimer et comment ils doivent s'exprimer. En témoignent les pratiques journalistiques les plus courantes comme, lors des débats en plateau, « le droit illimité que s'accordent certains journalistes d'interrompre leurs (et surtout certains de leurs) interlocuteurs sans même écouter la réponse qu'ils s'efforcent de donner à leur question, ou comme la tendance de quelques autres à « traduire » agressivement, dans un langage d'une parfaite platitude, les propos un peu pensés de certains.. »<sup>10</sup>.

Même les propos « autorisés » (dans tous les sens du terme...), donc, on s'en rend compte, sont strictement encadrés. On préférera la parole d'un expert, surtout si c'est un « bon client », à celle d'un intellectuel. Car on a l'assurance que la première sera médiatique : brève et efficace, cantonnée à une approche spécifique, bien délimitée, des choses. Alors que l'on redoute que la seconde, capable de croiser différents points de vue et différents savoirs sur la vie publique, ne passe pour trop confuse ou trop politique... dans le format proposé : « Attendez, pardonnez-moi, voilà un débat qui peut nous mener très loin.

8 Ils sont souvent (dis)qualifiés comme « sociologues », on ne sait trop pourquoi, dans le jargon du milieu professionnel...

9 *L'Obscénité démocratique*, Flammarion, 2007.

10 « Jean BLAIRON, « *L'immodestie et l'appauvrissement, quelques commentaires sur le prétendu docu-fiction de la RTBF* », www.intermag.be, février 2007.

Il nous faudrait beaucoup de temps, malheureusement, ça nous manque ce soir. On va passer à un autre sujet », tranchait Antoine de Caunes en ce mois de novembre 2013, à l'attention de ses invités du Grand Journal de Canal+ qu'il anime<sup>11</sup>.

Au passage, ce sont non seulement les arguments construits qui font les frais de la suspicion systématique pour la complexité ou la radicalité, mais également les instances ou les acteurs intermédiaires susceptibles de les tenir de manière légitime en raison même de leur implication au cœur de la machine sociale.

Du coup, le cadrage du propos, toujours resserré, en fin de compte, quel que soit le format, garantit et permet de justifier que le débat (quand débat il y a) se tienne toujours aux marges d'une problématique et n'atteigne jamais le cœur du réacteur social par un questionnement explicite des fondements de ce dernier. Ceux qui se hasardent à déroger à ce principe (s'interroger sur le bien-fondé de l'emprise croissante du mangement privé dans les services publics, par exemple) se voient aussitôt taxés d'idéologues ou de... populistes. Tant il va de soi, dans la techno-vision simplifiée du monde qui anime le discours médiatique global, que l'« ordre des choses », le cœur du système n'est justement pas idéologique, lui : il apparaît, dans la représentation médiatique quotidienne, en tant que donne naturelle, apolitique, qui va de soi, mais jamais, ou presque, en tant que produit d'idées et de rapports sociaux en mouvement et en conflit permanent.

C'est-à-dire, si l'on veut pousser le raisonnement un peu plus loin, qu'il n'apparaît tout simplement pas dans l'information, et qu'il y est moins encore interrogé.

Certes, on n'attend pas des médias et des journalistes qu'ils se muent en agents de transformation sociale... Ce n'est pas leur rôle. Mais pas davantage que ne l'est l'attitude, conservatrice, inverse. Or, c'est, indirectement, ce à quoi mène le dispositif informationnel : il propose, chaque jour, une accumulation kaléidoscopique d'images souvent bouleversantes d'un

monde « qui va mal » ; mais il n'intègre pas, ou rarement, dans son approche, les cadrages, les points de vue ou les transversalités qui pourraient conduire à interroger ou à problématiser les causes profondes du « mal » en termes sociaux ou collectifs.

En mettant le monde « en scène » davantage qu'« en question », le discours médiatique central rend improbable une compréhension des déterminants de l'actualité présentée. Il véhicule de la sorte, selon Erik Neveu, « une vision du monde déférente pour l'ordre établi »<sup>12</sup>.

## 5. Simplification du réel et stéréotypes

Bien sûr, ont l'habitude de rétorquer les professionnels des médias, l'essence du métier est de rapporter les faits<sup>13</sup>. De livrer des informations, pas des savoirs. D'informer, donc, et non pas de former (moins encore de militer pour une cause quelconque). Mais « in-former » signifie aussi mettre, remettre ou mettre autrement des faits en forme, en lien les uns avec les autres, de manière à les rendre le plus signifiant possible. De manière à faire sens. Et à rendre, ainsi, plus facilement accessible la passerelle qui permet de passer des informations à la connaissance. Du moins, est-ce là une conception que l'on est en droit de se faire de ce que doit ou devrait être un journalisme résolument ancré dans son terreau démocratique.

Or, cette passerelle est de moins en moins praticable, à mesure que, dans l'évolution en cours, le journalisme *événementiel* prend le pas sur le journalisme *factuel*. Quelle différence entre les deux ?

Le mode de relation, plus que de traitement, événementiel de l'information dérive de la fonction devenue hégémonique de spectacle ou de divertissement de la télévision<sup>14</sup>. C'est pourquoi

<sup>11</sup> Daniel SCHNEIDERMAN, « Querelles de gauches au "Grand Journal" », Libération, 17 novembre 2013.

<sup>12</sup> *Sociologie du journalisme*, La Découverte, coll. Repères, 2004.

<sup>13</sup> « Le plus objectivement possible », s'empresment-ils d'ajouter, comme s'il pouvait exister un monde « objectif », extérieur à la subjectivité de celui qui le perçoit, ou comme si le journalisme constituait une pratique extérieure à l'environnement dont il rend compte.

<sup>14</sup> Comme l'a bien montré Neil Postman dans *Se distraire à en mourir*, éditions Nova, 2010 (1985 pour l'édition originale en anglais).

il s'exprime au mieux dans le rapport au direct ou dans la reconstitution factice des conditions du direct. Il cherche moins à exposer une pluralité de faits et de données, plus ou moins reliés entre eux, qu'à mettre en exergue l'impact d'une information : la force, le souffle, la vitesse, l'étendue, la singularité ou le caractère prétendument inédit de ce qui se passe.

Les lancements de sujets au JT, les face-caméra, les titres d'articles qui en dramatisent le contenu... : tout vise à resserrer le compte rendu de l'actualité sur l'unique effet d'extraordinaire, d'à peine croyable de ce qui arrive. La prédilection sans cesse plus marquée pour le direct y participe. Malgré son caractère flou, partiel, imprécis, la perception de l'événement sera, en effet, d'autant plus forte qu'elle se forme en direct, dans un rapport à l'instant découpé dans le vif. Elle se trouve comme surdéterminée par une sorte d'« autorité de la chose ressentie », explique l'essayiste et critique de médias Jean-Claude Guillebaud<sup>15</sup>. Et il sera bien difficile, si pas impossible, par la suite, de rectifier ou de corriger cette perception première en raison même de son impact.

L'événement-type, dans les codes contemporains de l'information, c'est ce qui *survient*, pour ainsi dire, ex nihilo, ce qui vient bouleverser l'ordre du monde, ce qui introduit une rupture, une discontinuité, une transgression dans l'ordre naturel, humain ou politique des choses. C'est en tant que tel, et seulement en tant que tel, qu'il vaut : dans le mouvement, la mise en mouvement et la nature du mouvement qu'il signifie pour les journalistes. Et ce, en regard d'un ordre perçu « normalement » comme stable, immobile, si pas immuable.

Dans cette conception figée, conservatrice, du réel, l'événement est rarement considéré comme le produit de la permanence ou de la structure : réalités ou concepts, en général, étrangers aux façons de voir des professionnels de l'information. Il semble, donc, logique à ceux-ci d'« angler » leurs sujets sur l'événement et lui seul, puisque c'est lui, à leurs yeux, qui crée le mouvement, et non le mouvement

invisible, non perçu, du réel du monde qui produit l'événement.

De ce point de vue, explique bien le sociologue Alain Accardo, l'événement médiatique a statut de « désordre », d'accident regrettable et momentané, sorte d'inconvenance soudaine et extérieure à l'ordre des choses, présumé, lui, relever de l'harmonie ou d'une harmonie souhaitable. « Les choses devraient, espérons-le, rentrer rapidement dans l'ordre », croit pouvoir ponctuer le commentaire journalistique. Pour qui ? Pourquoi ? Avec quels résultats ? Au prix de quoi ? Et, surtout, de quel ordre parle-t-on, ou, plus exactement, ne parle-t-on pas ?

Tout se passe comme si l'on avait affaire à une sorte d'ordre ou de réel voué à une existence en apesanteur. Un irréel, pour ainsi dire.

Le mouvement de l'événement est également signifié par la mise en mouvement de la machine d'information, elle-même. C'est particulièrement palpable en cas d'emballlement médiatique. *L'emballlement*, c'est un processus collectif d'entraînement mutuel et autoréférentiel : chaque rédaction se met sur « le coup » parce que les concurrents le font, eux aussi, parce que l'on anticipe qu'ils vont le faire, ou de peur d'être seul à ne pas le faire... Une dynamique de surenchère spontanée se met, alors, en place qui augmente, globalement, le volume de l'espace ou du temps éditorial qui peut être consacré à l'événement qui sera jugé « plus événementiel » que d'autres.

L'effet général conduit à une mobilisation de forces et de moyens très souvent disproportionnée, qui gonfle artificiellement l'importance relative de l'événement par le seul bruit de bottes médiatique. Quitte à en faire retomber rapidement l'impact, par la suite, en raison d'un effet de saturation. Quitte aussi à donner l'impression « postmoderne » que tout se vaut...

Pareil journalisme événementiel, on l'aura compris, laisse peu de place, dans l'information, à l'analyse des faits, à leur contextualisation, c'est-à-dire leur insertion dans des processus de généralisation, d'analogie, d'inférence, d'implication... Il abonde, en revanche, en généralisations abusives, en inductions impropres, en amalgames douteux, en témoignages à chaud pour tout matériau d'enquête...

<sup>15</sup> *Ecoutez voir!*, Arléa, 1996.

En résulte une construction - ou une déconstruction - du réel simplifiée à outrance.

Isolée de son contexte, découpée du terreau vital qui le produit, l'actualité devenue événementielle n'est tout simplement plus irriguée ou irrigable de son sens profond ; elle se trouve littéralement dévitalisée. Alors, naturellement, elle se fige, dans l'instantanéité du temps de l'information en continu et elle se décompose, d'elle-même, en une série d'instantanés, c'est-à-dire de clichés. Et un cliché, c'est aussi ce que l'on appelle un stéréotype.

C'est là, aussi, on l'a vu, un des traits de la dynamique populiste : simplifier à outrance la complexité du réel, les contradictions ou les tensions inhérentes à tout groupe humain ou à toute réalité sociale, pour les rabattre sur la structure polémique identitaire du « eux » (les décideurs politiques et les élites parasites) contre « nous » (le bon peuple).

De la même manière, le journalisme dominant doit se faire violence, sortir de ses réflexes acquis - ce qui arrive parfois -, pour rendre compte des mouvements ou des tensions de la société en tant que produits de rapports sociaux dynamiques, pluriels et entrecroisés, portés presque toujours par des acteurs collectifs. Habituellement, c'est un de leurs cadres interprétatifs majeurs, les médias d'information de masse traitent des choses comme si celles-ci avaient une existence en soi, ou comme si elles résultaient de la seule action ou volonté d'individus tout puissants.

Bien sûr, les journalistes doivent simplifier pour être compris dans les formats d'expression et dans l'espace-temps qui leur sont assignés par les impératifs d'une fabrication à la fois « sexy »<sup>16</sup> et « low cost »<sup>2</sup> de l'information.

Dans ce cadre, l'info se trouve de plus en plus - et de plus en plus exclusivement - racontée, bien davantage qu'elle n'est problématisée. La narration, hier, était un vêtement qui devait habiller le contenu informationnel de manière

à le rendre attrayant et à permettre de pouvoir accéder plus aisément au sens de l'information. Désormais, c'est l'habit, seul, qui est supposé faire sens. Et le critère d'excellence professionnel reconnu devient celui de la « bonne histoire » que l'on saura raconter au mieux en peu de temps, c'est-à-dire en faisant appel à ce qui est immédiatement accessible dans la boîte à outils mentale (des journalistes et du public) : les a priori, les stéréotypes, les idées reçues, les lieux communs, les mythes de l'imaginaire collectif d'une société.

Le poète et romancier Bernard Noël utilise l'expression de « sensure » pour définir cette privation de sens, et non de parole. Au contraire : l'inflation verbale propre au culte de l'information fait mine de nous gaver de savoirs tout en vidant les mots de leur sens.

## 6. Créer un lien charnel

L'effacement continu dans l'information de ce qui relie, de la fonction de médiation, nous renvoie à la question posée par Jacqueline Fastrès : « *Les médias peuvent-ils encore être des media ? En gagnant un accent et un s, ont-ils perdu leur nature d'intermédiaire pour devenir autre chose et quoi ?* »<sup>18</sup>.

L'évolution globale actuelle, de fait, tend à vouloir éliminer toujours plus, en télévision surtout, la distance entre l'événement et le public.

La prédilection de plus en plus marquée pour les directs dans les stratégies éditoriales de l'information audiovisuelle en est un indicateur parmi d'autres. Il en va de même du recours de plus en plus fréquent à des éditions spéciales qui entendent « coller » à l'actualité en cas d'événement majeur imprévu : catastrophe industrielle ou naturelle, décès inopiné d'une personnalité marquante, attentat... Dans ces moments exceptionnels, plus encore que dans

<sup>16</sup> Pour passer la rampe de la sélection de l'information retenue en conférence de rédaction, un sujet ou/et le traitement qui en est proposé, se doivent d'être « sexy », selon une formule entrée dans le langage du « ça-va-de-soi journalistique » pour définir ce qu'est un « bon » sujet.

<sup>17</sup> La précarité généralisée des conditions de travail et de rémunération pour la plupart des jeunes (et moins jeunes) journalistes indépendants, travaillant en dehors de la protection de conventions collectives de travail, est régulièrement dénoncée par les organisations professionnelles et par les syndicats. Alain Accardo y a consacré un ouvrage, *Journalistes précaires*, Le Mascaret, 1998.

<sup>18</sup> [http://www.intermag.be/images/stories/pdf/media\\_associatif.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/media_associatif.pdf)

d'autres, le direct alimente un effet de présence, l'impression d'une prise en direct sur l'événement en train de se dérouler. Une impression de « *présent absolu* »<sup>19</sup>.

Le « 11 septembre 2001 » est devenu le paradigme de cette couverture de l'événement au plus près. Pas tant dans l'espace, comme hier, par la présence de reporters ou d'envoyés spéciaux dépêchés sur les lieux de l'actualité jugée importante. Mais dans le temps et à tout propos.

C'est bien là le sens du présent perpétuel dans lequel baigne - ou entend baigner - toujours plus la sphère médiatique. Elle accompagne, en ce sens, en même temps qu'elle l'alimente, l'évolution des sociétés modernes qui oublient leur passé et peinent à penser leur avenir. Après l'avènement des chaînes d'information en continu, voici vingt ans, le phénomène s'est amplifié avec la marée continue des flux numériques de nouvelles, que l'on s'enorgueillit de « gérer en temps réel », dans une sorte de culte hystérique de la suractivité permanente. Comme elle ne se retire jamais, cette marée recouvre et efface toutes les traces qui pouvaient exister d'un « auparavant », au profit de la manifestation d'un pur présent.

La réactivité immédiate est devenue à ce point culturellement dominante, dans le secteur de l'information, qu'elle contamine les autres formes de traitement de l'actualité. Et cette « dictature de l'urgence », selon l'expression de l'ouvrage éponyme de Gilles Finchelstein<sup>20</sup>, comprime non seulement, en cascade, les délais de production des informations mais, de l'autre côté de la barrière, elle accélère également le rapport social au temps perçu : celui-ci apparaît à la fois « accéléré, compacté et saturé ». La limite, souligne Finchelstein, c'est que « le mouvement n'est pas synonyme de sens ».

Désormais, en effet, dans son positionnement stratégique, un média d'information rapporte moins l'événement au public qu'il n'estime devoir en faire partie, comme s'il s'agissait

d'une valeur ajoutée de l'enseigne à la relation qu'elle entretient et monnaie avec ses clients. En collant à l'événement, il entend faire valider l'idée qu'il « collerait », lui-même, à son public et aux aspirations de celui-ci.

A l'ère numérique de la diffusion multimodale, il s'agit moins, pour une marque médiatique, de servir l'information que de créer un lien personnel et charnel avec son public qui n'aime rien tant qu'on lui parle de lui. Il s'agit de le fidéliser en stimulant ses pulsions en permanence, bien plus qu'en fixant son attention. On lui offre, au besoin, pour cela, des tablettes, c'est-à-dire les outils-supports mêmes par lesquels on entend établir ce lien. Le support devient la fin en soi, en quelque sorte, alors que l'information et l'actualité du monde, elles, se trouvent ramenées au rang de simples instruments, de faire-valoir des supports technologiques à finalité commerciale.

Ce n'est pas nouveau. On trouve là, si on veut, un prolongement de l'injonction à la proximité intimiste née de l'avènement des télévisions commerciales des années 1980, et des animateurs-producteurs qui y ont fait recette. Ceci dans un climat culturel de défiance croissante entretenue vis-à-vis de ce qui relevait du collectif ou de l'institutionnel par la *reconquista* libérale du « tout à l'individu ».

Pour qualifier l'évolution actuelle du phénomène, l'analyste de la vidéosphère Régis Debray parle, d'ailleurs, de « démocratisation du narcissisme ». C'est sur les écrans, soutient-il, que la fièvre du « moi, je » (qui traduit la perte d'influence des « grandes instances de transcendance ») trouve le mieux à s'exprimer : sur petit écran, note Debray, il n'y a pas de place pour un groupe ou pour le peuple ; « les écrans n'aiment que le peuple, c'est-à-dire les gros plans ». Même les éditorialistes de la presse écrite ont leur visage, désormais, qui accompagne leur article.

Cette prégnance de l'iconique participe elle-même, selon Debray, à la démonétisation du rôle d'intermédiaire des médias. Car elle dévalue la parole de l'époque du livre au profit d'une mise au premier plan « du parleur, d'un visage, d'une silhouette, de signes de reconnaissance,

<sup>19</sup> Selon l'expression de Jean-François Tétu (Cité par DEMERS, François, & LECLERC, Gérard, « La métaphore du "direct" ou le triomphe des reporters », in *Les Cahiers du journalisme*, n° 15, hiver 2006, pp. 206-229).

<sup>20</sup> *La dictature de l'urgence*, Fayard, 2011.

de ce qu'on appelle une "présence" ». Et de la présence au présent, il n'y a qu'un point : « On passe de la ligne au point : de la ligne historique d'un passé vers un avenir, remplacée par le pointillisme du présent. »

## 7. Journalisme dépolitisé

Résumons. Les codes de l'événementiel, du présent perpétuel, combinés, à ceux du simple, du court et du *vite fait*, nourrissent un processus à l'œuvre, depuis des années : la dépolitisation de la lecture médiatique du monde. Ce qui est à regretter, c'est la disparition, à la fois culturelle et structurelle, d'un regard politique comme outil privilégié d'une vision *transversale, décloisonnée, hétérogène des choses*.

La politique, elle-même, apparaît rarement dans l'information pour ce qu'elle est ou devrait être davantage aux yeux de tous : le lieu d'intersection et de médiation de tous les domaines de la vie en société. Elle se trouve ramenée, la plupart du temps, soit à sa théâtralisation antagoniste (intrigues et rivalités interpersonnelles émaillent la lutte pour le pouvoir entre les protagonistes : Reynders/Michel, Fillon/Coppé...), soit à sa mise en stratégie (comment se positionnent les uns et les autres, plutôt que pourquoi), soit au management fonctionnel, gestionnaire, déconnecté de toute finalité ou de volonté « positive » de construction de l'avenir, soit encore à sa privatisation ou à sa pipolisation.

On assiste, en fait, à l'effacement ou, plus exactement, à l'expropriation de la politique hors de la sphère publique médiatisée. Il y a quelques décennies, on disait que tout était politique ; aujourd'hui, la seule chose qui compte, c'est que l'économie fonctionne.

Pareille dépolitisation du journalisme et de l'information alimente la perméabilité aux discours populistes.

Ainsi, par exemple, la reprise - en boucle et sans distance - dans les commentaires, de l'expression généralisante « ras-le-bol fiscal » à propos de la dynamique des manifestations contre l'écotaxe en Bretagne, à l'automne 2013 : la formule est non seulement dépréciative vis-à-vis

d'une initiative somme toute appréciable par sa finalité et par sa vision *politique* de l'intérêt général (parmi d'autres, concurrentes, possibles) ; mais elle introduit également une correspondance abusive, car réductrice, entre un sujet très spécifique au contenu particulièrement pointu et technique, et un mode d'expression prétendument « populaire » et en passe de s'étendre.

Dans ce feuillet, comme dans d'autres, l'angle de traitement médiatique restera, pour ainsi dire, identique du premier au dernier épisode : la remise en cause par « les Bretons » de ce que l'on a appelé, en son temps, en Belgique, la « rage taxatoire » gouvernementale ; rien ou très (très) peu, en revanche, sur les causes objectives, conjoncturelles et structurelles, du marasme grandissant de l'économie bretonne. C'est que la dépendance de l'économie régionale à des activités faiblement compétitives et fortement exposées à des mesures concurrentielles prises ailleurs constitue un cadrage moins simple à mettre en images et en commentaires que le cli-vage « hype » du moment, en France : « eux » (les vampires de l'Elysée, de Matignon, de Bercy...) contre « nous » (le bon peuple vache à lait).

Il est un autre trait représentatif du discours populiste qui affleure dans cette « démocratie d'opinion » de l'instant médiatique : la dénonciation souvent unilatérale des lourdeurs et des vicissitudes de la puissance publique alterne avec l'incompréhension ou l'agacement de la parole journalistique face aux règles bureaucratiques institutionnelles de la prise de décision et de l'application sur le terrain des décisions prises. « Comment pouvez-vous nous expliquer que vous n'ayez rien fait depuis dix mois ? », s'emportait, il n'y a pas si longtemps, un animateur de débat politique dominical à l'adresse d'un représentant de la Protection de la jeunesse suite à une séquence d'actualité portant sur la « criminalité juvénile ».

Certes, c'est le rôle des médias de se faire l'expression d'une demande sociale devenue beaucoup plus forte et proactive aujourd'hui qu'auparavant à l'égard des dépositaires de pouvoir. Mais on pointerait deux limites à la démarche.

On note, d'une part, une sorte d'obsession unilatérale à ne retenir du politique que ses déficits ou ses errements, au détriment de ses réali-

sations effectives, grandes ou petites. Il y a parfois, à cet égard, comme une jubilation perverse, de la part de certains journalistes politiques (et au delà), à mettre en exergue les frustrations, réelles ou supposées, de « l'opinion », face à une crise politique qui se prolonge, ou à nourrir, artificiellement, le sentiment d'urgence ou d'impotence « record », par un décompte systématique des jours qui passent « sans gouvernement ». Sans qu'il soit besoin pour cela de s'immiscer dans les échanges internes des rédactions, on peut relever, régulièrement, une forme visible de jouissance ou de cynisme à voir un mandataire politique s'enfoncer à la faveur d'une controverse qui le touche.

D'autre part, depuis qu'ils se sont émancipés, eux-mêmes, de toute forme d'obédience sociopolitique qui les ancrerait, en Belgique, dans l'un ou l'autre des « piliers », les médias tendent à se substituer, ni plus ni moins, à ces mêmes organisations intermédiaires. Mais avec les parts d'audience, plus que l'intérêt général, pour objectif premier. Tantôt ils ignorent le rôle légitime de corps intermédiaires (partis, institutions, administrations, syndicats...) pourtant encore bien présents, quoi qu'en dise le refrain sur leur « disparition » ou disparition programmée. Tantôt ils décrivent ou disqualifient ceux-ci (indice, somme toute, de la persistance de leur action, si pas de leur influence). Tantôt encore, ils les ringardisent ou, au contraire, ils cherchent à les « moderniser » en les rendant moins austères : c'est la marque de fabrique de « *l'infotainment* », l'information spectacle des talk-shows, par exemple, qui entendent rendre la politique plus passionnante ou plus divertissante, « obligeant » le personnel politique (entre autres) à se mettre au diapason...

Quel que soit le procédé, le résultat est le même : l'existence et les enjeux d'intérêts collectifs (éventuellement opposés) se trouvent occultés au profit de la représentation d'une infinité d'intérêts individuels séparés. Cette vision s'inscrit, à l'insu souvent de ceux qui contribuent à sa construction, dans la droite ligne de ce que prônait, dans les années 1990, le « Manifeste du citoyen » du Guy Verhofstadt ultralibéral de l'époque.

Une fois encore, un tel effacement du sens social mais aussi des finalités et de la puissance d'action collective de la politique rend le monde, vu par les médias d'actualité, incompréhensible. Et l'incompréhension qui en résulte, est grosse de fatalisme (« De toute façon, qu'est-ce qu'on peut faire ? », entend-on souvent autour de nous). Le sentiment d'impuissance prévaut et, avec lui, une bonne part du désarroi contemporain. Car c'est bien la capacité d'agir, de réagir, qui se dégrade aujourd'hui dans le corps social...

## 8. Déjà-vu démobilisateur

On touche ici à un point clé pour le secteur de l'éducation permanente : c'est le lien entre l'information (le fait d'être informé) et le binôme réflexion/action.

A l'heure de l'information planétaire et continue, toutes les horreurs révoltantes et les injustices de ce monde nous sont, grosso modo, connues : comme le notent Luc Chatel et Philippe Merlant, « *ce n'est quasiment jamais un manque d'information qui nous confine dans l'inaction* »<sup>21</sup>.

Ce serait plutôt l'inverse : le flux croissant de l'information, sa répétition, son accélération, son « bruit » font barrière à l'action. La force de pesanteur médiatique est telle que l'on en reste figé, comme paralysé, à attendre les prochaines informations, la suite de la série quotidienne des malheurs du monde. On allume machinalement la radio, le matin, moins pour savoir ou pour comprendre que pour « être au courant »... de ce qui a encore bien pu nous tomber dessus pendant la nuit<sup>22</sup>.

L'essayiste François Brune montre comment la fièvre médiatique autour d'un drame ou d'une catastrophe, loin de donner prise sur le réel ou de susciter un effet d'identification, produit, au contraire, sur le public un effet de prostration démobilisateur : « *Le public n'est là que pour regarder, s'émouvoir et se taire, écrit Brune. Et moins il se sent acteur en face du tragique du monde contemporain, plus s'accroît en lui le besoin compensateur d'en consom-*

<sup>21</sup> Médias. *La faillite d'un contre-pouvoir*, Fayard, 2009.

<sup>22</sup> La Mal Info. *Enquête sur des consommateurs de media*, L'Aube, 2006.

mer le spectacle. Pulsion consommatrice, pulsion compensatrice. »<sup>23</sup>

De même, les stéréotypes de l'écriture médiatique, des dispositifs de parole et de mise en forme, conçus pour capter le public, y parviennent tellement bien qu'ils accentuent effectivement la passivité du public. La consommation ininterrompue du spectacle tragique du monde nous rend, en effet, celui-ci faussement familier. Avec cette impression d'assister, de jour en jour, à la même représentation théâtralisée, en dépit de la relative diversité de l'actualité : on regarde les scènes de désolation aux Philippines, après le passage du typhon, comme si « on connaissait déjà tout ça »<sup>24</sup>.

« Tu ne regardes pas le journal ? », s'enquiert l'un. « Non, je l'ai déjà vu hier », répond l'autre en boutade... L'information des grands médias, en dépit de l'infinie variété de titres, de chaînes et de contenus, est comme une ritournelle qui vous trotte en tête : elle est presque toujours porteuse d'une impression de déjà dit, de déjà vu ou de déjà entendu, d'un sentiment de forte prévisibilité des mots, des formules ou des cadrages utilisés.

De la même façon, les contenus des discours populistes peuvent varier du tout au tout selon les lieux et les moments ; mais ils ont en commun une forme qui fait passer un « souffle », une « petite musique » à eux, qui diffuse des tonalités familières, des mots reconnaissables, des analogies interprétables pour ceux qui sont dans le besoin ou dans l'attente de changement. Aussi flous puissent être les contenus de ces discours, la forme, la tonalité sont de nature à susciter de la reconnaissance, d'abord, de l'appartenance, ensuite, de l'adhésion, enfin : le « programme » importe moins que le sentiment de confiance inspiré par l'illusion d'avoir affaire à un orateur qui « nous » ressemble ou qui « nous » connaît, et qui est, dès lors, mieux à même de nous défendre contre les périls qui nous menacent.

23 In De *l'idéologie aujourd'hui*, Parangon/Vs, 2005. Lire aussi, du même auteur, « *Les Médias pensent comme moi !* ». Fragments du discours anonyme, L'Harmattan, 1997.

24 Les idées reçues, disait Bourdieu, le sont parce qu'elles sont déjà présentes en nous avant même d'être émises.

« C'est la répétition et la manipulation de la forme qui rendra le discours populiste plus percutant et plus audible que d'autres », note Alexandre Dorna<sup>25</sup>.

On peut avancer la même hypothèse au sujet du discours médiatique et de ses propriétés reconnaissables entre toutes. Dans ce cas, aussi, il s'agit de créer un « nous » autour du titre ou de la chaîne en faisant le public se sentir comme chez lui face à l'information. Cela ne peut être que positif, serait-on tenté d'en déduire. Sur un plan commercial, sans doute : chacun a une préférence pour sa chaîne ou pour son journal.

Si on peut postuler, donc, que l'identification à la marque en sort renforcée, il en va tout autrement en ce qui concerne l'hypothèse d'une identification aux contenus de ses programmes. C'est pourtant ce qui est visé, nous dit-on, par le recours permanent à la mise en scène de l'émotion, de la dramatisation, du vécu en temps réel : il s'agit de créer un cadre, rassurant par la familiarité de ses codes, de nature à favoriser le rapprochement, si pas l'identification, avec les victimes, les malheureux, les « sans » de toutes sortes.

Or, c'est l'inverse, croyons-nous pouvoir poser, qui est produit. Un article de la revue *Science*<sup>26</sup> a montré que la familiarité artificiellement entretenue avec ce que l'on croit connaître ou reconnaître facilement, tend à renfermer les individus sur eux-mêmes plutôt qu'à tisser un fil avec autrui. C'est, en tout cas, ce que prétend démontrer une expérience menée par des chercheurs de la *New School of Social Research* de New York sur les effets empathiques de la fiction littéraire sur des individus qui sont exposés à des œuvres d'art en la matière...

Dans la mesure où elle se caractérise par sa singularité, par son originalité, une telle œuvre ne renvoie le lecteur à rien de connu ; elle le met en porte-à-faux par rapport à son système intégré de connaissances et de certitudes. Par rapport à ses a priori, pourrait-on dire. Ce qui l'oblige à sortir de son environnement familier,

25 Professeur de psychologie sociale et politique à l'Université de Caen.

26 "Reading Literary Fiction Improves Theory of Mind", *Science*, octobre 2013. <http://www.sciencemag.org/content/342/6156/377.abstract>



de lui-même, pour chercher des clés en dehors de soi. Ce qui correspond, au passage, à la définition de l'éducation : s'élever au-dessus de soi.

Ce faisant, on active, chez les individus, la capacité de « décentrement » de soi, opération productrice d'empathie : le déplacement de l'esprit et de l'émotion, leur mise en mouvement vers l'autre. Cette capacité n'agirait pas, en revanche, chez les sujets qui restent confrontés à des schémas connus ou prévisibles qui consolident l'ancrage de nos attentes affectives ou de nos a priori cognitifs.

Autrement dit, nous ne pourrions faire preuve d'empathie, c'est-à-dire de capacité à partager les émotions ou les désirs d'autrui, ou à deviner l'état d'esprit des autres, susceptibles de différer des nôtres, qu'en état d'éveil ou de conscience pleinement activée. Ce que contrairement, précisément, plus qu'il ne le permet, l'état de sidération autocentré dans lequel nous plonge l'éternel retour du même sur nos écrans par le truchement des dispositifs de séduction routiniers.

On aurait affaire, d'une certaine façon, à un mécanisme intégré au subconscient de la machine médiatique qui ancrerait un peu plus encore l'incapacité à se représenter ce qu'il en est véritablement de l'Autre, l'impossibilité, comme dit Kant, de « *penser à la place de tout autre être humain* ». Cette version moderne d'une cause de la « banalité du mal », décrite par Hannah Arendt, va de pair avec la croyance très présente - car fortement entretenue - chez l'individu contemporain qu'il peut être indépendant de tous les autres, comme s'il n'avait besoin de personne. Ce qui alimente, chez lui, un réflexe obsessionnel de se protéger d'autrui.

Et des journalistes peuvent accentuer encore, comme si besoin était, ce sentiment en choisissant de relater sans la moindre distance, ni pensée de leur responsabilité sociale, ce fait divers (parmi une infinité d'autres possibles) qui a vu un ménage se faire voler, chez lui, par deux personnes sans-abri qu'il avait accueillies chez lui. Au risque de pousser toujours davantage de gens à se détourner un peu plus, au lieu de l'inverse, de l'attention à la solidarité et au vivre-ensemble, et à ne garder comme trace tangible

des « événements » de l'actualité que plus de recours aux stéréotypes.

## 9. Hyper information et solitude

Ce constat, à mon sens, doit poser question, ici, moins aux journalistes, qu'aux acteurs collectifs qui cherchent à intervenir sur le cours des choses, à transformer le monde, et qui, dès lors, cherchent à « mobiliser » pour ce faire. Il leur revient d'interroger leurs propres méthodes d'éveil, de sensibilisation ou de conscientisation dans un univers où un environnement où les promoteurs de l'information n'hésitent pas à tenir un discours autojustificateur fallacieux dans lequel ils se présentent comme les derniers à veiller et les premiers à oser dénoncer. Un environnement, de toute façon, qui est saturé de communication, d'information à visée alarmiste et sensibilisatrice.

Ce que l'on constate, de plus en plus, c'est que, en dehors des actions ou des mobilisations syndicales organisées, plus ou moins suivies, la plupart des gens ne sortent que de temps à autre de cette forme d'hébétude sociale. Brusquement. Si pas violemment. Lorsqu'ils sont réveillés par l'un ou l'autre courant de type populiste, justement, par exemple. Une vision négative est, alors, souvent à l'œuvre et met en branle des mouvements de protestation qui stigmatisent l'autre qui menacerait notre cocon.

L'interpellation injurieuse dont la ministre française de la Justice Taubira a été l'objet, l'autre jour, à Angers, peut être lue comme une illustration de cette dérive : une manifestation de ce qu'un populisme politico-médiatique ambiant, culturel, en quelque sorte, est en train de faire sauter les verrous de la civilisation.

C'est ce que l'économiste Jacques Généreux a appelé « la grande régression » : sous l'emprise hypnotique du régime de discours dominant à l'œuvre, la civilisation est en train de se défaire des barrières de culture et d'éducation qui s'opposaient à l'expression des instincts les plus archaïques. De fait, renchérit le linguiste et philosophe politique italien Raffaele Simone, le discours néo-populiste du « nous, pas eux », du

42

« c'est à moi, personne d'autre n'a le droit d'y toucher »... a pu s'imposer parce qu'il a quelque chose de « naturel », de « primaire », que l'on retrouve à la base du comportement des petits enfants. Ce « nouveau » courant, explique-t-il dans son ouvrage *Le Monstre doux*, présente une formidable capacité à intégrer les valeurs de « notre époque consumériste et individualiste, pragmatique et dépolitisée, médiatique et pressée, décultivée et rétive à l'intelligence dans toutes ses expressions ».

Le populisme d'aujourd'hui, lorsqu'il en appelle au « vrai peuple » exploite moins des références identitaires déterminées qu'il ne se focalise sur la notion, plus volatile, de culture. Ce qui prévaut, dans son discours, c'est le sentiment d'être toujours culturellement menacé, quel que soit l'objet ou le groupe sur lequel se fixe, de façon mouvante, l'identification de cette menace (l'Islam, la mondialisation, les demandeurs d'asile...).

Ce tropisme culturel est adapté à la société consumériste actuelle de flux, dans laquelle circulent, à grande vitesse, des opinions, des envies, des modes, sans stabilité idéologique ni cohé-

rence autre qu'une succession sans fin de stimuli évanescents<sup>27</sup>. A l'image des réseaux fluctuants dans lesquels l'individu moderne évolue, sans attachements durables. C'est ce que le sociologue Zygmunt Bauman appelle la « société liquide ».

Et la médiasphère participe à cette liquéfaction en disséminant, à travers une multitude de supports, une information atomisée, non reliée au sens et surfant, sans mal, dès lors, sur les contradictions de la « société liquide ».

Ceci, en soi, ne s'apparente pas à du populisme. Ce qu'il l'est davantage, c'est l'illusion de cohérence de la démarche que prétend bâtir l'appareil médiatique : il recourt, dans son fonctionnement, à la puissance purement formelle de l'émotion, de la fascination, de la sidération et de la peur pour donner le sentiment d'être connecté à « son » public et à sa demande. De la même manière, en somme, que le discours populiste semble surmonter toutes les fluctuations de l'opinion et des objets de mode ou de préoccupation en prétendant être connecté avec le sens commun par le fait qu'il « sent » la vérité du peuple.



27 Raphaël LIOGIER, *Ce populisme qui vient*, Textuel, 2013.



# 6 Populismes et mouvements sociaux

Par Marc MAESSCHALCK – philosophe (UCL-CPDR, ISCO)

À la question de savoir si le populisme tel qu'il apparaît aujourd'hui sur la carte politique européenne représente ou non une menace pour les options défendues par les mouvements sociaux progressistes en démocratie, ma réponse sera oui ! Mon objectif sera d'indiquer ici les conditions qu'il faudrait remplir pour être en mesure de réagir à cette situation et de reprendre l'initiative politique sur ce terrain.

À titre de préambule de cette réflexion, je rappellerai qu'en 2005, Christian Boucq et moi-même avons publié un ouvrage sur l'extrémisme de droite<sup>1</sup>. Il est sorti en période électorale suite à plusieurs formations politiques dans différents mouvements sociaux progressistes. Dans ce contexte électoral, l'ouvrage a reçu un réel écho. Au niveau syndical, la CNE en a favorisé un usage massif et a organisé plusieurs événements autour de son contenu. La Centrale de l'Alimentation a consacré un séminaire de permanents à la méthode proposée par l'ouvrage. On a aussi discuté de l'ouvrage dans plusieurs fédérations régionales du Mouvement Ouvrier. Mais, une fois l'alerte électorale passée, l'intérêt pour cet enjeu s'est rapidement éteint. De plus, la question des lieux propices de réaction s'est aussi justement et légitimement posée : même s'il est entendu qu'un permanent syn-

dical ou un délégué syndical en entreprise est un relais d'éducation permanente fondamental dans l'action collective, il n'en reste pas moins que sa mission première n'est pas la formation politique de ses affiliés. Le rythme électoral suivi par les fédérations laisse au calendrier l'initiative de la mobilisation et de la réaction, si bien qu'il faut parfois attendre quatre ans avant qu'on ne relance un débat sur l'enjeu de l'extrémisme ou sur celui du populisme, alors que les médias reviennent régulièrement sur cette question, en fonction notamment des agendas différents des autres pays. Il nous est arrivé aussi, à Christian Boucq et à moi-même, d'intervenir sur ces questions dans d'autres secteurs liés à la gestion du chômage (personnel d'une fédération) ou de la santé. Mais, de nouveau, au-delà du jeu de questions/réponses par rapport à certaines interpellations du public et au-delà d'un certain héroïsme individuel, aucune solution structurelle ne peut vraiment être apportée sans un suivi sur le moyen et le long terme.

Face à cette situation et par manque d'investissement dans un suivi des combats politiques de fond dans des lieux de coordination structurants, les responsables des mouvements progressistes ont souvent choisi la voie d'un discours rassurant visant à minimiser les risques et à insister sur les chutes de certains résultats électoraux de manière à valider les hypothèses de votes-sanctions, provenant d'une masse in-

<sup>1</sup> Cf. Marc Maeschalck et Christian Boucq, *Déminons l'extrême droite*, Couleur livres, Bruxelles, 2005.

différente et versatile, généralement sans grand lendemain.

Ma première question sera de savoir s'il faut continuer dans cette ligne politique de l'autruche, à savoir minimiser les risques du populisme dans la situation actuelle. La seconde question sera celle de mieux comprendre les caractéristiques de ce mouvement politique. La troisième, enfin, les conditions à remplir pour une reprise de l'initiative politique.

Faut-il minimiser les risques représentés par la « fièvre populiste » en Europe ?

La thèse que je défendrai ici est que, sur un terme d'une trentaine d'années, ou, symboliquement, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, le mouvement d'adhésion à des partis populistes et les scores électoraux affichés par les formations composites que les analystes relient à cette mouvance consistent dans un processus à la fois cyclique et croissant ! Autrement dit, effectivement, il existe, par pays, des périodes de régression, voire des échecs cuisants rencontrés par des formations politiques, notamment après un passage au pouvoir. Ce processus semble vérifier l'idée qu'il ne s'agit que de brèves montées de fièvre et que l'électorat sanctionnant se détourne ensuite de cette pente, déçu de la réalité qu'il découvre. Or, cette lecture est trop rapide parce qu'elle ne s'intéresse qu'au moyen terme et ne tient pas compte d'une tendance plus lourde qui est l'augmentation des scores récurrents de ces formations ou de nouvelles formations émergentes reprenant le même terrain en assimilant les erreurs tactiques des formations précédentes. On peut affirmer que, depuis les crises de 2008 et 2011, ce mouvement s'est largement confirmé, précisément dans le cadre non pas d'une crise conjoncturelle mais bien d'une crise de système, depuis longtemps latente et dénoncée par ces factions politiques.

Sur le premier aspect du mouvement, l'aspect cyclique, c'est une tendance que nous connaissons bien en Belgique, puisque le recul du « Vlaams Block - Belang » a été suivi par un bref sursaut du CD&V pour conduire, ensuite, en pleine crise de régime, à un raz-de-marée toujours mal contenu de la N-VA. L'échec du Vlaams Belang (ni d'ailleurs le succès de la

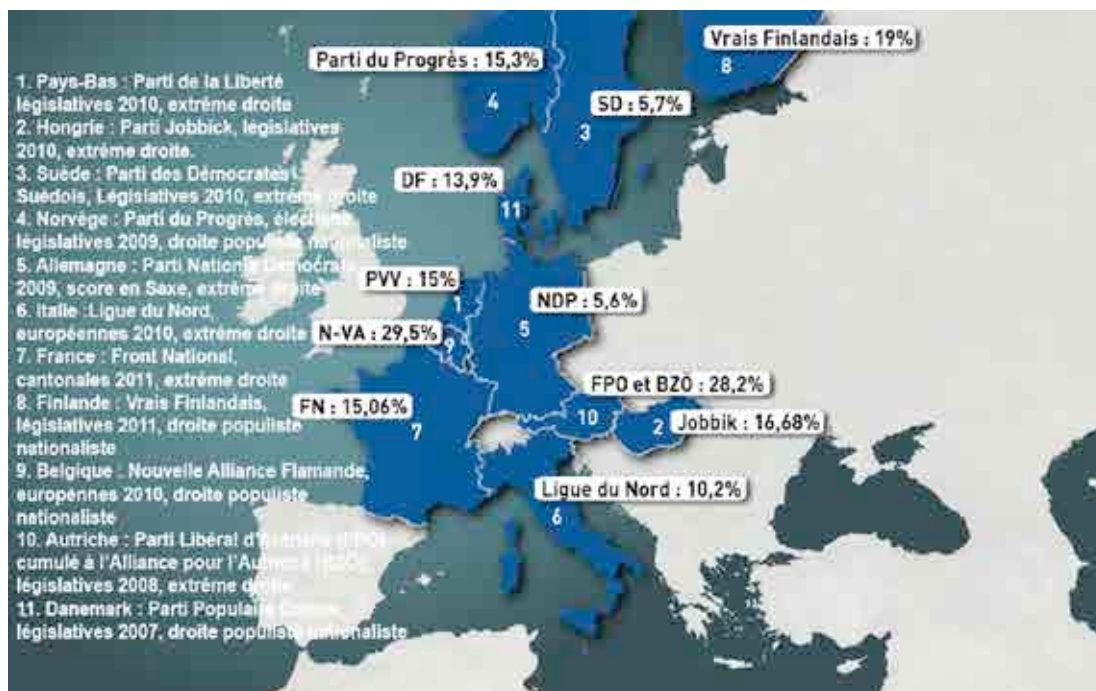
N-VA, comme nous le verrons ensuite) n'est pas un phénomène isolé en Europe. Entre 2004 et 2008, plusieurs formations populistes subissent un net recul ou s'écroulent, notamment en Pologne où la Ligue des Familles Polonaises et le parti Autodéfense de la République de Pologne se sont effondrés aux élections de 2007, après des scores historiques aux élections de 2005, en Slovaquie où le Parti national slovaque a accusé un net recul en 2010 et en 2011 après des scores historiques en 2006<sup>2</sup>, en Bulgarie où l'Union nationale Attaque s'est écroulée en 2011 après des scores historiques en 2005, 2006 et 2009, en Roumanie, où le Parti de la Grande Roumanie a disparu de la carte politique en 2008 alors qu'il était devenu la deuxième force politique du pays entre 2000 et 2004<sup>3</sup>.

Mais ces mouvements cycliques induisant, parfois, des mécanismes de transferts de voix comme en Grèce entre Aube Dorée et l'Alerte populaire orthodoxe (aux élections de 2012), ou en Autriche avec la scission du FPÖ (Parti autrichien de la liberté) en 2005, - ces mouvements ne doivent pas en cacher un autre, plus fondamental depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle et qui est celui d'une croissance régulière de certaines formations qui s'installent dans différents espaces politiques et apprennent à occuper l'espace ainsi conquis. Si certains journaux estiment qu'il n'y a pas à s'alarmer d'une « fièvre populiste » en Europe<sup>4</sup>, force est de constater que, sur la carte politique européenne, les choses se passent autrement. De fait, et à la faveur des événements

2 Comme pour confirmer ce que nous décrivons comme des mouvements cycliques mais croissants, ce 24 novembre 2013, le Parti du peuple-Notre Slovaquie (LSNS) a remporté une victoire symbolique aux élections régionale en obtenant 55,5% des suffrages dans la région de Banská Bystrica. La disgrâce suite à la participation à une coalition gouvernementale de 2006 à 2010 semble terminée. Il faut aussi remarquer que, dans la Tchéquie, jusqu'ici plutôt préservée par le phénomène, c'est 40,44% des électeurs qui ont préféré des partis populistes lors des élections des 25 et 26 octobre. En tête de ces préférences, le parti Ano 2011 avec 18,65% est, sans doute, la formation la plus caractéristique. Elle a été fondée en mai 2012 par un homme d'affaires Andrej Babis sur les bases de l'association des citoyens mécontents !

3 Pour approfondir tous ces chiffres, se reporter au site <http://www.trianglerouge.be/> ainsi qu'à <http://elections-en-europe.net/> ou encore <http://www.slate.fr/story/36693/extreme-droite-europeenne>

4 Régis Soubrouillard, « Les médias inventent une fièvre populiste en Europe », dans Marianne, posté le mardi 5 octobre 2010 : [http://www.marianne.net/Les-medias-inventent-une-feivre-populiste-en-Europe\\_a198207.htm](http://www.marianne.net/Les-medias-inventent-une-feivre-populiste-en-Europe_a198207.htm)



Source : www.tv5.org

\* « Entretien avec Jean-Yves Camus », sur <http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Partis-populistes-Europe-avril-2011/p-15844-Les-partis-populistes-et-nationalistes-gagnent-du-terrain-en-Europe.htm>

rappelés plus haut, avant 2008, seulement quatre pays ont affiché des scores qui dépassent les 10%. Mais, entre 2008 et 2011, ce chiffre passe de quatre pays à neuf pays et cette fois, dans ces neuf pays, c'est la barre des 15% qui a été franchie. Enfin, en 2013, il s'agit maintenant de 12 pays qui passent la barre des 10% (trois fois plus qu'avant 2008 !) et, parmi eux, trois s'approchent des 30% tandis qu'un quatrième s'approche des 20% ! Il n'y aurait donc aucune raison de s'inquiéter, de toute évidence ! D'autant plus qu'à horizon 2014, les élections européennes vont offrir à ces formations qui montent en puissance, une tribune idéale pour imputer à l'Europe et à ses « servants » (les partis traditionnels) tous les malheurs qui frappent les citoyens en cette période de crise. Une excellente rampe de lancement pour des partis comme le UK Independence Party (UKIP) qui a réalisé des scores exceptionnels dans les communes où il se présentait en mai 2013<sup>5</sup>. À cet égard, la carte

proposée sur le site de TV5 info mérite réflexion, une fois réalisé le travail de mise en contexte que nous avons esquissé brièvement ici (voir carte ci dessus).

Une analyse plus fine de cette carte peut être réalisée en croisant ces résultats avec certains indicateurs de développement économique. Des journalistes ont ainsi noté que plusieurs petits pays affichaient en même temps des résultats en faveur des partis populistes avoisinant les 15% tout en bénéficiant de taux de chômage inférieur à 5%, c'est-à-dire en subissant beaucoup moins que d'autres pays européens l'onde de choc de la crise. J'ai voulu approfondir cette piste en croisant les résultats des partis populistes avec d'autres indicateurs humains imaginés pour déterminer le taux de bonheur dans un pays ou une région ainsi que le niveau de bien-être estimé d'un pays. Pour y arriver, j'ai utilisé l'indicateur de bien-être élaboré par l'OCDE<sup>6</sup> et le

5 Catherine Gouëset, « Grande-Bretagne: l'Ukip, le parti populiste qui monte », dans L'express, posté le 03/05/2013 : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/grande-bretagne-l-ukip-le-parti-populiste-qui-monte\\_r24602o.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/grande-bretagne-l-ukip-le-parti-populiste-qui-monte_r24602o.html)

6 <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/> On trouve des précisions sur le cadre méthodologique et des analyses de résultat à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/statistiques/initiativevivre-mieuxmesurerlebien-etreleprogres.htm>

	> 20	> 15	> 10	Ranking of Happiness sur 156 pays	OCDE better Life Index sur 24 pays UE
Serbie	29,4%			106	nc
Flandre be	29,5%			21 (be)	12 (be)
Autriche	28%			7	9 (>7)
Finlande		19%		8	8 (>7)
Hongrie		16,68%		110	22
Norvège		15,3%		2	2 (>7)
Pays-Bas		15%		4	6 (>7)
France		15%		25	14
Danemark			13,9%	1	5 (>7)
Italie			10,2%	45	18
Grèce (XA+LAOS)			[7+1,6%]	70	23
Royaume Uni (Ukip)	[23% ?]			22	(>7)

World Happiness Report 2013 publié par le Earth Institute de l'Université Columbia<sup>7</sup>.

En croisant ces données, on remarque qu'un groupe de cinq pays se détache avec des caractéristiques communes très marquées : ils se trouvent dans le « Top 10 » des pays affichant le meilleur indice de bonheur sur 156 pays au monde, ils ont un résultat supérieur à 7 sur l'échelle de bien-être de l'OCDE et se classent également dans les pays aux indicateurs les plus favorables dans l'Union Européenne. Il s'agit des pays surlignés en noir dans le tableau qui précède à savoir l'Autriche, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark. C'est ce que j'ai choisi d'appeler le « Populisme des gens heureux... »<sup>8</sup>

Il ne s'agit en aucun cas de mettre ces pays à l'index mais de corriger les images des votes

7 John Helliwell, Richard Layard and Jeffrey Sachs (eds), World Happiness Report 2013, Sustainable Development Solutions Network, New York, 2013, J'utilise la Figure 2.3: Ranking of Happiness: 2010-12 (Part 1), pp. 22-24 ; en ligne à l'adresse: [http://unsdsn.org/files/2013/09/WorldHappinessReport2013\\_online.pdf](http://unsdsn.org/files/2013/09/WorldHappinessReport2013_online.pdf)

8 On obtient des classements similaires avec l'indicateur OCDE si on priorise l'engagement civique (Danemark, Norvège, Royaume Uni, Autriche, Finlande, Pays-Bas) et si on ajoute une priorité sur le taux d'emploi... Il semble que les petits pays permettent de montrer que les moins touchés par la crise sont les plus sensibles à la stratégie des populismes et, qu'à titre d'hypothèse, pour les grands pays, le raisonnement devrait se reporter au niveau régional (cas de la Flandre, notamment, ou de la Ligue du Nord en Italie).

populistes qui tendraient à en faire une sorte de votes-repoussoirs de populations désespérées ou en déshérence, à la recherche de solution miracle à son-mal être : des précarisés sociaux, des exclus, ces populations qui ne comprennent pas les grands changements engendrés par la mondialisation, qui n'en profitent pas et cherchent à être rassurées...

On observe plutôt des populations qui ont bien tiré leur épingle du jeu dans la nouvelle donne économique mondiale et qui entendent préserver leurs acquis en s'assurant de leaders politiques dévoués d'abord à leur cause. On pourrait ainsi parler d'un mouvement de classe moyenne aisée, à distance de la précarité, socialement bien intégrée et identifiée et, en allant plus loin dans les indicateurs, on peut même ajouter sensible au rôle de l'engagement civique ainsi qu'à l'importance du travail comme valeur d'intégration sociale<sup>9</sup>. Quand on croise encore ce groupe de pays avec les enquêtes européennes de valeurs<sup>10</sup>, on s'aperçoit qu'ils affichent un

9 On trouve ainsi, dans ces pays, un taux de satisfaction au travail supérieur à la moyenne de l'Union européenne, cf. Jean-François Tchernia, « Le sens du travail dans l'union européenne », in Futuribles, 2013, n° 395, pp. 41-55, p. 48.

10 L'étude coordonnée par l'Université de Tilburg, et dont on peut consulter en ligne les résultats et les nombreuses publications : <http://www.europeanvaluesstudy.eu/>

fort taux de tolérance et de respect d'autrui<sup>11</sup> et préfèrent l'intégration nationale à des attitudes xénophobes<sup>12</sup>.

Tous ces éléments ne sont évidemment qu'approximatifs et comparatifs mais ils ont pour fonction de déstabiliser une image préconçue et de montrer la nécessité de la tâche proposée par Rosanvallon si l'on veut réellement relever le défi posé par ce phénomène politique, à savoir commencer par « repenser le populisme »<sup>13</sup> en question, ne pas s'arrêter aux images préconçues et héritées du passé<sup>14</sup>.

## Repenser le populisme

La première partie de notre réflexion a déjà tenté de modifier l'image habituelle du ou des populismes. Celle-ci mobilise souvent la référence à des histoires qui, même si elles sont instructives nous renvoient plutôt au XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup> siècle, comme le boulangisme, par exemple, en France ou le mouvement de James B. Weaver aux États-Unis, ou encore nous embarquent carrément vers d'autres continents comme le péronisme d'Argentine. Ces mouvements du XIX<sup>e</sup>, et ceux hérités de cette époque, sont à forte densité intellectuelle, à l'image des activistes russes anti tsaristes qui voulaient mo-

biliser les masses paysannes contre le régime<sup>15</sup>. Les définitions qui s'inspirent de ces références, donnent, dès lors, une place prépondérante à la doctrine et aux valeurs sur l'action<sup>16</sup>.

Mais force est de constater que les partis populistes qu'on rencontre actuellement en Europe, constituent plutôt un ensemble relativement composite d'idées et de programmes et que le rapport qu'ils entretiennent avec un corpus de valeurs dépend en fait de leur succès électoral, de l'audience que ces valeurs leur donne dans un contexte déterminé. Les valeurs traduisent plutôt une stratégie de positionnement et non l'inverse. C'est dire que, pour repenser ces acteurs, il faut se détacher du cadre hérité du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui implique de couper court au primat accordé tant à l'idéologie qu'au « peuple ». Les partis populistes actuels sont des vecteurs faibles d'idéologie. Comme nous l'avions déjà avancé avec Christian Boucq dans notre ouvrage de 2005, ils jouent à la manière d'amplificateurs de différents mécontentements sociaux : suivant les contextes, ils seront nationalistes et eurosceptiques, ou indépendantistes et pro-européens, anti-immigration et islamophobes d'un côté, ultra-libéraux et anti-taxation d'un autre, ou encore proches des conservateurs et légalistes ailleurs<sup>17</sup>. Quant à la référence au « peuple » comme un sujet idéal qui devrait exercer sa souveraineté sur l'avenir d'une nation ou d'un territoire, elle est aussi obsolète car, ce qui est premier, c'est d'abord l'idée plus vague qu'il faudrait oser une vraie liberté, rester indépendant et maître de son destin, renouer avec un vrai progrès social. Le qualificatif « populaire » est loin d'être l'apanage de ces partis qui apparaîtront plus sous le label de

11 Guillaume Roux, « Tolérance et xénophobie en Europe, Les aires culturelles demeurent-elles pertinentes? », in *Futuribles*, 2013, n° 395, pp. 57-68, p. 60.

12 *Ibid.*, p. 64

13 Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », in *La Vie des idées*, posté le 27 septembre 2011, en ligne à l'adresse : <http://www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html> (Texte est extrait de la leçon inaugurale aux 26e Rencontres de Pétrarque tenues en 2011 et intitulées « Le peuple a-t-il un avenir ? »).

14 Renvoyer à la peur de perdre son bien-être n'est pas anodin dans ce contexte car ce genre de réaction ne procède pas d'abord d'une réaction rationnelle, réfléchie, bien informée. Il s'agit plutôt d'une pulsion surdéterminée par la conviction d'une menace encore imprécise, dont il faudrait interpréter les signes avant-coureurs. Ce type de rapport déformé au réel est favorable au « délire paranoïaque ». C'est, en tout cas, ce que pensaient des intellectuels militants comme Adorno et Horkheimer, les fondateurs de l'École de Francfort, confrontés à la montée du racisme dans l'Allemagne des années 20-30. La plainte sociale finit, alors, par se transformer en un processus compulsif qui cherche à extérioriser ses frustrations sur un objet extérieur, des boucs-émissaires, supposé incarner le danger pressenti. Cf. Max Horkheimer et Theodor Adorno, *La dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1974, pp. 195 sv ; relu notamment par une chercheuse japonaise Saki Kogure, « La paranoïa entre la psychanalyse et la politique », téléchargeable dans la série *Les Carnets du CPDR*.

15 Paul Claudel, « Populisme, Russie », in *Encyclopædia Universalis* en ligne, consulté le 10 novembre 2013. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/populisme-russie/>

16 Ainsi celle proposée par l'Équipe Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke, « Populisme, Brève définition », en ligne <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servelet/BMDictionnaire?idictionnaire=1683>

17 Michel Wieviorka a néanmoins le mérite de tenter une clarification par les contenus, ce qui permet d'aborder la question du « populisme de gauche » et du « populisme bouffon », à côté du populisme dominant, à savoir celui de droite, cf. "Diversité et actualité du populisme en Europe", billet publié sur le carnet de Michel Wieviorka le 14/03/2013, URL : <http://wieviorka.hypotheses.org/135>



« Parti de la liberté », « Parti du Progrès », « Parti de l'indépendance », les partis qui veulent être porteurs d'un avenir. Au sein du Parlement européen, on les retrouve partagés entre le groupe « Europe libertés démocratie » et le groupe des minorités régionalistes l'« Alliance libre européenne », alors que c'est la droite chrétienne qui se retrouve dans le « Parti populaire européen ».

Ces partis doivent donc être compris autrement et, d'abord, essentiellement comme des unités stratégiques de prise de pouvoir. Ils attirent par leur capacité de présenter leur action politique de manière nouvelle et différenciée dans un espace politique complexe, hyper-hiérarchisé, constamment soumis aux conflits entre niveaux de pouvoir et cherchant en permanence à renvoyer la responsabilité de leurs blocages et de leurs impuissances vers d'autres niveaux de pouvoir. Dans ce contexte, le populisme, c'est d'abord une stratégie de mobilisation sociale dont la caractéristique première est, comme le suggère Ernesto Laclau<sup>18</sup>, d'être structurellement polémique.

Cet appareil polémique possède, à mon sens, quatre dimensions principales : il est dénonciateur<sup>19</sup>, électoraliste, autoritariste<sup>20</sup> et amplificateur.

La fonction de dénonciation est dirigée vers l'échec du système en place, tant politique qu'économique et accuse prioritairement l'incompétence et l'impuissance des élites diri-

geantes. Si les élites possédantes ne sont pas épargnées, c'est plutôt pour leur laxisme et leur indifférence à l'égard des errements des élites dirigeantes. La deuxième cible de la dénonciation est représentée par l'ensemble de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, tirent profit d'un système mal dirigé et laissé à l'abandon par les nantis. Il s'agit donc d'une dénonciation sur un mode secondaire qui peut facilement se moduler et s'effacer si besoin, en fonction de sa réception par le public. Les « profiteurs » ou les « opportunistes » ne sont coupables de rien d'autre que de tirer parti de l'incompétence et du laxisme ambiant. Ceci vaut aussi bien en fonction des auditoires et des circonstances de toutes les catégories d'allocataires sociaux, des chômeurs, des absentéistes, des étrangers, des immigrés, etc. Leur mention veut, d'abord, indiquer un système malade à réformer en urgence et des responsables impuissants.

Il y a, ensuite, l'électoralisme prédominant. Les discours sont organisés pour mobiliser, rassembler et tirer parti de la désaffection électorale, voire de l'ennui politique généralisé, a fortiori en situation de crise. C'est toujours le mode de la promesse et de l'engagement hypothétique qui prévaut et qui se conjugue avec les processus de dénonciation. L'électoralisme se concentre aussi sur des lignes de fractures locales, sur des victoires montées en épingle dans des circonscriptions érigées en symboles. Il vaut mieux frapper fort dans un endroit particulier qu'apparaître plus faiblement même sur une ligne de front. La stratégie du UKIP au Royaume-Uni ou celle de la N-VA sont caractéristiques à cet égard. Le symbole l'emporte sur la recherche d'efficacité. Le nom du parti grec « Aube dorée » est, à lui seul, tout le symbole d'une stratégie d'accroche.

À la dénonciation et à l'électoralisme se combine une posture autoritariste présente aussi bien dans le discours sur les solutions que dans les modes d'organisation interne. D'un côté, c'est plus la force de décision et d'exécution qui importe que l'originalité des solutions. Il faut oser, assumer ses choix, aller jusqu'au bout de ses options, refuser les demi-mesures, éviter de reculer, etc. Une solution passe par

<sup>18</sup> Ernesto Laclau, *Politics and Ideology in Marxist Theory*, Londres, Verso, 1979, pp. 172-174. Texte original: Ernesto Laclau, *Politica e ideologia en la politica marxista*, México, Siglo XXI, 1978.

<sup>19</sup> Un aspect bien mis en évidence par M. Canovan, « People, Politicians and Populism », in *Government and Opposition*, 19 (1984), n° 3, p. 313 ; cité par Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique, Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997, Vol 56, No 56, pp. 4-33, p. 9, note 1.

<sup>20</sup> Si je ne retiens pas, contrairement à d'autres analystes (Fabien Nicolas, « Les « Partis populistes » face à l'évolution des systèmes partisan et politique : pour une sociologie politique comparative de l'histoire du populisme en France (1880-2002) », in *Amnis*, 2005, Vol 5), la référence à un leadership charismatique, c'est parce qu'à nouveau, je pense que c'est à la fois un effet rétrospectif lié à l'histoire et une confusion possible avec l'extrême droite, que je tiens comme fondamental de séparer du populisme, même si des alliances conjoncturelles sont possibles. De la même manière, je ne m'attache pas fondamentalement au racisme et à la xénophobie qui peuvent être présents de manière opportuniste en fonction des contextes dans les formations populistes, mais ne sont pas partie intégrante d'une idéologie identitaire prioritaire, comme c'est le cas dans l'extrémisme de droite qui peut conduire directement à la légitimation de la répression.

une politique autoritaire si elle veut aboutir et mettre un terme aux multiples tergiversations de ceux qui profitent du système. D'un autre côté, la posture autoritariste ne se limite pas au discours. Les partis en question sont organisés sous un mode autoritaire, avec le culte du leadership (plus que des leaders) : dans ce cas, et à la différence du culte de la personne qui a souvent caractérisé les mouvements extrémistes radicaux, il est plus question d'un type de rapport désinhibé au pouvoir, de l'affirmation de la capacité d'en jouir, de la signalisation de la puissance même si elle peut prendre des tours burlesques ou de vaudeville. Exercer l'autorité dans un groupe, c'est être fort avant d'être juste.

Enfin, ces partis retrouvent aussi une caractéristique que nous avons longuement développée dans notre ouvrage de 2005<sup>21</sup>, à savoir la fonction d'amplification. L'enjeu d'un positionnement sur les questions sociales ne relève pas, pour eux, d'un processus de diagnostic et de proposition, élaboré éventuellement par différentes formes de consultation. Se positionner consiste d'abord à amplifier le mécontentement social, à s'en faire le relais prioritaire, y compris dans la forme (les mots, le langage, les éventuels raccourcis), le dépositaire et le porte-parole légitime. C'est à travers cette fonction d'amplification que peuvent résonner des peurs (à orientation xénophobe), des besoins sécuritaires (repreuant les stéréotypes imposés par l'antiterrorisme au niveau international), des crises identitaires (recourant pêle-mêle à la nation, à la région, au sang, aux valeurs voire à la couleur et même à la classe). C'est à travers cette fonction d'amplification que l'on peut trouver l'écho illusoire d'une structure idéologique qui n'est, en fait, que divers segments de langage réaménagés pour signaler un malaise social, une peur de perdre un certain bien-être.

Ces quatre fonctions décrivent une sorte de « moteur à quatre temps » qui permet à l'appareil de prise de pouvoir de ces organisations de se positionner dans l'espace du débat politique et de se présenter en allié de tous les malaises

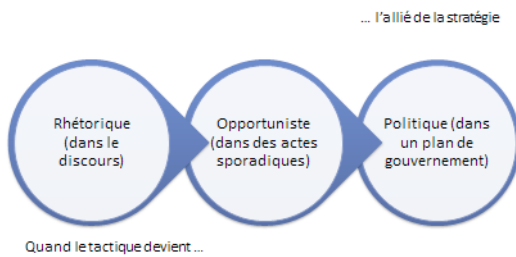
sociaux, tout en dénonçant la source de ceux-ci (élites et profiteurs) et indiquant la nécessité d'une voie politique plus autoritariste.

Cet appareil de mobilisation politique est d'autant plus efficace qu'il peut se créer des alliés chez les acteurs opportunistes qui pensent l'instrumentaliser pour un moment. C'est dans cette optique qu'il est, du reste, fondamental de distinguer trois formes de populisme : celui des discours, celui des mesures et celui de l'action politique organisée. Force est de constater que l'hameçonnage par les discours fonctionne parfaitement. Il ne manque pas de responsables politiques à court d'idées qui se laissent aller d'un écart pour accuser des « profiteurs » (assujettis sociaux, demandeurs d'asile, chômeurs, « rom »...). Ces dérapages alimentent évidemment la fonction d'amplification et rend difficile la résistance à la fonction de dénonciation du populisme quand on devient, soi-même, provisoirement un dénonciateur. Ensuite, en contexte électoral, le champ de dérapage peut s'élargir et concerner des mesures tapageuses et cyniques ciblant clairement des groupes sensibles. On n'est pas loin d'embarquer, alors, dans une politique autoritaire de solution à l'emporte-pièce, en apparaissant toujours comme une copie, manquée néanmoins, de l'original. Reste l'ultime faux pas : celui qui consiste à accepter de collaborer avec l'appareil de pouvoir proprement, au nom d'un savant calcul électoraliste, toujours en pensant instrumentaliser sans, soi-même, être instrumentalisé. C'est, alors, la quatrième fonction qui est activée et, en trois étapes, le moteur s'est mis à fonctionner à plein rendement puisque ses quatre fonctions ont été sollicitées. On comprendra mieux, dès lors, comment un tel appareil politique peut se déployer facilement au niveau de la gouvernance locale, d'abord, par une tactique de contamination basée sur des alliances ponctuelles sur le plan rhétorique (propos), sur le plan pragmatique (mesures limitées), et sur le plan institutionnel (gouverner ensemble).

Dès lors, comme le suggère le schéma ci-dessus, ce qu'on pensait n'être qu'une tactique, dans un cadre maîtrisé, devient, en fait, un maillon dans une stratégie d'implantation sociale et politique qui dépasse les calculs court-termistes des opportunistes.

21 Marc Maesschalck et Christian Boucq, *Démonions l'extrême droite*, op. cit. pp. 26-27 et 95-101.

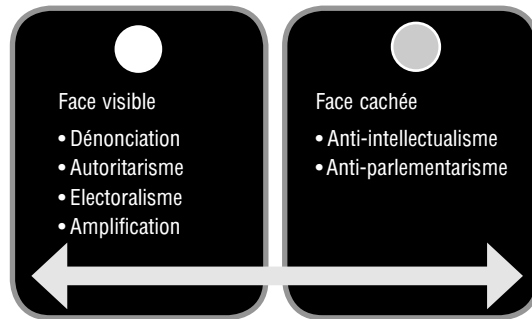
## Entre stratégie et tactique: LE risque



Ajoutons à cette force stratégique de l'appareil populiste en contexte de crise et de tentation opportuniste, l'articulation d'une face visible et d'une face cachée<sup>22</sup>. Ce point est capital car l'action opportuniste contribue largement à renforcer la stratégie double et, donc, à mieux oblitérer la face cachée. L'alliance s'effectue, en effet, avec la partie visible de l'appareil. Mais celui-ci a deux autres caractéristiques majeures qui ne sont pas suffisamment mises en évidence : l'anti-intellectualisme et l'anti-parlementarisme, qui en constituent comme la face cachée.

L'anti-intellectualisme se manifeste constamment dans les interactions avec la presse. Les journalistes sont particulièrement ciblés, accusés d'être trop partiaux dans leur approche des partis populistes, trop enclins à dénoncer, sur la base de « principes gauchisants ». Mais ce qui leur est surtout reproché, comme parfois par la droite traditionnelle, c'est de ne pas être représentatifs de l'opinion, de constituer une corporation d'intellectuels majoritairement de gauche, avec une vision inadaptée de la société, coupés des réalités sociales et des attentes de la majorité de la population. Le même raisonnement vaut pour les « spécialistes » et « experts politiques » convoqués par la presse, représentatifs d'un moule idéologique partagé par des élites politiques mais en décalage par rapport aux populations. Il faut partir du désarroi social et y répondre au lieu d'intellectualiser les problèmes.

L'idée d'une « démocratie directe » qui se met directement à l'écoute du désarroi et des peurs, et promet d'y apporter des solutions, est aussi à la base d'un anti-parlementarisme caché.



Si l'électoratisme consiste à se faire accréditer par le système en place, à le contaminer et à l'envahir, ce n'est pas d'abord pour le faire fonctionner mais pour le subvertir par une nouvelle approche aux antipodes des discussions interminables entre représentants de différentes tendances. Le véritable courage politique réside dans l'action en force, directe, pour réveiller le corps social et lui redonner son dynamisme en tirant parti précisément des forces de mécontentement qui s'y expriment, mais que le parlementarisme contribue à dissoudre. Il faut mettre fin aux débats et aux compromis pour agir concrètement, répondre de manière directe à la plainte sociale.

Toutes ces caractéristiques visibles et cachées font des partis populistes des appareils de prise de pouvoir d'une nature particulière. D'un côté, ils capitalisent sur les peurs sociales vécues par des populations plus effrayées par la peur de la peur que directement et réellement menacées. D'un autre côté, ils occupent un espace politique déserté par les non professionnels, un espace en manque d'image attractive, en sommeil par rapport au rythme électoraliste combinant sursaut (en année électorale) et assoupissement (en cours de législature) au profit de la délégation aux professionnels. Ce vide du sens de la vigilance politique et de la participation aux différents niveaux de pouvoir est, alors, exploité par une rhétorique de dénonciation et l'illusion de restauration d'un sens fort du pouvoir avec des solutions immédiates, à distance des tergiversations intellectuelles et des compromis.

La force de ces partis ne provient donc pas uniquement de leur capacité stratégique et de leurs tactiques d'alliance, encore moins de leur

<sup>22</sup> Marc Maeschalck et Christian Boucq, *Déminons l'extrême droite*, op. cit. pp. 56-57.

programme ou d'une quelconque idéologie. Ils bénéficient aussi d'un « effet de société » : ils sont le produit d'un contexte social dans lequel ils agissent de manière opportuniste sans nécessairement mesurer toutes les conséquences ni l'effet de contexte qui les poussent (d'où les échecs récurrents, puis leur réanimation par le contexte lui-même, comme en Slovaquie). C'est la raison pour laquelle une analyse plus approfondie serait encore utile car leur action pourrait bien, en partie, les dépasser, y compris sur le plan stratégique. En voulant profiter du vide partiel de l'espace politique, d'une certaine désaffection et désertification de ces mécanismes participatifs empilés inévitablement prisonniers du clientélisme, les partis populistes produisent un effet second, une sorte de choc en retour, un effet de réveil. Mais il ne s'agit pas d'un réveil citoyen, basé sur des mécanismes de proximité, animé par un volontariat tentant de trouver, par subsidiarité, des réponses mieux adaptées en expérimentant collectivement, en s'essayant et créant des niches ou des micro-laboratoires de nouvelles pratiques démocratiques. Il s'agit du réveil imaginaire à un nouveau pouvoir de maîtrise du Réel, une autorisation donnée à de nouvelles idées d'action, la licence de s'affranchir - peut-être provisoirement, exceptionnellement - de certaines limites pour saisir des solutions trop longtemps retardées (passer enfin à l'acte).

De ce point de vue, on pourrait comparer ce rôle, en partie involontaire, des partis populistes avec le rôle rempli par les sectes de réveil

religieux dans d'autres pays en désarroi social et économique.<sup>23</sup> Toutes proportions gardées évidemment, là où des pays à forte religiosité vivant des situations sociales et économiques difficiles ont leurs sectes de réveils religieux, les pays de l'hémisphère Nord touchés par une crise ou effrayés à l'idée d'être atteints dans leur situation de bien-être, ont leurs sectes de réveil politique. Le point commun que nous voulons mettre en évidence, est naturellement le rôle, en partie involontaire et en partie volontaire, d'un mécanisme de réveil dans un secteur de la vie sociale. Sur le plan volontaire, il s'agit d'un mécanisme essentiellement opportuniste consistant à capter un besoin, pour en tirer parti et l'utiliser dans une logique particulière, indépendante d'ailleurs des sources du besoin. Le réveil est, alors, conçu comme un processus de capture sociale d'une émotion, d'un malaise pour le réorienter vers une offre de satisfaction calibrée sur des bases et des intérêts indépendants de ceux dont on capture l'émotion ou le malaise.<sup>24</sup>

Mais en même temps, sur le plan involontaire, le mécanisme de réveil n'est, lui-même, possible que dans un contexte miné par l'assoupissement et l'angoisse de se confronter à un Réel sauvage. Il alimente le délire paranoïaque des assoupiés en les projetant vers des solutions imaginaires. Sans le vouloir, le mécanisme de réveil produit ainsi des « éveillés » comme autant d'objets disponibles, réceptifs à un ordre nouveau dont ils ne maîtrisent rien eux-mêmes, qu'ils ne cherchent, en aucun cas, à tester et à

23 Le parallèle est le suivant : comme certains pays en détresse sociale, voire en faillite, sont envahis par des groupes d'éveil religieux (sectes de réveil), les pays européens en crise économique et sociale voient proliférer, sur un terrain favorable, des groupes de réveil politiques (les partis populistes). Ce parallèle a surtout pour fonction d'attirer l'attention sur deux aspects liés l'un à l'autre : d'un côté, un effet social, à savoir le fait que ces partis, comme ces sectes, renvoient à un malaise social plus profond qui les dépasse et dont ils ne sont qu'un symptôme ; d'un autre côté, un effet cognitif, à savoir le recours, dans ce contexte, à un mécanisme opportuniste consistant en une sorte d'éveil particulier, à savoir un retour à la « vraie vie », aux vraies valeurs, après une période de rêve, d'abandon aux fausses valeurs et à une vie devenue, pour cette raison, cauchemar. Quand on parle de « mécanisme de réveil », il faut donc distinguer l'effet social involontaire (à identifier mais sur lequel on ne peut pas agir directement) et l'effet cognitif volontaire (sur lequel il est possible d'agir directement).

24 Ce processus est assez semblable à celui que Louis Althusser avait nommé, dans les années 70, l'interpellation. Le système, la police, par exemple, peut « interpellé » une personne. Elle devient, alors, « objet » d'interpellation et se définit, alors, par sa capacité à se soumettre, à répondre à cette interpellation. C'est le détenteur d'un ordre qui interpelle mais aussi celui qui veut prendre la place d'un tel ordre, se positionner comme « pouvoir de réordonner... Les choses : un dictateur, un pasteur illuminé, un leader populiste... » L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État, (Notes pour une recherche) », in *La Pensée*, n° 151, juin 1970, pp. 3-38. A ce sujet un texte fondamental de Karl Lévêque, « L'interpellation mystique dans le discours duvalérien », in *Nouvelle Optique*, 1 (1971), n° 4, pp. 5-32.

expérimenter, encore moins à évaluer collectivement<sup>25</sup>. Il produit une force sociale de transgression des limites démocratiques. Le pire est que, couplé à sa part volontaire, ce mécanisme s' imagine (vision opportuniste sous-évaluant la part des assoupis) pouvoir garder le contrôle... Or, il y a un point de basculement vers l'auto-destruction dans le délire paranoïaque non traité que tant Adorno que Gramsci ont bien repéré dans l'illusion d'un usage politique instrumentaliste de la peur sociale !

<sup>25</sup> Sans abonder dans les termes d'une psychologie sociale positive des religions, il est néanmoins intéressant de remarquer qu'il est utile de se démarquer des analyses sociologiques et politiques des « mouvements de réveil » qui se limitent à les interpréter sur un modèle de « minorité active » et en fonction de dynamiques défensives ou prosélytes à l'égard des majorités sociales « endormies ». L'analyse se focalise, alors, sur le rapport « minorité en éveil-masse endormie », comme dans la vision trotskyste de l'avant-garde éclairée. Une autre voie doit être aussi envisagée, celle où l'éveil est présenté à l'inverse comme le seul pouvoir de réaction des masses (en éveil à cause de leur souffrance) à l'encontre d'élites minoritaires (endormies à cause de leur opulence et de l'accoutumance à la domination - « rois fainéants »). Il se pourrait donc aussi que des situations existent où les mouvements de réveil sont porteurs d'une dynamique holiste plus fondamentale, avec une ambition d'effet de masse (et non d'engagement militant minoritaire), en prétendant définir une voie vers un nouveau modèle de société. C'est en prêtant attention à ces dimensions de masse que l'on peut mieux saisir les aspects de « réajustement éthique » et de « mobilisation collective » soulignés par certains auteurs à propos des « grands moments d'éveil collectif » (Robert William FOGEL, *The Fourth Great Awakening and the Future of Egalitarianism*, Chicago, University of Chicago Press, 2000). Il ne faut pas, pour autant, en conclure que ce type de mouvement aurait une fonction sociale positive toute trouvée et correspondrait, dès lors, nécessairement à l'imaginaire qu'il charrie. C'est notamment le problème posé par un certain nombre de mouvements de réveil religieux en Afrique centrale pour le moment. Ces mouvements interviennent plutôt dans une part d'indétermination de l'histoire sociale qu'ils signalent involontairement et dans laquelle ils peuvent représenter tout autant une opportunité qu'un risque, si la situation qui leur offre un terrain, n'est pas identifiée et travaillée pour elle-même. Deux références passionnantes sur ces questions et à mettre en contraste pour aller plus loin : Sébastien Fath, « Les Églises évangéliques en France (XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle) : Des Églises de réveil ? », in *Théologie évangélique*, vol. 7, n° 1, 2008, p. 41-64 ; José Mvuzolo Bazonzi, « Les « églises de réveil » de Kinshasa à l'ombre du mouvement néo-pentecôtiste mondial : entre nivellement et déconstruction culturels », Document présenté à l'Université de Bale et accessible en ligne : [www.unibas-ethno.ch/veranstaltungen/dokumente/Papers/Bazonzi.pdf](http://www.unibas-ethno.ch/veranstaltungen/dokumente/Papers/Bazonzi.pdf), 12/10/2006. On peut aussi se rapporter à l'analyse du mouvement Bundu dia Kongo faite par le même auteur à la 12e conférence du Codestria ([http://www.codesria.org/IMG/pdf/Jose\\_Mvuzolo\\_Bazonzi.pdf](http://www.codesria.org/IMG/pdf/Jose_Mvuzolo_Bazonzi.pdf)).

## Comment agir face au risque populiste ?

Si notre analyse est exacte, les partis populistes présentent, sur un terrain social favorable à l'activation et à la récupération d'une sorte de peur collective, un mécanisme de renforcement et de capture de ce malaise<sup>26</sup>. De fait, ces partis forcent le passage vers la construction d'un ordre imaginaire conflictuel qui permet de nommer les menaces issues d'un réel angoissant et de compter les maîtriser. Ces partis sont ainsi le substitut d'une fonction politique et sociale de guérison d'un délire paranoïaque : ils figent les sujets apeurés dans l'imaginaire du conflit et de la domination.

Il ne s'agit, ici, de poursuivre une espèce de psychanalyse des mouvements populistes mais de bien comprendre les ressorts d'action collective sur lesquels s'appuie le populisme comme « mouvement d'éveil politique » et donc comme mécanisme d'interpellation des citoyens fixant les conditions d'une nouvelle parole politique. Revenons à notre comparaison entre secte d'éveil religieux et partis d'éveil politique. La secte d'éveil apporte plus que des solutions miracles ou un imaginaire magique : elle fournit un langage pour stopper l'angoisse engendrée par le chaos du Réel et elle détermine les bons comportements subjectifs qui permettront d'éviter le retour de l'angoisse, en changeant d'approche politique et en adoptant systématiquement le point de vue des dominants sur les dominés, des masses authentiques sur les groupes infiltrés, des nationaux sur les étrangers, des honnêtes citoyens laborieux sur les délinquants oisifs des cités, des adoptés bien assimilés sur les clandestins désœuvrés, etc.

Pour s'opposer et agir, il faut, dans un premier temps, toucher directement non au délire lui-même, mais à la part volontaire du mécanisme d'éveil et d'interpellation utilisé par les partis populistes. Le plus grand risque est d'apporter des discours moraux sur le respect et la différence, sur la richesse d'une société multiculturelle ouverte, etc. comme s'il s'agissait de donner plus de place à des significations

<sup>26</sup> Ou « délire paranoïaque ».

encore mal assurées, alors que la place pour ce travail n'existe pas dans le délire paranoïaque. Un tel travail est, certes, utile mais il a surtout la vertu d'encourager et de renforcer dans leurs convictions ceux qui n'éprouvent pas le besoin d'alimenter un conflit imaginaire pour s'en sortir. Mais, en même temps, pour tous les autres qui sont déjà captifs d'un tel besoin ou qui y sont plus sensibles à cause de l'angoisse ressentie face au Réel, cette voie ne fait qu'ajouter au conflit imaginaire dans lequel les enferment les partis populistes. Pour déstabiliser ces derniers, il ne faut pas contrecarrer point par point le délire qu'ils cherchent à alimenter, mais il faut contrecarrer le mécanisme opportuniste d'éveil, le dispositif visant à capturer le malaise pour l'orienter vers les réponses autoritaires.

Le problème n'est pas dans les idées d'abord, mais dans le type d'action collective proposé et mis en avant. L'action collective est au cœur des dispositifs de prise de pouvoir : ce n'est d'abord, pour certains, qu'une méthode pour « cimenter », une émulation participative, des focus-groupes, des recettes marketing, du réseau, des communautés de pratique, etc. Tous ces dispositifs sont au service d'un processus qui, dans le cas du populisme, va viser à fixer le passage de l'angoisse individuelle vers la structure polémique d'un imaginaire de parti nouveau, fort et authentique, capable de donner du sens.

Or, ce qui s'oppose directement à une telle stratégie d'éveil est bien connu dans le milieu des organisations sociales progressistes. C'est la stratégie d'éducation collective, voire d'apprentissage social, qui permet au sujet participant de prendre ses distances par rapport aux solutions imaginaires pour envisager de nouvelles formes de coopérations, tout en sachant qu'elles seront toujours imparfaites mais aussi toujours améliorables par le même type de processus. C'est le chemin de l'éducation permanente dont nous savons, avec Piaget notamment, qu'il passe nécessairement par la coopération intellectuelle dans l'élaboration des solutions et par l'apprentissage simultané de l'autogouvernement. Mais, il y a des conditions préalables à la mise en place de tels mécanismes.

L'enjeu est, dans un premier temps, d'agir sur le plan volontaire en enrayant le mécanisme opportuniste d'éveil, donc en s'évertuant fondamentalement d'offrir des lieux pour « faire politique » autrement, pour contourner l'assoupissement. La clé de ce type d'action est de mobiliser « avec » plutôt que « contre ». Ceci suppose d'identifier des parties prenantes et de les engager dans un processus de recherche commune. Quel(s) est/sont le/les « nous » qui peut/peuvent « faire avec » ? Qui est le/les nous concernés par les « Rom » ? Si c'est l'État, le Ministre de l'Intérieur, c'est un enjeu délégué. Si c'est « nous tous », c'est un enjeu dilué ? Qui est le/les « nous » des enfants atteints de maladies incurables, des personnes âgées dépendantes, des exclus de l'aide sociale, etc. Délégation, dilution du problème ou reconstruction par l'association de « différents nous » ? Tel est l'enjeu.

Pour reconstruire ces lignes de partage social et associer des « nous », des lieux sont nécessaires et ceux-ci permettraient de « recoloniser » l'espace public trop déserté.

Ce n'est que dans un deuxième temps que le délire paranoïaque peut être travaillé et dépassé collectivement. Si l'on échappe à l'illusion produite par un mécanisme de réveil opportuniste projetant dans un imaginaire de conflit et d'autodestruction de la société, il devient possible de construire positivement un nouveau rôle social dans un espace démocratique en voie de reconquête citoyenne.

Pour le moment, l'éducation permanente doit, d'abord, chercher à multiplier des niches d'action collective sur les lignes de partage social, TOUT EN fédérant ces niches et en traduisant leurs attentes dans un projet commun. C'est la base nécessaire pour restaurer les conditions de construction de nouveaux rôles démocratiques.

Étrangement, ce qui semble plutôt faire défaut, actuellement, réside moins dans les principes d'une solution, ou même dans la capacité de sa mise en œuvre, que dans le rapport aux lieux appropriés pour agir et dans le rapport aux publics concernés.

1/ Comme ensemble de mouvements sociaux progressistes, nous ne pouvons apporter de

réponse spécifique et parcellaire à des mécanismes qui misent tout sur des émotions d'angoisse diffuse et disséminée, susceptibles de se reconstituer dans tous les secteurs face à ces publics spécifiques : migrants, travailleurs sans emploi, allocataires sociaux, malades, aînés dépendants, marginaux, jeunes en décrochage scolaire, femmes voilées, etc. Il n'y a donc pas d'intérêt à chercher des réponses segmentées. Une réponse politique suppose un renforcement d'espaces de coordination à l'encontre des stratégies de repli sur les « core business » !

2/ Les voies d'accès aux publics concernés posent aussi problème. La professionnalisation des mouvements et des partis politiques signifie aussi une restriction de plus en plus grande de la base de contact réel de ces institutions démocratiques avec des sympathisants et, à travers eux, avec des indifférents. Les actions d'assistance ont pris le pas largement sur les actions de résistance. Il faut reconquérir l'espace culturel de l'action collective, travailler d'abord autrement avec nos publics, oser des transversales organisationnelles soit sur des bases géographiques, soit sur des bases thématiques.

3/ Face au risque populiste :

- Notre message politique commun est-il clair ?

- Nos pratiques politiques communes d'éducation permanente tiennent-elles suffisamment compte de ce risque politique et, dès lors, sont-elles suffisamment politiques ?
- Nos actions culturelles communes sont-elles suffisamment visibles et concertées pour offrir un autre horizon d'avenir ?
- Avons-nous identifié clairement, dans nos différentes organisations, les catégories de boucs-émissaires qui apparaissent ? Cherchons-nous à les mobiliser spécifiquement ? Parvenons-nous à les mettre en contact avec celles des autres organisations ?

Ces groupes-cibles participent-ils à l'élaboration de formations politiques capables de répondre aux agressions qui les frappent pour dépasser celles-ci et parvenir à identifier les vrais enjeux qu'ils perçoivent ?

Ces groupes-cibles sont-ils mobilisés pour établir un ensemble de recommandations pour un positionnement politique fort antipopuliste ou bien ... pensons-nous encore à leur place ?

Ceci n'est certes pas une liste exhaustive de questions à traiter mais quelques questions essentielles pour construire un plan d'action, non seulement face au populisme mais aussi pour construire notre projet de société égalitaire.



Avec le soutien



de Mouvement Social, scrl

Editeur responsable : Virginie DELVAUX, chaussée de Haecht, 579 - 1030 Bruxelles - 05/2014/mht- DCL